

**BAS LES
PATTES!**

**DEVANT ● LA
REVOLUTION
EN POLOGNE**

édité par

**COMITE D'ORGANISATION DES COMMUNISTES (TROTSKYSTES)
DE L'EUROPE DE L'EST**

et

**ORGANISATION COMMUNISTE INTERNACIONALISTE
(POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV INTERNACIONALE)**

s.e.l.i.o.

PREFACE

Ce qui se passe en Pologne est sans équivoque. Aujourd'hui, cinq semaines après l'insurrection des ouvriers de GDANSK, GDYNIA et SZCZECIN contre la misère et pour la libre expression, la POLOGNE se couvre de Conseils Ouvriers.

Pas à pas, jour après jour, la classe ouvrière polonaise arrache des concessions qui ne font qu'affirmer et croître sa puissance de classe, face à la bureaucratie contre-révolutionnaire qui a trahi ses intérêts de classe et qui maintenant est obligée de lâcher du lest.

Les têtes tombent devant l'exigence commune des travailleurs. Les Comités Centraux de Grève de GDANSK-GDYNIA et de SZCZECIN reçoivent des promesses, des suppliques et des menaces. L'édifice de la bureaucratie de Gierek-Moczar craque sous le poids de la mobilisation indépendante des travailleurs.

Les ouvriers des chantiers navals de la Baltique ont posé, en des termes on ne peut plus clairs, la question du pouvoir ouvrier. Par là, ils rejoignent et expriment le combat de l'ensemble du prolétariat mondial.

La lutte des travailleurs polonais n'est pas "polonaise". Elle est internationale. C'est une nouvelle étape dans la période ouverte par les magnifiques mouvements des prolétariats français et tchécoslovaque. par lesquels la classe ouvrière mondiale a repris l'initiative dans la lutte des classes.

Nouvelle étape, où les combats des travailleurs polonais, avec la remontée puissante du prolétariat espagnol contre le régime franquiste, apportent la réponse ouvrière face aux accords contre-révolutionnaires de BONN-MOSCOU et de VARSOVIE-BONN l'impérialisme et la bureaucratie.

La lutte de la classe ouvrière polonaise vise directement et immédiatement la "sécurité" de la bureaucratie et de la bourgeoisie. C'est une lutte qui concerne les ouvriers du monde entier !

Aujourd'hui, la recherche de cette "sécurité européenne" passe par la répression sanglante, à l'Est comme à l'Ouest, par la guerre civile ! - et la "normalisation" en Tchécoslovaquie et les massacres de GDANSK de GDYNIA, et de SZCZECIN sont là pour le prouver.

Ce qui se passe en Pologne est clair.

C'est la révolution politique qui avance rapidement et qui va vers la dislocation complète de l'appareil bureaucratique de Gierek et vers l'instauration du pouvoir des Conseils Ouvriers.

Cela, la bureaucratie du Kremlin ne peut pas tolérer. C'est la raison pour laquelle elle prépare une intervention militaire contre les Conseils Ouvriers Polonais. La bureaucratie du Kremlin, qu'elle soit divisée ou même opposée en fractions, est unanime sur un point : il faut arrêter

la marche de la révolution polonaise. Si Gierak se montre "incapable", le Kremlin n'hésitera pas une seconde à envoyer ses chars en Pologne.

La solidarité des travailleurs est plus que jamais nécessaire !

Le combat du prolétariat polonais est le combat de toute la classe ouvrière internationale ! Ses mots d'ordre sont ceux de l'ensemble des travailleurs luttant dans le monde entier pour leur émancipation, contre la bourgeoisie, et contre la bureaucratie usurpatrice.

Il s'agit de la défense des conquêtes socialistes dans tous les pays de l'Est, et en U.R.S.S. Il s'agit de la défense des travailleurs tchécoslovaques résistant à une "normalisation" imposée par les troupes du Kremlin contre la révolution politique des travailleurs de Tchécoslovaquie, dont la révolution polonaise des Conseils Ouvriers est la continuation et le développement.

Aujourd'hui, la lutte du prolétariat mondial se trouve concentrée en Pologne. Les travailleurs du monde entier, les communistes et les militants se réclamant de la classe ouvrière et du socialisme, doivent se mobiliser pour la défense des travailleurs polonais, pour empêcher l'intervention militaire du Kremlin qui se prépare.

Pour cela tous doivent reprendre les mots d'ordre des ouvriers polonais en lutte :

- Désignation et châtiement des responsables et coupables des massacres de la Baltique !
- Libération de tous les ouvriers emprisonnés

Une bataille doit être engagée pour la constitution d'une Commission d'Enquête du mouvement ouvrier international, pour que toute lumière soit faite sur les massacres de Décembre 1970 en Pologne, sur la "normalisation" en Tchécoslovaquie, sur la répression en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Est !

C'est la seule voie pour mobiliser le mouvement ouvrier, tous ses militants, autour des héroïques travailleurs polonais.

C'est le seul moyen d'exiger en masse :

NON A L'INTERVENTION ARMEE !!!

Et c'est dans ce cadre mobilisateur, que le dossier présenté ci-dessous trouve sa pleine signification.

**Comité d'Organisation des Communistes
des Pays de l'Est
affilié au Comité International
pour la reconstruction de la
IVe Internationale**

1er Février 1971

Le 28 Janvier 1971, à 7 h 30 du matin, la radio annonce :

**“ON SIGNALE DES MOUVEMENTS DE
L’ARMEE SOVIETIQUE VERS LA POLOGNE”**

CHRONOLOGIE DE PRINCIPAUX EVENEMENTS

- **12 décembre 1970** - Le soir on annonce une hausse des prix de 10 à 30 % sur les produits alimentaires de première nécessité ainsi que sur d'autres biens de consommation. Les ouvriers des chantiers navals de GDANSK décident de se mettre en grève.
- **14 décembre 1970** - Début des manifestations et des combats de rue au chant de l'Internationale et au cri : "paix et liberté" à GDANSK, GDYNIA et SOPOT. La plupart des entreprises de la "Triville" sont en grève. Les ouvriers des chantiers navals organisent des comités de grève.
- **15 décembre** - Début des manifestations et de combats de rue à SLUPSK et à ELBLAG. Constitution d'un Comité Central de grève, réunissant les travailleurs de GDANSK, GDYNIA et SOPOT.
- **16 décembre** - Le mouvement de grève gagne toutes les grandes villes polonaises comme SZCZECIN, VARSOVIE, CRACOVIE, POZNAN, KATOWICE, WROCLAW, LODZ, ZABRZE, GLIWICE, CZESTOCHOWA, BYDGOSZCZ, etc... Selon une station de radio allemande, 60 % des usines polonaises ont cessé le travail.
- **17 décembre** - Début des manifestations et de combats de rue à SZCZECIN. Grève générale dans toute la ville. Constitution d'un Comité Central de Grève, qui prend tout le pouvoir dans la ville. Décret signé par le premier ministre Cyrankiewicz, instaurant l'état d'exception dans tout le pays.
- **20 décembre** - Destitution de Gomulka. Gierek devient premier secrétaire du P.O.U.P. Le bureau politique est profondément remanié. A la place de Spychalski - Président du Conseil d'Etat, Kliszko - affaires idéologiques, Strzelecki - appareil administratif, et Jaszczuk - économie, viennent : Moczar - force de sécurité, Babiuch - appareil administratif, Szydlak - idéologie, Kociolk - économie, et Jaroszewicz. Gomulka est également exclu du bureau politique.
- **23 décembre** - Session extraordinaire de la Diète. Jaroszewicz est nommé premier ministre, Cyrankiewicz prend le poste de Président du Conseil d'Etat. Plusieurs postes ministériels sont remaniés. "Débloquage" de sept milliards de zlotys pour augmenter les salaires, pensions et retraites des couches les plus touchées par la hausse des prix.
- **24 décembre** - Dans 106 grandes usines du pays, des réunions commencent, où les travailleurs se prononcent sur les modalités de la distribution des sept milliards.
Appel du Cardinal Wyszynski à l'ordre, à l'unité nationale, et à la réconciliation de l'Etat avec l'Eglise.
- **29 décembre** - Signature de l'accord avec l'U.R.S.S. prévoyant la livraison immédiate de deux millions de tonnes de blé.
- **6 janvier 1971** - Gierek et Jaroszewicz à Moscou.

- **7 janvier** — Une nouvelle révolte des ouvriers des chantiers navals de GDANSK et de GDYNIA. Mot d'ordre principal : libération des 200 ouvriers arrêtés au cours des journées de décembre. Les grévistes exigent la venue immédiate de Gierek. Les coupables des massacres doivent être désignés et punis. Des centaines de réunions et meetings se tiennent dans tout le pays. Des débrayages et des grèves sur le tas se poursuivront jusqu'au 26 janvier. Grève des transports en commun menée par des Comités de Grève.
- **9 janvier** - Les nouveaux dirigeants lancent une "campagne de vérité" dans tout le pays. Les travailleurs exigent le départ de Loga-Sowinski, président des syndicats.
Des réunions et meetings se succèdent aux chantiers navals de GDANSK. De même qu'à SZCZECIN, c'est une grève sur le tas.
- **11 janvier** - Visite éclair de Gierek à Berlin-Est. C'est le troisième entretien avec Ulbricht, après celui de Tejchma et Jedrychowski.
- **13 janvier** - Limogeage de Antoni Walaszek, de son poste de premier secrétaire du parti de SZCZECIN.
- **14 janvier** - Les nouvelles autorités annoncent le gel des prix sur certains biens de consommation.
- **15 janvier** - Démission de Loga-Sowinski.
- **16 janvier** - Gierek et Jaroszewicz à Prague.
- **18 janvier** - Reprise des grèves à GDANSK, dans les chantiers navals. Grève des travailleurs des transports en commun de la "Triville".
On exige notamment : liberté de presse et d'élections, limogeage de Kociolek et Moczar du bureau politique, augmentation générale de salaires, châtement des responsables des massacres, etc...
- **20 janvier** - La grève se poursuit à GDANSK. Les travailleurs des transports en commun unissent leurs Comités de Grève en un Comité Central de Grève pour toute la "Triville".
- **22 janvier** - De nouvelles grèves à SZCZECIN. Grève générale dans toute la ville. Le Conseil Ouvrier des chantiers navals exige la venue immédiate de Gierek. Mot d'ordre : augmentation de salaires de 30 %.
- **23 janvier** - Des grèves éclatent dans les villes proches de SZCZECIN : PILA, STARGARD SZCZECINSKI et SWINOUJSCIE.
Circulaire de Jaroszewicz aux directeurs d'entreprises sur "le relâchement de la discipline de travail" et "l'esprit de tolérance à l'égard des ouvriers". Limogeage de Switala, ministre de l'Intérieur.
- **24 janvier** - A six heures du soir, Gierek et Jaroszewicz arrivent aux chantiers navals "Warski". La confrontation directe avec les 12.000 travailleurs dure neuf heures. Conquêtes arrachées : libres élections aux instances du parti, des syndicats, de l'administration et des organisations de jeunesse ; les arrêtés seront libérés ; les dirigeants et les

participants aux grèves ne seront pas poursuivis. Réponse négative de Gierek à la revendication centrale sur la hausse des salaires.

- *25 janvier* - Dans les chantiers navals de SZCZECIN une "commission ouvrière" est créée et exerce le pouvoir ensemble avec le Comité de grève.
- *26 janvier* - Gierek et Jaroszewicz passent toute la journée dans les chantiers navals de GDANSK où la confrontation a duré sept heures. Les mêmes revendications qu'à SZCZECIN se répètent ici et les mêmes concessions sont faites par les dirigeants.
Au cours de ce meeting, le nouveau ministre de l'Intérieur, Szlachcic a dit que "l'emploi des armes aurait pu être évité".
- *27 janvier* - Pour gagner l'appui des intellectuels, Gierek décide de ... reconstruire le château des rois à VARSOVIE, au coût de 2 milliards de zlotys.
- *28 janvier* - Le gouvernement renonce au nouveau système de "stimulants", qui avait provoqué le mécontentement des ouvriers.
- *29 janvier* - Petite révolution à SZCZECIN où les ouvriers se mettent à nouveau en grève, furieux contre le refus de Gierek d'augmenter les salaires.
- *31 janvier* - Gierek annonce qu'ensemble avec Jaroszewicz, ils se rendront prochainement de nouveau, aux chantiers navals de SZCZECIN.
- 5 février - Nouveaux remaniements dans le comité régional du Parti de SZCZECIN.

COMPTE-RENDU DES EVENEMENTS PAR

GLOS WYBRZEZA DE GDANSK

du 28 décembre 1970

GDANSK (lundi 14 décembre 1970)

7 h 30 du matin

Les travailleurs des sections F-4 et F-3 des chantiers navals se rassemblent sur les lieux de travail. Les ouvriers du W-3, se dirigent devant le bâtiment de la direction des chantiers. Par les petites ruelles arrivent aussi les ouvriers des autres ateliers. Devant l'édifice se rassemble une foule d'environ 3.000 personnes. Atmosphère de meeting, çà et là on entend des cris. Spontanément émergent des dirigeants.

11 h 05

Un cortège d'environ 1.000 ouvriers part en ville par la porte N° 2. Ils se rassemblent devant le siège du Comité de Voivodie (de région) du Parti. Aux alentours une foule de plus en plus nombreuse de spectateurs. La force organisée de la manifestation est constituée par des gens en bleu de travail, portant des casques de chantiers. Sur les casques on aperçoit les symboles : W-3, K-2. On sent la force de ce rassemblement et, cette fois encore - lundi - leur discipline.

Les paroles de l'**Internationale** se mêlent à l'hymne de la Garde Populaire et à des mots d'ordre divers. Néanmoins la plupart sont silencieux. Le premier secrétaire du Comité de Voivodie était absent, il assistait au 6ème plenum du Parti à Varsovie ; dans l'entrée du bâtiment apparaît un des secrétaires du Comité de Voivodie, Zenon Ildzil. Dans le tumulte, sa voix n'est entendue que par ceux qui l'entourent de près.

Arrive une voiture de la milice. Déjà les premières paroles prononcées par le secrétaire sont accueillies par des sifflements. La tension monte. Quelqu'un fait courir le bruit que la délégation des ouvriers des chantiers qui avait pénétré à l'intérieur de l'édifice a été arrêtée.

Les manifestants s'emparent de la voiture de la police. Des dizaines de mains poussent le véhicule, derrière lequel se forme un cortège se dirigeant vers les Chantiers de GDANSK. Mais le chemin mène par la rue Janaz Kolna aux chantiers du nord. Par le haut-parleur sont lancés sans cesse des appels à la grève, pour un nouveau meeting devant le Comité de Voivodie fixé le même jour à 16 heures ainsi que des appels à la grève et à la manifestation mardi à 7 heures.

13 h 15

Un puissant groupe enfonce la grande porte d'entrée et pénètre sur le terrain des chantiers du Nord. Les appels lancés de la voiture de la police se multiplient. Les travailleurs des chantiers du Nord ne laissent pas entrer les manifestants. Seuls quelques ouvriers de cette entreprise se joignent au cortège.

13 h 45

Le ton des appels lancés par les occupants des voitures de la police change. Des mots d'ordre politiques apparaissent. Suivant les rues de la Marine Nationale et Kliniczna, le cortège se dirige vers l'Ecole Polytechnique de GDANSK.

14 h 10

La foule enfonce la porte d'entrée de l'Ecole Polytechnique. Environ 300 personnes pénètrent dans le bâtiment de l'Ecole appelant les étudiants à se joindre à la manifestation. Le Recteur Stalinski et le premier secrétaire du Comité de Parti Krzewocki sortent.

Dans la foule on entend des cris : "donnez-lui le micro. Qu'il parle ! ". Mais les occupants de la voiture de police n'étaient pas tous d'accord. Assis dans la voiture, un des dirigeants a frappé le recteur Stalinski au visage. Le recteur quitte la voiture. Le doyen Welnicki qui se tenait tout près, a été frappé à la tête avec un casque. Plusieurs centaines de personnes entrent dans le bâtiment et appellent les étudiants à sortir dans la rue. Ils entrent dans les salles de travail, 6 personnes sont entrées entre autre dans la salle 264. Les appels restent sans résultat. Les étudiants refusent de participer aux manifestations. Après 40 minutes les manifestants quittent les terrains de l'Ecole Polytechnique. Une partie d'entre eux se dirige vers Wrzeszcz — quartier de GDANSK — sur les locaux de la radio. Les autres partent vers les résidences universitaires de la rue Wyspianski.

15 h 05

Dans les locaux de la radio, le technicien assurant la permanence, reçoit l'ultimatum catégorique de faire marcher les émetteurs, afin de permettre aux manifestants de transmettre un appel aux travailleurs de tout le pays. Les manifestants menacent les techniciens. Ils fixent un délai de 15 minutes, sinon, passé ce délai, ils se proposent de détruire tout le matériel.

Les dirigeants de la manifestation comptent les minutes. Plus que 10, plus que 5, plus que 3 . . . Le technicien s'entretient avec le vice-rédacteur en chef, se trouvant dans l'immeuble voisin. Une délégation de manifestants va le voir. Deux personnes pénètrent à l'intérieur, une vingtaine d'autres attendent dans le hall, comme garde du corps. Le rédacteur Wierzbowski refuse de faire marcher les appareils. Les appels à la raison donnent encore des résultats. Le cortège se dirige alors vers le centre de la ville.

15 h 55

Aux alentours du pont Blednik a lieu le premier accrochage entre manifestants et forces de l'ordre. Les appels à la dispersion ne produisent aucun effet. Le déploiement des forces motorisées de la milice est trop faible pour contenir l'assaut des 3.000 manifestants. La tête du cortège, dans la mêlée et à l'aide de pierres, se fraye un chemin jusqu'à la Gare Centrale et l'immeuble du Comité de Région du P.O.U.P.

16 h 20

Dans la région 1 du port de GDANSK, plus de 200 ouvriers quittent le travail et se dirigent vers la ville, pour se joindre à la bataille.

17 h 15

Les manifestants passent sur la place Drzewny. On entend des mots d'ordre : "du pain" et "la presse ment". Dans la maison de la Presse, au théâtre et dans la banque d'investissements des jeunes hommes déchainés cassent les vitres à coups de pierres. Néanmoins le cordon de milice, du côté de la rue Podwale Staromiejskie, freine les actions démesurées. La foule revient devant l'immeuble du Comité de Voivodie.

18 h 15

Nouvel assaut du Comité de Voivodie. Une pluie de pierres. A deux reprises un groupe de jeunes gens s'efforce d'incendier l'immeuble. Ils réussissent enfin à ouvrir l'accès de l'imprimerie, située dans la cave. Des détachements de la milice et de l'armée passent à l'action. La foule se déplace vers le square devant la gare. Elle casse les vitres du café Monopol. Les appels à la dispersion restent sans écho. Même les gaz lacrymogènes et les grenades d'exercice ne suffisent pas pour arrêter les assaillants. Dans ce quartier les émeutes continuent encore à 22 heures. Les vandales et les hooligans profitent du fait que les forces de la milice sont concentrées devant la gare, et ils agissent avec impudence derrière l'Hôtel Monopol aux environs des rues Rajaska et Heweliusza. Un incendie est déclaré dans ces rues, nourri de planches arrachées à la palissade entourant un chantier de construction et de sapins de Noël vendus au coin des rues. Du côté des chantiers navals arrive une voiture de pompiers. Les hooligans arrêtent le véhicule et après une échauffourée, font sortir les pompiers. Un groupe de jeunes pousse la voiture vers l'incendie. Elle prend feu.

Plus tard, sur le parking de l'Hôtel Monopol, deux autobus brûlaient encore. Au cours des combats devant la Gare Centrale, plusieurs jeunes gens démolissent le kiosque situé à côté de l'infirmerie de la gare, et l'incendient. Quelques minutes après un autre kiosque, de l'autre côté de la rue, se transforme en torche. Puis les voleurs et les pillards démolissent le magasin Kobra, le magasin de vêtements rue Keweliusza, les magasins d'alimentation. Dans la soirée, Tadeusz Bejm, dirigeant du Conseil National de Voivodie - autorité administrative - apparait devant les caméras de la télévision de GDANSK. Il lance un appel à la raison, à la responsabilité, et s'adresse aux ouvriers qui rebâtissaient GDANSK - après la 2ème guerre - pour qu'ils protègent les biens construits de leurs propres mains. Il exhorte la population à isoler les groupes destructeurs.

*GDANSK (Mardi 15 décembre)***0 h 40**

Le directeur de l'Institut de Chirurgie de l'Académie de Médecine, fait savoir que dans sa clinique 19 personnes ont été secourues. Seize d'entre

elles se trouvent à l'hôpital. Il n'y a pas eu de cas graves. Le commissariat de milice annonce avoir arrêté le 14 décembre à GDANSK 16 personnes qui se sont livrées à la dévastation des magasins, au pillage. Les personnes arrêtées étaient en possession d'objets volés.

0 h 45

Dans le port de GDANSK règne une situation de grève. Les secteurs 1 et 2 ne travaillent pas, de même qu'une partie des ouvriers du secteur 3 qui ne se sont pas présentés au chantier. Sur les quais de déchargement du charbon et de minerai les travaux s'effectuent normalement.

0 h 10

Des différentes régions du port de GDANSK on apprend que les ouvriers refusent de travailler et annoncent une grève générale pour 7 heures.

4 h 20

Le port est en grève. La direction du port participe aux conversations avec les ouvriers. Mais les dockers refusent de reprendre le travail. Pour la plupart, en signe de solidarité avec les grévistes. La pression monte, particulièrement envers les conducteurs de grues et les chefs d'équipe.

6 h

Des messages arrivent des entreprises. A "Hydroster" tout le monde a repris le travail. Dans les chantiers navals de GDANSK, les chantiers du Nord et dans les chantiers de rénovation de GDANSK les ouvriers sont venus au travail, mais ils ne l'ont pas repris encore. Les Etablissements de Mécanique de Précision, l'usine de meubles, les chemins de fer de GDANSK, les établissements Elmor travaillent.

6 h 40

600 travailleurs de la section des cadres des chantiers navals de GDANSK quittent la section et vont devant l'immeuble de la direction. Sur la place devant l'immeuble, les ouvriers de la section K-2 et des établissements C. arrivent aussi. Dans un des ateliers, 200 personnes cessent le travail. A "Hydroster", la tension monte. Dans l'établissement 1 de l'usine de meubles, 600 personnes ont cessé le travail.

6 h 45

Devant la porte des chantiers à Przerowka, sort un groupe d'environ 1.000 personnes. Les organisateurs de cette manifestation mettent à la tête du cortège des garçons de l'École Technique en tant que protection devant les forces de l'ordre. Ils sont déjà plus de 1.500 devant l'immeuble de la direction des chantiers. Arrive la section K-2. Le premier secrétaire du Comité de l'usine du parti essaye de prendre la parole. Il est reçu par des cris : "Dehors ! Jetez-le dehors ! ". Les conditions ne sont pas remplies pour avoir des conversations normales. Il n'est pas question de discuter. Le meeting prend fin au milieu des sifflements et des cris malveillants. Dans les chantiers de réparation tous les travailleurs sont rassemblés devant

l'immeuble de la direction, ils veulent communiquer avec les grévistes des chantiers de GDANSK. Personne n'écoute le directeur de l'établissement Dryblewski, qui s'efforce de calmer les esprits.

6 h 50

Un groupe d'ouvriers arrive devant l'entrée des chantiers du Nord. Ils appellent à la grève générale. La délégation a été refoulée de l'entrée de l'établissement. A Przerowka, une partie des travailleurs tient un meeting. Des meetings ont aussi lieu dans l'établissement 1 de Hydroster. Le travail a cessé dans la direction du port de GDANSK, l'atmosphère est tendue mais dans l'ensemble la situation est calme. Par contre dans l'usine de gaz WPKGG, dans les transports et les centrales électriques, le travail continue.

7 h

Dans les chantiers navals de GDANSK le rassemblement compte déjà 3.000 personnes. Le cortège part en direction de la ville. Il est rejoint par les manifestants des chantiers de rénovation. Devant la Gare Centrale des passants se joignent au cortège, il y a beaucoup de jeunes et même des enfants. Dans l'usine de meubles de WRZESZCZ, plus de 500 travailleurs se trouvent dans la cour. Ils veulent sortir dans la rue et annoncent la marche contre l'immeuble du Comité de Voivodie. Une centaine d'ouvriers ont quitté les établissements de fourrures, rue Lakowa. Ils se dirigent vers le Comité de Voivodie.

GDYNIA (Mardi 15 décembre)

7 h

Plus de 1.000 ouvriers ont quitté le travail dans les chantiers de la Commune de Paris. Il s'agit pour la plupart d'ouvriers des sections K-3 et de fraiseuses.

GDANSK (Mardi 15 décembre)

7 h 15

La tête du cortège des chantiers de GDANSK se trouve déjà devant l'immeuble du Comité du Parti. La foule se contente de lancer quelques mots d'ordre et se dirige vers le commissariat de milice et le siège du Conseil National, rue Swierczewskiego. Rapidement, ce groupe sera gonflé par une foule d'aventuriers.

7 h 30

Les faibles dispositifs de la milice sont repoussés loin dans la rue Swierczewskiego. Les miliciens se cachent dans l'immeuble du commissariat, une partie d'entre eux dans les locaux du Conseil National, les autres se retirent plus loin.

A partir de l'immeuble de la cour, toute la largeur de l'avenue Kartowki est occupée par une foule compacte, qui bloque tout accès à cette partie du quartier. Un groupe de miliciens se retire dans l'impasse Strzelecka.

Alors commence l'assaut de l'immeuble du commissariat. L'entrée principale et les fenêtres du rez-de-chaussée des locaux de la milice routière sont l'objet de l'attaque. Un autre groupe, armé de barres de fer, essaye d'enfoncer la porte de fer menant à la cour. Sur le parking devant l'immeuble il y a 6 voitures de milice et 3 véhicules privés. Là opère un groupe de trois incendiaires. Ils agissent systématiquement. Le premier à l'aide d'un levier de fer démolit les réservoirs d'essence, le deuxième tient une torche, le troisième armé d'un revolver les protège.

Des mots d'ordre sont lancés : "Libérez les prisonniers! ". L'objet de l'attaque est la prison. Au dessus du lieu de l'accrochage, une nuée de gaz lacrymogènes.

La milice fait usage de matraques et de grenades d'exercice. Mais ceci ne suffit pas pour retenir la foule. Le groupe le plus agressif, armé de barres de fer, pénètre dans le bâtiment et prend d'assaut le rez-de-chaussée, où, entre autre, se trouve le magasin d'armes. Au dernier moment les fonctionnaires du service routier enlèvent du magasin menacé plusieurs dizaines de pistolets automatiques et les cartouches ; dans les mains des aventuriers ils pourraient être la cause d'une tragédie incalculable.

Une partie des manifestants passe par les fenêtres, envahit la cour et ouvre la porte en fer. On laisse entrer les renforts. Les employés du service routier prennent des positions de défense sur le toit d'une petite maison se trouvant dans la cour. Des chiffons imprégnés d'essence volent dans leur direction. En dépit d'une pluie de pierres, les fonctionnaires de la milice liquident les foyers d'incendie. Les miliciens contiennent la foule dans la cour. Ils se servent de grenades d'exercice, de pierres, de chaises ...

Ce sont des minutes de la plus haute importance. Si les attaquants réunissent à atteindre le mur de la prison, il faudra faire usage d'armes. Le capitaine commandant la défense de l'immeuble est mis encore une fois à l'épreuve. Rue Swierczewskiego, des miliciens mis au pied du mur, sont couverts par une pluie de pierre, de briques, de vis, de ferraille, etc... Des fenêtres du commissariat on voit la foule entourer et massacrer un milicien à l'aide de planches de bois. Il suffirait d'ouvrir le feu pour lui porter secours. Mais l'ordre n'est pas donné.

8 h 45

Aux alentours du commissariat et du siège du Conseil National on a maîtrisé une situation très dangereuse. Les renforts sont arrivés. Le premier détachement a percé la foule rue Karkowki, l'autre est arrivé par la rue du 3 Mai.

Les manifestants ont été refoulés derrière le pont de la rue Swierczewskiego. Dans l'immeuble du commissariat, les miliciens combattent le feu au rez-de-chaussée et dans trois pièces du premier étage.

On procède à l'examen de l'immeuble. Au premier et au troisième étage on aperçoit dans les murs 6 traces de balles de revolver, tirées de la rue. L'action se déroule maintenant rue Hucisko et Kalinowskiego. Des jeunes gens commencent une forme d'attaque, bizarre et dangereuse pour

les deux parties. Ils arrêtent les camions, ordonnent aux chauffeurs de quitter leurs véhicules, un jeune homme monte au volant, prend de la vitesse, dirige le camion vers la haie de miliciens et saute dehors. Mais le camion dévie à droite sur une légère pente et roule vers l'entrée de la gare. La foule se pousse sur le côté. Heureusement le camion monte sur le trottoir et s'écrase contre un poteau.

Mais, la fois suivante un autre camion, ainsi projeté contre les forces de l'ordre, manque son but et tue un jeune garçon. La même forme d'attaque sera utilisée devant l'immeuble du Comité de Voivodie. La foule compte maintenant plus de 10.000 personnes, qui, excitées par le combat et bouleversées par les premières victoires, attaquent avec encore plus d'acharnement l'immeuble du Comité du Parti. Dans les environs de la Gare Centrale s'élève une nuée de fumée noire. Sur la place devant l'expédition des marchandises, brûlent 5 voitures militaires et les chariots des postes.

9 h 20

Des tentatives d'incendie de l'immeuble du parti. Quatre jeunes garçons arrivent du côté du parking et foncent vers les fenêtres du rez-de-chaussée. Avec eux se trouve une fille en manteau noir. Elle tient dans la main une boîte pleine d'essence. Les garçons la soulèvent rapidement, la fille verse l'essence sur le bord de la fenêtre. L'eau d'une bouche d'incendie arrête cette action.

Les incendiaires changent de tactique et jettent par les fenêtres des chiffons imprégnés d'essence. Il leur est plus facile de mettre le feu au bâtiment voisin, celui de l'Association Technique. La première tentative a suffi à incendier l'immeuble tout entier. Les boiseries en bois et les rideaux du restaurant situé au rez-de-chaussée brûlent. Le silence et la passivité de la foule des adultes est effrayante. Leur indifférence ou leur hostilité empêchent le sauvetage des personnes se trouvant dans l'immeuble du Parti.

A 7 h 15, au moment où la foule attaquait le commissariat de milice et le siège du Conseil National, on a ordonné l'évacuation des employés du Comité du Parti. Seuls sept travailleurs politiques, deux ouvriers des ateliers et un groupe de soldats sont restés dans l'immeuble. Vers 8 h, arriva un peloton de milice armé de matraques et de grenades d'exercice.

9 h 50

Les manifestants ont réussi à mettre le feu à l'immeuble du Parti. Il a été couvert de matériaux inflammables, de bouteilles d'alcool, d'essence prises dans un proche magasin saccagé de la rue Elzbieńska. Dans l'immeuble les employés, les soldats et les miliciens s'efforcent d'évacuer les divans et les meubles hors des pièces menacées. L'immeuble est rempli de gaz et de fumée. Seuls les soldats possèdent des masques antigaz. L'entrée principale est en feu. Deux soldats essayent d'éteindre le feu avec de l'eau.

10 h 15

Les soldats reçoivent l'ordre de tirer en signe d'avertissement. On tire en l'air du 4e étage. La foule accueille les tirs avec des rires.

11 h

On ordonne l'évacuation de l'immeuble du Parti. On conseille de sauter par les fenêtres. L'armée reçoit l'autorisation d'utiliser les armes. Après s'être formé en ordre de combat à l'intérieur duquel doivent se trouver les employés du Comité et la milice, on doit quitter les lieux. Au premier étage se rassemblent les soldats et les employés du Comité. Ils jettent par les fenêtres les divans, et les tapis, afin d'adoucir les effets de la chute. Du premier étage les gens descendent en glissant sur les tapis.

11 h 35

La plupart des soldats se trouve dans la cour, mais ils ne peuvent pas effectuer l'évacuation en bon ordre, car ils sont entourés par la foule, composée en majorité par des jeunes. Une bande agressive entoure les employés du Comité et les miliciens. Des visages furieux, un grand nombre de gens ivres. Les employés du Comité, se sauvant de l'immeuble en flammes, ont été battus. Mais dans la foule se trouvaient aussi des ouvriers plus âgés qui ont arraché les employés des mains des jeunes déchainés. Dans le bâtiment vide pénètrent des groupes d'incendiaires, qui mettent le feu dans les pièces du 4e étage.

13 h

Dans le bâtiment du Comité se trouvent encore deux miliciens, qui n'ont pas réussi à quitter les lieux. Une partie de la foule les a déjà condamnés à mort. Une voiture de pompiers, qui arrive à leur secours, a été arrêtée et ensuite brûlée. Les tentatives de sauvetage par hélicoptère échouent. Le vent dévie la corde. La milice et l'armée mettent toutes leurs forces pour sauver les hommes du bâtiment en flammes. Les forces ne suffisent plus pour disperser les voleurs pillant les magasins de la rue Garncarska, Rajska, Podwale Staromiejskie et autour du super-marché.

14 h 45

Les forces de l'ordre refoulent difficilement la foule devant le Comité de Voivodie. Les derniers hommes quittent l'immeuble enflamme. Couverts de chiffons mouillés, ils passent à travers les flammes. Ils sont sauvés.

15 h

De forts groupes de travailleurs des chantiers de GDANSK, des chantiers du Nord et des chantiers de réparation retournent aux chantiers et proclament la grève avec occupation. Dans tout le centre de la ville règne une atmosphère de combat. On entend les explosions de grenades, le gaz pique les yeux.

Du côté de Wrzeszcz avance une colonne de blindés des unités de protection de la côte, appelées pour assurer la protection des bâtiments d'utilité publique. Devant la gare centrale, la foule arrête les chars. De jeunes individus grimpent sur les blindés et forcent les soldats, qui ne se sont pas encore décidés à ouvrir le feu, à quitter 3 chars. Quelqu'un essaye de faire fonctionner le char, sur lequel se troupe un groupe de jeunes hommes. Un d'entre eux glisse et tombe sous les chenilles. Les gens transportent la

victime dans le hall de la gare centrale. Ils recouvrent son corps de fleurs du magasin de la gare. La foule excitée met le feu à un kiosque. Le feu gagne rapidement et atteint les locaux de consigne de bagages et le bureau des postes. La fumée pénètre dans les locaux du commissariat de la gare et dans l'appartement d'une famille de cheminots. Les employés de chemins de fer et les miliciens actionnent les bouches d'incendie. Mais les miliciens du commissariat sont coupés de la sortie. Devant la porte attend la foule agressive. Les miliciens et la famille de cheminots regardent comment la foule arrête la compagnie de milice venant à leur secours. On peut encore se frayer le passage armes à la main. Mais cela aurait signifié d'autres victimes. De toutes façons il n'y a pas d'ordre de tirer. Au moment où les miliciens perdent tout espoir, l'aide arrive du côté du pont Blednik. Plusieurs personnes ont été sauvées d'une mort imminente.

18 h

Le couvre-feu est décrété dans l'ensemble de la Triville / GDANSK, GDYNIA, SOPOT /. A la gare centrale les pompiers sont en action.

Devant l'immeuble du Comité de Voivodie, plusieurs centaines de pompiers. La foule des manifestants retourne aux chantiers. Devant les actes d'incendies, de pillages, de multiples menaces de sabotage dans les entreprises, d'annonces renouvelées menaçant de dynamiter la centrale de gaz et la centrale de distribution de l'eau, de menaces de mettre à la mer des unités inachevées - on décide d'occuper la ville par l'armée. Aux directeurs des chantiers on donne l'ordre de conduire sur la rade toutes les unités maritimes se trouvant dans leur dernière phase de construction et d'assurer la protection de la documentation technique. Dans les rues de GDANSK, on voit des pompiers et des patrouilles de milice. Pleins d'abnégation, les employés de commerce assurent la protection des magasins dévastés. Les ouvriers des services urbains liquident rapidement les séquelles des destructions. Ils travailleront toute la nuit jusqu'au matin, pour que la ville puisse vivre normalement.

Les autorités annoncent qu'à la suite des émeutes du 15 décembre, 6 personnes sont mortes à GDANSK, et près de 300 sont blessées. La milice a arrêté entre autres Bronislaw Z., 19 ans, serrurier des chantiers de réparation, qui était en possession d'un revolver avec des cartouches ainsi que son camarade Kazimierz P., sur qui on a trouvé une matraque et une ceinture militaire portant le nom du propriétaire, un officier de milice se trouvant à l'hôpital suite à de graves blessures. Chez un autre on a trouvé un lance-grenades. On a arrêté aussi 128 personnes accusées de dévastations de magasins et de pillage. 30 personnes, surtout femmes et enfants, ont été libérées après confiscation des preuves matérielles. Dans une émission spéciale de télévision Stanislaw Kociolek, membre du Bureau Politique du CC du P.O.U.P. apparaîtra.

Mercredi 16 décembre

4 h

L'armée entre en ville. Les chars et les blindés protègent les bâtiments d'utilité publique. Ils s'approchent des chantiers navals, afin d'intervenir en cas de sabotage sur les lieux de l'entreprise.

6 h 40

Dans les chantiers navals de GDANSK, devant l'immeuble de la direction se rassemble une foule de près de 5.000 personnes, exigeant la réponse aux revendications avancées dans les résolutions votées hier. 75 % d'employés sont présents sur les chantiers. Les autorités avec l'aide des activistes du parti appellent à ne pas sortir de l'entreprise. Ils montrent l'exemple des expériences du jour dernier, où les manifestations ouvrières se sont transformées en bagarres et en excès de la part des hooligans. Ils rappellent l'énorme danger créé par les manifestations de rue. Maintes fois ils avertissent que l'armée utilisera la force pour empêcher les émeutes en ville et contre-carrer le danger de terreur de rue.

8 h

N'écoutant pas les avertissements, sur le chantier de GDANSK se forme un groupe de jeunes gens, qui décident d'aller au devant des tanks, afin de voir la réaction des soldats aux tentatives de sortie du chantier. La fin de cette démarche est tragique. On tire. Deux personnes sont tuées, 11 ouvriers sont blessés. Les manifestants se retirent à l'intérieur du chantier. La plupart des travailleurs se trouvent dans les ateliers. On met en place des groupes de trois ouvriers pour assurer l'ordre, et protéger les biens de l'entreprise.

8 h 15

A Przerowka, a lieu un meeting. Les ouvriers exigent des conversations avec les représentants du pouvoir, auxquels ils veulent présenter leurs revendications. Au cas où ceux-ci refuseraient de satisfaire leurs revendications, une partie des ouvriers, surtout les jeunes, menacent de détruire les installations.

8 h 20

Les employés du port de GDANSK refusent de travailler. Ils exigent une augmentation de salaires de 30 % et l'amélioration des conditions de logement.

9 h

Dans les chantiers navals de GDANSK, environ 3.000 personnes restent devant l'immeuble de la direction. Le chantier proclame la grève avec occupation.

9 h 30

La centrale de gaz, la centrale énergétique et les transports urbains fonctionnent normalement. Aussi sur la plupart des chantiers de construction, le travail va bon train. A OLIWA, ville proche de GDANSK, un groupe d'ouvriers des chantiers navals appelle à la grève. Les ouvriers qui ne veulent pas suivre sont menacés. Les employés de l'entreprise Baltyk reçoivent des coups de téléphone anonymes. Les interlocuteurs menacent, que si l'usine n'interrompt pas le travail, elle sera dynamitée. Les menaces terroristes sont aussi dirigées à l'encontre d'autres usines.

10 h 45

Près du port 2 de GDANSK s'achève un meeting de dockers. Une résolution a été votée, exigeant entre autres l'augmentation des salaires et l'abaissement des impôts.

11 h

Des messages du district-subdivision de Voivodie. A KWIDZYN le calme règne, tout le monde travaille.

Un transport spécial de 2 tonnes de pain se dirige de LEBORK à GDYNIA, où il arrivera entre 13 et 14 heures. Un deuxième transport de pain — 10 tonnes - arrivera à GDYNIA le soir. Dans la ville on note deux cas de bris de vitres, deux jeunes gens sont arrêtés. On a découvert des tracts écrits à la main. A TCZEW l'usine d'appareils de gaz a en partie cessé le travail. A WEJHEROWO, PUCK, MALBORK, c'est le calme. A PRUSZCZ le travail a été arrêté dans l'usine fabriquant des installations laitières et à TECHMET. Le district de la ville de SLUPSK est tranquille.

Midi

Dans les chantiers navals de GDANSK un meeting devant l'immeuble de la direction, avec la participation d'environ 3.000 personnes. Les représentants des ouvriers discutent sur les possibilités de sortir de la situation. Il est décidé que les travailleurs devaient retourner à leurs ateliers et veiller à ce que l'ordre règne. Le Comité de l'usine a mis sur pied une milice. Les chefs d'atelier de production maintiennent le calme et la discipline.

14 h 40

Dans les chantiers de réparation, les travailleurs ont élu un Comité d'usine. Une grève de 24 heures a été proclamée. Les ouvriers ne quittent pas l'entreprise. Les revendications : prémunir le chantier contre la dévastation et les hooligans, châtier les coupables de la situation économique du pays, stabiliser les prix, retrait de l'armée de la ville.

15 h 50

Dans les chantiers du Nord se tient une réunion des délégués d'ateliers. Une pétition en 5 points est votée. De plus il a été décidé que jusqu'au moment où toutes les revendications ne seront pas satisfaites les travailleurs ne reprendront pas le travail. Dans l'après-midi les secrétaires de Comité du Parti de la Voivodie, Jerzy Hajer et Włodzimierz Starzewski ont reçu la délégation du Comité d'usine des chantiers de réparation. La délégation leur a présenté ses revendications : une augmentation de salaires, la diminution et la stabilisation des prix. Les membres de la délégation ont eux-mêmes avoué au cours de l'entretien que leurs revendications n'étaient pas tout à fait réalistes. Les secrétaires ont informé leurs interlocuteurs qu'une réponse à leurs revendications leur serait donnée, et en attendant ils ont demandé de faire tous les efforts afin que l'ordre et le calme soient assurés. Mais les délégués ont affirmé qu'ils ne pouvaient pas s'en charger, car le Comité a perdu le contrôle du développement de la situation.

*GDYNIA (Mercredi 16 décembre)***17 h 30**

Le port cesse définitivement le travail. Jusque là, quelques dizaines d'ouvriers travaillaient dans plusieurs secteurs. Les dockers annoncent qu'ils vont lutter pour leurs droits, mais qu'ils s'opposeront à toute tentative de sabotage et de destruction du port. On note une tentative de couper l'eau et le chauffage. On a réussi à protéger les installations.

*ELBLAG (Mercredi 16 décembre)***16 h 15**

Dans les rues de la ville des groupes de 5 à 10 hooligans se dirigent vers le siège du Comité du Parti. Devant l'immeuble il y a environ 400 personnes. Une attaque a lieu à l'aide de pierres. Des tentatives d'incendie. Les faibles forces de la milice dispersent la foule. Les groupes tout en se retirant cassent les vitres des magasins. A cinq reprises interviennent les pompiers. On a incendié deux magasins, deux kiosques et un téléphone public. Le feu a été éteint.

20 h

Le commissariat de milice annonce que dans la nuit les patrouilles avaient arrêté un individu muni d'une grenade de type M-42. Dans le nouveau port on a arrêté C. Przemyslaw, et son complice, qui, sous la menace, ont obligé le chef d'une pompe d'essence à livrer plusieurs litres de combustible. Ainsi armés, ils attendaient une occasion pour aller à GDANSK et se joindre aux émeutes.

*GDYNIA (16 décembre)***20 h**

Le ministère de l'industrie navale a envoyé aux chantiers de la Commune de Paris et aux autres chantiers, un telex les informant d'un arrêt de travail le 17 décembre. De toutes façons dans aucun des chantiers on ne travaillait. Le communiqué a été aussi transmis aux autorités des chemins de fer, afin qu'elles passent cette information par haut-parleurs pour les travailleurs partant le matin travailler aux chantiers. Une délégation des activistes du parti est allée au foyer des travailleurs et aux quartiers habités par les travailleurs des chantiers de la Commune de Paris et des établissements co-producteurs, pour informer tous les ouvriers rencontrés de l'arrêt de travail. Pour comprendre cette décision, il faut bien savoir ce qui s'était passé ce jour-là au chantier de la Commune de Paris.

Un meeting avait lieu. Les éléments agressifs ont pris le dessus. Plusieurs personnes de la direction avaient été rouées de coups. On exerçait une pression sur les travailleurs des autres établissements, pour qu'ils cessent le travail. On développait une agitation dans le sens d'une manifestation et de l'occupation des chantiers de la Commune de Paris, on criait : "Nous mettrons à la tête du cortège les femmes et la direction et nous irons derrière eux".

Des individus avec des torches sont apparus sur les toits des bâtiments des chantiers.

Vers midi, les membres de la direction ont été pris comme otages. La délégation des grévistes, qui a pris de force le secrétaire du Parti, exige des entretiens avec le secrétaire du Comité du Parti de la ville de GDYNIA "Si dans une heure ces conversations n'ont pas lieu, le bâtiment de la direction des chantiers de la Commune de Paris sera brûlé".

Dans la délégation se trouvent quatre jeunes gens au-dessous de 25 ans et un seul au-dessus de 30. La délégation est reçue. Elle pose l'ultimatum suivant : qu'on la reconnaisse en tant qu'unique pouvoir légal des chantiers de la Commune de Paris, la libération des membres du groupe usurpant le droit à la dénomination de Comité de Grève de toutes les usines de GDYNIA, satisfaction de l'ensemble des revendications économiques... La réponse à l'ultimatum fut que la satisfaction de ces conditions était impossible. Les membres de la délégation ont affirmé qu'ils ne contrôlent plus la situation. A leur retour aux chantiers de la Commune de Paris, ils ont été sifflés.

Sur le développement des événements de GDYNIA pèse le spectre des incendies des destructions des installations du chantier, des ports, et de la ville. Dans la soirée les chantiers ont été investis par les unités militaires. Les bateaux, se trouvant dans leur dernière phase de construction, ont été conduits à la rade du port. Le soir le membre du Bureau Politique du P.O.U.P., Stanislaw Kociolek, a de nouveau pris la parole.

GDANSK (Jeudi 17 décembre)

2 heures du matin

Une partie des ouvriers des chantiers de GDANSK, environ 3.000 personnes, se prononcent pour rentrer chez eux. Les autorités de la milice leurs ont assuré un transport sûr. L'évacuation du reste des travailleurs durait jusqu'à 6 heures du matin. Les travailleurs des Chantiers du Nord, eux aussi, ont interrompu la grève et sont rentrés chez eux. A GDANSK régnait le calme.

GDYNIA (Jeudi 17 décembre)

5 h 50

Un groupe de personnes part du foyer de travailleurs de la rue Szklarska vers les chantiers. Et cela malgré le fait que les ouvriers de ce foyer ont été informés de l'arrêt de travail. Des trains arrivent à la gare GDYNIA-Chantier. Des deux côtés, de GDANSK et de WEJHEROWO. Les énormes haut-parleurs militaires appellent les gens à retourner chez eux. Mais la majorité de ceux qui arrivent au travail n'écourent pas ces appels. Dans les trois villes, GDANSK, GDYNIA et SOPOT, l'état d'exception est décrété, donnant la possibilité d'utiliser tous les moyens nécessaires au rétablissement de l'ordre et de la sécurité, pour protéger les biens publics. Les haut-parleurs exhortent à ne pas s'approcher des chars et des soldats armés. Deux chefs d'équipe réussissent à faire sortir leurs hommes au-delà de la gare GDYNIA-Chantier.

6 h 10

La foule attaque. Les meneurs appellent tout le monde à envahir les chantiers. On se demande si dans la foule se trouvent seulement des ouvriers. Personne n'est capable de l'affirmer avec certitude. Pour l'instant rien ne s'est encore passé, mais le sens des responsabilités, la tête froide et le calme n'y sont plus. Aux cris de "hourra" la foule attaque les chars. Une puissante détonation. L'équipage des chars tire à blanc. Ce tir, dont seul le souffle suffit à renverser les gens, devrait faire jouer l'instinct de conservation. Mais un groupe important, sans faire attention aux avertissements, s'approche brusquement des tanks. Les équipages tirent. D'abord en visant le sol. La foule n'écoute toujours pas les avertissements.

Un court rapport dira : il y a quatre morts et quelques blessés.

6 h 20

La foule rassemblée devant la gare centrale de GDYNIA, attaque les locaux du ministère public. Les manifestants entourent les chars, qui ont pris position devant la gare et essayent de grimper sur eux. Encore une fois, les avertissements ne suffisent pas. Les soldats sont obligés de faire usage de leurs armes. Une partie des manifestants prend le chemin du commissariat de la milice. Un autre cortège, d'environ 1.000 personnes, longe la rue Swietojanska en direction du siège du présidium du Conseil National.

7 h 30

A la gare GDYNIA-Chantier, l'effervescence atteint son point culminant. Rue Czerwonych Kosynierow, environ 5.000 personnes combattent contre la police et l'armée. Les soldats, difficilement, font face à l'assaut de la foule.

On entend des cris : "Prendre de l'essence !". Les manifestants ont arrêté un train venant de SLUPSK. Ils ont pris du pétrole du réservoir et ont mis le feu à la passerelle au-dessus des quais de GDYNIA-Chantier. On lance le mot d'ordre de marcher sur le présidium du Conseil National.

De 6 heures du matin jusqu'à midi, quatre cortèges ont défilé l'un après l'autre par les rues Czerwonych Kosynierow, Swietojanska et Wladyslawa Czwartego. Le dernier portait le corps d'une victime. Dans les environs de la gare GDYNIA-Chantier, on entendait des coups de feu. La gare brûle. La milice lance des grenades. Devant le présidium du Conseil National, la milice se retire sous la pression de la foule. Mais l'armée continue à avertir qu'elle va utiliser les armes. Sans résultat...

9 h

La police et l'armée ont fait usage de leurs armes. Encore quatre morts. La situation devient de plus en plus difficile.

Les attaquants veulent la prendre, "Il faut la faire sauter".- crient certains. Il faut prévenir le malheur. La station est entourée par des blindés. A proximité se trouvent des habitations. Aucune raison, aucune argumentation ne peut donner des résultats ! L'armée est obligée de barrer carrément

l'accès à la station. La foule attaque l'immeuble du Conseil National. L'armée et la police résistent. Les combats durent jusqu'à minuit. Il y a des morts. Quand la tentative de prendre l'immeuble échoue, la foule attaque de nouveau la station d'essence. Les soldats sont obligés de tirer.

14 h

A la gare GDYNIA-WZGORZA NOWOTKI les manifestants arrêtent trois trains, qu'ils occupent. Les appels à l'ordre lancés par les haut-parleurs militaires sont accueillis par les sifflements des locomotives. Une partie des manifestants allume un énorme feu sur les voies ferrées. Un des trains a été mis en marche. Ici de nouveau le manque de responsabilités risquait de causer une tragédie inimaginable, car le train contenait entre autres, trois wagons-citernes avec du combustible. Encore une fois l'armée a dû faire usage de ses armes...

* * *

Glos Wyrzeza est l'organe du Parti de la ville de GDANSK.

Ce récit n'a été reproduit nulle part ailleurs dans le pays. (*note des rédacteurs*).

**COMMUNIQUE DE L'AGENCE DE PRESSE POLONAISE, PAP
(Mercredi, 16 décembre 1970)**

“Des émeutes graves ont eu lieu lundi et mardi 14 et 15 décembre dans les rues de GDANSK. Des aventuriers et des hooligans n'ayant rien de commun avec la classe ouvrière, ont exploité l'atmosphère régnant au service du personnel des chantiers navals de GDANSK. Ils ont détruit et incendié plusieurs bâtiments publics et pillé plusieurs dizaines de magasins. Des meurtres ont été commis contre les forces de l'ordre qui tentaient d'intervenir. Il y eu de nombreux blessés graves qui ont été hospitalisés. Les incidents, provoqués par les éléments en question, ont fait 6 morts et plusieurs dizaines de blessés.

La ferme intervention des autorités, indispensable dans de telles conditions, a eu raison des éléments aventuriers et a rétabli le calme. D'autre part, les autorités ont lancé l'avertissement qu'elles réagiraient avec la plus grande fermeté, contre toute tentative à troubler l'ordre public ainsi que contre toute action antigouvernementale.”

TRYBUNA LUDU (17 décembre 1970)

(Rencontre de la direction du comité régional du P.O.U.P. - Parti Ouvrier Unifié Polonais - de SZCZECIN avec les représentants des entreprises).

“Le 16 décembre a eu lieu une rencontre des représentants des entreprises de SZCZECIN avec la direction du comité régional du parti, sous le mot d'ordre de la réalisation des tâches de l'actuel plan quinquennal et des préparatifs aux tâches de l'année 1971 fixées par le 6ème Plénum du Comité Central. Au cours de la rencontre, le premier secrétaire du comité régional du Parti de SZCZECIN, Antoni Walaszek a prononcé un discours, analysant la réalisation des tâches du plan quinquennal par l'industrie lourde de SZCZECIN. Il a déclaré que, selon les calculs provisoires, la valeur de la production des entreprises de SZCZECIN s'élève à 107 milliards de zlotys environ et l'accroissement de la production a été de 44,9 %.

Parmi les établissements qui ont réalisé les tâches du plan quinquennal avant terme, se trouve entre autres, les chantiers navals “Warski” de SZCZECIN, le plus grand ensemble industriel de la région. Les travailleurs des chantiers “Warski” ont produit, au cours du plan quinquennal, 75 types divers de bateaux d'un tonnage total de 685 mille DWT, c'est-à-dire 15 unités de plus qu'au cours du plan quinquennal précédent. Antoni Walaszek a remercié les représentants des entreprises pilotes et a souligné la nécessité d'une bonne préparation des tâches de l'année 1971, conformément aux consignes du 6ème Plénum.”

DECRET DU CONSEIL DES MINISTRES*du 17 décembre 1970*

“ . . . Conformément à l'article 32, point 7 de la constitution de la République Populaire de Pologne, le Conseil des Ministres décide ce qui suit :

PARAGRAPHE 1

Les organes de protection de la loi et de l'ordre public ainsi que les autres organes coopérant avec eux sont obligés de recourir de toute urgence aux mesures appropriées pour la restauration de l'ordre public violé et pour empêcher toute nouvelle tentative de le violer.

PARAGRAPHE 2

Les organes de la milice civique, de la sécurité nationale et des autres organes coopérant avec eux sont obligés de prendre tous les moyens légaux de contrainte, y compris l'usage des armes à feu contre les personnes, se rendant responsables d'attaques violentes contre la vie et la santé des citoyens ou de vol et de destruction des biens et des équipements publics.

PARAGRAPHE 3

Tous les organes d'Etat sont obligés de fournir toute aide nécessaire aux organes de protection de la loi pour l'exécution des tâches.

PARAGRAPHE 4

Tous les citoyens sont appelés à se soumettre aux mesures prises par les organes d'Etat compétents visant à assurer l'ordre public.”

Signé :

Jozef Cyrankiewicz

EXTRAITS DU DISCOURS DE CYRANKIEWICZ

(Jeudi 17 décembre 1970)

"... Mais le devoir d'un représentant du pouvoir populaire, d'un représentant de l'Etat, le devoir suprême c'est, indépendamment des sentiments de douleur, de penser à l'échelle de l'Etat, de se guider sur les intérêts de l'Etat tout entier, sur les intérêts de l'avenir de notre pays, et de servir résolument ces intérêts suprêmes.

Vous comprendrez tous, incontestablement, que ces intérêts supérieurs d'Etat et nationaux, ce sont aussi vos intérêts à chacun de vous, les intérêts de chaque famille polonaise, non seulement aujourd'hui mais les intérêts à long terme. Sans aucun doute, ceux qui ont été aujourd'hui dépassés par d'autres émotions, le comprendront tous tôt ou tard également . . .

Ces émotions furent mises à profit, comme de coutume - et il conviendrait de méditer là-dessus en Pologne dans tous nos agissements impulsifs - d'une part par les éléments anarchistes, hooligans et criminels de droit commun et, d'autre part, par les ennemis du socialisme, les ennemis de la Pologne ...".

"... Pendant trois jours, GDANSK et la côte balte ont été le théâtre de bagarres de rues et d'infractions à l'ordre public. De nombreux édifices publics ont été incendiés et démolis, de nombreux magasins pillés, et de nombreuses voitures détruites.

Les organisateurs des manifestations n'avaient pas de mauvaises intentions ni des intentions aventurières. Des éléments criminels, anarchistes, d'une part, et les ennemis du socialisme de la Pologne, d'autre part, ont exploité la situation pour piller, incendier et détruire. Il y a eu des cas où l'on a tiré sur la milice et les soldats qui tentaient de rétablir l'ordre.

La situation en est arrivée à de tragiques affrontements, au cours desquels les forces de l'ordre ont été dans l'obligation de faire usage de leurs armes. Il y a eu des victimes. Il y a eu entre dix et vingt morts et plusieurs centaines de blessés parmi les miliciens et les civils. Voilà les résultats douloureux du manque de réflexion, de responsabilité, de la part de ceux qui ont abandonné leur travail et sont sortis dans la rue, donnant ainsi l'occasion aux éléments suspects et aventuriers de piller, d'exercer leur vandalisme et de commettre des crimes .

"De tels événements ont valu au pays des pertes considérables, non seulement sur le plan matériel mais aussi moral. Des questions fondamentales touchant à l'existence de l'Etat et de la nation sont à l'ordre du jour pour chacun d'entre nous. Les forces hostiles essaient de créer de nouveaux foyers d'anarchie, de déranger le rythme normal du travail dans les usines, et de désorganiser la vie du pays ...".

“Il existe et il existera toutes les conditions afin que les problèmes qui préoccupent la classe ouvrière - et ces problèmes sont nombreux - soient examinés et discutés dans le calme dans les entreprises mêmes, dans des réunions publiques syndicales et du parti. Il n'est pas de question qui ne puisse faire l'objet d'une discussion et d'explications indispensables .

Au sujet de la hausse récente des prix de détail, je tiens à souligner que l'Etat n'y gagne rien, qu'il n'augmente pas ainsi ses revenus. Nous parlerons de tout cela, nous en discuterons, mais dans une atmosphère calme et lorsque la vie aura repris son cours normal.

En ce moment il ne s'agit pas de cela. Des forces hostiles cherchent à allumer de nouveaux foyers d'anarchie, de perturber le rythme normal du travail dans les entreprises, de désorganiser la vie du pays.

Notre passé est riche d'héroïsme et de gloire, mais aussi de défaites et d'actes impulsifs manquant de sagesse. Ces deux derniers siècles, nous allions de défaite en défaite. L'année 1945 a mis un terme à cette période de malheurs nationaux en offrant des chances historiques de nous engager dans une voie nouvelle, une voie de victoires pacifiques, dans le développement économique, du progrès de la science et de la culture, dans la voie du renforcement de notre sécurité et de l'autorité internationale de la Pologne, en alliance avec les pays socialistes frères. Grâce à cela, tout récemment, nous avons réglé définitivement le problème de la reconnaissance de la frontière ODER-NEISSE par tous les pays en signant un traité avec l'autre Etat Allemand, la République Fédérale d'Allemagne. Tout le peuple polonais s'en est félicité. Il faut que les habitants de GDANSK, GDYNIA, de SZCZECIN et des autres terres occidentales polonaises s'en souviennent. Qu'ils se souviennent de tout le sang versé par les soldats polonais qui combattaient coude à coude avec les militaires soviétiques, combien de millions de polonais sont tombés dans la lutte inégale avec les occupants hitlériens afin que vous puissiez vivre et travailler . . .

Edifier une maison n'est pas tâche facile, cela requiert du travail et de pénibles efforts, tandis qu'incendier et détruire est chose facile. Jamais le pouvoir populaire ne tolérera que ces biens issus d'un pénible labeur soient mis en péril. Il est de notre devoir sacré de préserver ces biens par tous les moyens possibles. Le calme et l'ordre ont été rétablis là où ils furent perturbés, et continueront de l'être jusqu'au bout.

J'en appelle au civisme de la classe ouvrière, aux camarades de la lutte et du travail en commun, de tous les travailleurs pour qu'ils écartent d'eux les provocateurs, n'écoutent pas les aventuriers ; que chacun donne, à son poste, conscient qu'il est de toute sa responsabilité envers le pays et l'Etat la riposte à toutes les manifestations de l'anarchisme et défende le calme, l'ordre et la discipline sociale. Prenez conscience de la gravité du moment !

Les organes des services de sécurité de la milice et les autres organes qui coopèrent avec eux sont dans l'obligation d'appliquer toutes les mesures légales de retorsion - y compris l'usage des armes - contre toute personne commettant des attaques violentes contre les vies et la santé des citoyens ...”.

EXTRAITS DE TRYBUNA LUDU

(Jeudi 17 décembre 1970)

“Les aventuriers et les semeurs de trouble ont profité du fait que pendant les premières heures de la matinée, une partie du personnel du chantier naval de GDANSK a quitté le travail et est sortie dans la rue. Tant que ne se sont pas produits des actes de violence, les miliciens, les volontaires de la réserve de la milice civique se sont abstenus d'employer la force. Des aventuriers se dissimulant parmi les travailleurs du chantier naval ont attaqué les gardiens de l'ordre public. Nombre d'entre ces derniers ont été roués de coups, blessés, parfois gravement . . .”

“ . . . La vague d'excès grossissant la seule issue possible était d'employer la force pour défendre l'ordre public. L'intervention de la milice et d'autres forces de l'ordre et l'introduction du couvre-feu ont permis de surmonter cette vague d'excès et de vandalisme.

Pour tirer des conclusions de ce qui s'est produit à GDANSK, il importe de répondre à la question : comment en est-on arrivé à ces événements et, avant tout, y avait-il, des raisons réelles pour qu'une partie du personnel du chantier naval de GDANSK abandonne le travail et sorte dans la rue ?

Le chantier naval de GDANSK - l'un des premiers établissements de l'industrie polonaise - augmentait ces derniers temps sa production d'année en année, livrant de plus en plus de bateaux à l'exportation et pour les besoins de la navigation polonaise . . .”

“ . . . Le niveau moyen des salaires des ouvriers du chantier naval de GDANSK se montait en 1965 à 2.477 zlotys net (déduction faite des impôts) et, en 1970, à 3.041 zlotys. Ce sont là des salaires nettement plus élevés que le salaire moyen dans les autres branches de la production industrielle. Tandis que le salaire mensuel moyen net dans le secteur socialisé de l'économie s'élevait en 1965 à 2.027 zlotys, il augmentait, en 1970, à 2.384 zlotys. Il avait donc augmenté de 17,6 %. alors que les salaires des ouvriers du chantier naval avaient augmenté, pendant la même période, de 22,8 %. Environ 700 ouvriers du chantier gagnaient plus de 6.000 zlotys par mois . . .

Le chantier connaît également des problèmes difficiles qui avaient pu donner lieu à des mécontentements. Ils concernent l'aménagement de l'organisation du travail, l'indispensable modernisation de l'établissement et la nécessité d'une sensible diminution du coût de la production. Ces questions, qui demandent à être examinées avec le personnel et convenablement résolues, faisaient encore dernièrement l'objet d'une discussion nécessaire au chantier. Malheureusement, au lieu d'examiner calmement et raisonnablement ces questions à des réunions sur le chantier, une partie du personnel a cédé à des appels irresponsables, a abandonné le travail et est sortie dans la rue.

Pour envenimer l'atmosphère, les inspireurs se sont servis du fait de

l'introduction, il y a quelques jours, d'un changement des prix de détail. Ce changement était indispensable. Il relève de l'intérêt économique du pays . . ."

" . . . Il est parfaitement possible de discuter calmement et raisonnablement, d'expliquer et de résoudre n'importe quel problème relatif à la situation matérielle du monde du travail et à la situation dans chaque établissement, aux réunions des organisations du parti, des syndicats ou des organisations sociales. Le personnel du chantier avait toutes les possibilités de les mettre à profit. Les actes irresponsables ne peuvent - comme l'ont prouvé les événements de GDANSK - qu'occasionner d'incommensurables pertes et de tragiques résultats.

Mercredi, l'immense majorité des établissements de GDANSK travaillait normalement. Tout le personnel du chantier devrait reprendre le travail. C'est de cette façon que pourront être rattrapés les dommages. Le sentiment de la responsabilité et le souci de l'intérêt commun doivent l'emporter. Il faut en finir avec l'anarchie quelle qu'elle soit, rétablir les conditions normales de vie et de travail. Il faut que les responsables des meurtres, des incendies et des vols soient sévèrement punis. Les autorités - comme l'annonce le communiqué publié aujourd'hui - réagiront avec la plus grande fermeté à toute infraction à l'ordre public, à tout acte contre l'Etat . . .

" . . . Une plus grande efficacité de l'économie, une meilleure utilisation des forces de production, l'accroissement du rendement du travail et une diminution du coût social de la production, c'est l'unique voie à suivre vers le développement du pays, l'unique voie qui assure une augmentation réelle et suivie des salaires. Tout autre voie ne peut mener qu'à des dommages et des malheurs. Ce qu'il faut avant tout c'est de la discipline, de la sagesse et le sentiment de la responsabilité."

Annnonce de l'AGENCE PAP (jeudi 17 décembre, après-midi)

" . . . Les transports en commun fonctionnent normalement. Les cheminots s'emploient à remettre en état la gare centrale qui avait été incendiée . . . La vente des produits alimentaires de première nécessité s'effectue, en certains points, à partir de camions. Le lait ne fait pas défaut, les boulangeries des trois villes GDANSK, GDYNIA et SOPOT, fonctionnent à plein rendement . . . Le grand Milk-bar "RUCZAJ" complètement dévasté au cours des événements, a repris son service des repas."

" . . . Quelques ouvriers des chantiers navals de GDANSK sont encore en grève (mais) la plupart des usines et des entreprises sur le littoral de la mer Baltique ont fonctionné normalement mercredi."

RADIO SZCZECIN (jeudi 17 décembre)

“Dans de nombreux cas, les habitants ont fait la chasse aux pilliers. La plupart de ceux-ci étaient des jeunes gens qui n'étaient ni étudiants ni ouvriers. Beaucoup, parmi eux, étaient ivres.”

RADIO SZCZECIN (jeudi 17 décembre, le soir)

“Habitants de SZCZECIN, notre ville a connu un grand malheur. Dissimulés derrière les ouvriers et des gens désorientés mais honnêtes, des éléments hostiles et des provocateurs, parmi lesquels des bandits avérés, ont incendié des édifices publics, pillé des magasins, des biens et, pis encore, par leur comportement imprévisible, ont menacé la vie de citoyens pacifiques, des jeunes et des enfants. Agissant au nom de notre sécurité et de notre protection (. . .) les autorités du maintien de l'ordre ont été contraintes d'intervenir contre les auteurs de troubles.

Population de SZCZECIN, par votre civisme, vous aiderez ceux qui vous défendent. Ne vous laissez pas égarer par les ennemis de la patrie. Allez à votre lieu de travail. Les autorités rétabliront l'ordre et le calme.

(De tels appels se succèdent tous les quarts d'heure . . .)

*EDITORIAL DU TRYBUNA LUDU "POUR LE BIEN COMMUN"
(19 décembre)*

“ . . . Rien ne peut justifier ces excès. Chacun de nous doit faire la différence entre les difficiles problèmes de notre économie et les conditions matérielles des travailleurs, problèmes qui peuvent, devraient être et seront discutés et résolus - et, d'autre part, les raisons fondamentales de l'Etat et de la nation, que personne n'a jamais le droit de mettre en danger.

. . . Il faut s'adresser particulièrement aux parents pour qu'ils prennent convenablement soin de la jeunesse et veillent à ce qu'elle ne participe pas aux attroupements et à des actions de rue.

. . . Donc toutes les raisons politiques, sociales et économiques exigent que toute la classe ouvrière, et tous les travailleurs respectent la discipline sociale.

. . . L'ordre, la responsabilité et la discipline doivent régner dans toutes nos usines et dans les rues de toutes nos villes. C'est l'exigence suprême de la pondération civique et de la responsabilité patriotique.

. . . La population s'est délimitée nettement des auteurs des excès. Beaucoup l'ont déjà fait au cours même des incidents. Un groupe de volontaires ouvriers et étudiants a entrepris la récupération de marchandises volées . . .”

“ . . . Il est nécessaire de commencer la discussion sur les problèmes et les conflits qui se sont créés à la suite du fait que notre économie est entrée dans une nouvelle étape de développement socialiste . . . ”

AGENCE PAP (19 décembre)

Le festival de jazz a été annulé, car “les grandes vedettes sont tombées malades”. (Festival qui devait rassembler des milliers de jeunes. - Note des rédacteurs.)

Journal suédois EXPRESSEN (22 décembre)

Le soir du 12 décembre devait se tenir une réunion du parti des chantiers navals de GDANSK. Le discours devait être prononcé par Kociolek, membre du Bureau Politique. Trois mille ouvriers ont protesté avec force contre la hausse des prix. Ils exigeaient qu'on leur réponde pourquoi ils étaient dupés par les belles phrases sur le bien-être croissant. Ils revendiquaient l'annulation du décret sur la hausse ou une augmentation des salaires. Kociolek, furieux, s'est déchainé contre les travailleurs. Il a dit que les ouvriers doivent accepter les principes de la démocratie socialiste et que, par conséquent, l'insoumission aux décisions du gouvernement est un acte antisocialiste. Selon lui, les propos des ouvriers n'avaient aucune justification, car les travailleurs des chantiers sont parmi les mieux payés. La réunion s'est terminée dans le chaos général, et au milieu des slogans hostiles lancés par les ouvriers contre Kociolek. Tout de suite après la réunion avec Kociolek, les ouvriers ont décidé de se mettre en grève.

DER SPIEGEL (18 janvier 1971)

Le 13 décembre, les ouvriers des chantiers navals de GDANSK ont élu à main levée, une délégation qui devait se rendre au Comité régional du parti et protester contre la hausse des prix. Probablement ils ont été arrêtés dans l'immeuble du parti.

EXPRESSEN (20 décembre)

Le journaliste Kurt Karlsson annonce : “Le lendemain - mardi 15 décembre - les chars faisaient leur entrée dans la ville. Les manifestants se couchèrent sur la chaussée pour les bloquer. Beaucoup de soldats se contentèrent de tirer en l'air pour les effrayer. Mais les policiers, eux, ouvrirent le feu tuant au moins trois cents personnes. . . . Un char avait coupé en deux le corps d'un ouvrier étendu sur la chaussée dans l'espoir d'arrêter le char . . . D'autres manifestants réussirent à récupérer les deux morceaux du cadavre et ils les enveloppèrent dans un drapeau polonais.

Voyant cela, la police attaqua les émeutiers à la mitrailleuse, reprit possession du cadavre, l'ôta du drapeau et alla le jeter dans une chambre froide."

Journaliste suédois, Ken Olafsson (18 décembre)

Le long de la route entre Szczecin et Koszalin, tous les restaurants et magasins sont fermés pour protester contre la hausse des prix. Des colonnes de l'armée avancent sur la route menant vers Gdansk et Gdynia.

*RADIO GDANSK (mercredi 16 décembre)
(Récit d'un journaliste polonais)*

"Des incendies ont éclaté dans le centre du vieux quartier de GDANSK. Les soldats et la milice font tout pour les éteindre, mais la foule court dans les rues et met le feu ailleurs. Les incendiaires agissent selon un plan préparé à l'avance et avec obstination empêchent, chaque fois qu'ils le peuvent, les pompiers d'intervenir. Des voitures ont été incendiées, des pompiers ont été battus sous les yeux d'ouvriers accourus aux fenêtres des immeubles.

Les ouvriers étaient atterrés et furieux devant ce spectacle. Des scènes de pillage se sont déroulées à cette occasion : on se précipitait sur tous les produits de consommation exposés dans les magasins. C'est ainsi que certaines jeunes femmes avaient endossé plusieurs manteaux l'un sur l'autre, et que d'autres chargées de piles de chemises, se hâtaient de les mettre en lieu sûr.

Dans la rue, on voyait des jeunes gens emballer les objets les plus hétéroclites : fourrures, oranges, vins fins . . . qu'ils venaient de dérober. Les pilleurs faisaient souvent plusieurs voyages dans le magasin avant de disparaître chargés."

Le journaliste polonais affirme que les manifestants allumaient des incendies dans la ville, puis s'opposaient à l'intervention des pompiers, n'hésitant pas à les maltraiter. Les émeutiers étaient si "agressifs" que la milice a dû faire plusieurs fois usage de ses armes.

Puis, la radio continuait : "Il faut agir avec détermination et efficacité contre ces barbaries. Les autorités agissent très prudemment, avec calme, mais malgré celà, la foule continue sans cesse ses attaques. Un garçon jette une pierre vers la fenêtre gardée par les soldats. Une fille de seize ans attaque sauvagement un milicien qui restait calmement sur son poste, à côté de la porte. La foule suit la fille . . ."

UN TEMOIGNAGE DE GDANSK (source privée)

“Entre 14 heures et 16 heures, lundi 14 décembre, les ouvriers assiégeaient l'immeuble du parti. Ils l'ont incendié. Dans l'immeuble se trouvaient 160 personnes. Toutes ont été prises comme otages par les ouvriers, qui les ont emmenées au port et enfermées dans un bateau.

Mardi 15 décembre, les manifestants se sont rassemblés dans et devant la gare centrale. Afin de déloger la foule de la gare, la police a incendié elle-même la gare en jetant à l'intérieur des cocktails Molotov.

Les manifestations des ouvriers étaient bien organisées. Ils marchaient en ordre, divisés en groupes par brigades, ateliers et sections des chantiers. Chaque groupe était dirigé par ses chefs.

Les ouvriers étaient armés. On les voyait sur les toits des maisons en train de tirer sur l'armée et la police. Après les émeutes, au début du mois de janvier, on a pu lire les appels à la population apposés sur les murs et exhortant les ouvriers à rendre les 70 pistolets automatiques, que la police n'arrivait pas à retrouver.

Dans les unités de la police elle-même la démoralisation était très grande. Les policiers ne voulaient pas aller dans la rue se battre contre les ouvriers. Beaucoup d'entre eux avaient voulu démissionner définitivement et “cesser d'être flic”. Leurs supérieurs les obligeaient à aller dans la rue par différentes méthodes. L'une d'entre elle consistait à droguer les policiers. Un médecin à GDANSK racontait qu'il a trouvé plus de 100 policiers blessés qui étaient complètement drogués à l'aide d'on ne sait quel produit.

La police agissait d'une manière féroce contre les manifestants. Les blessés qui gisaient dans la rue, étaient maintes fois achevés sur place. Les rues étaient pleines de corps gisant par terre. La police les emmenait dans des camions frigorifiques servant d'habitude aux transports des produits alimentaires. Sur ces camions la police a peint des croix rouges.

Il faut dire que les ouvriers ont organisé eux-mêmes leur propre service de secours à l'aide de médecins et infirmières des hôpitaux.

On dit partout à GDANSK qu'il y a eu au moins 500 morts dans la ville.

Le même médecin a dit qu'il s'est trouvé devant une quantité énorme de cas où les blessés étaient littéralement criblés de balles tirées par des mitrailleuses.

La foule des manifestants a su se venger des policiers. Ainsi à GDYNIA sur le côté droit de la rue Swietojanska, principale avenue de cette ville, plusieurs dizaines de policiers ont été pendus sur les arbres.

Mercredi 16 décembre, le troisième jour des émeutes, les étudiants ne sont même pas venus à l'Université, se joignant en masse aux ouvriers dans la rue. Le jour suivant, on a mis en vacances les étudiants, une semaine avant les vacances de Noël.”

*DER SPIEGEL "Un médecin de Gdansk parle"
(25 janvier 1971)*

"Nous avons constaté qu'une partie des agents blessés, amenés à notre hôpital, étaient sous l'influence d'une drogue qui n'était pas l'alcool. Les symptômes : pupilles dilatées, écume aux lèvres. Certains d'entre eux sont morts pendant la transfusion de sang, ce qui n'est pas normal. On avait certainement donné à ces gens des calmants ou des stimulants."

Et quant aux blessés en général :

"Les blessures étaient presque toujours très graves, chez beaucoup, mortelles. Sur les corps on ne pouvait souvent pas voir du premier coup d'oeil, la blessure mortelle. Les blessures par balle, la plupart dans le ventre, étaient petites et ne pouvaient pas provoquer la mort. Nous avons procédé en cachette à des autopsies, et nous avons constaté que leurs intestins étaient déchiquetés. Nous en avons conclu que ces victimes avaient été tuées avec des munitions spéciales. Les chirurgiens ont photographié les résultats des autopsies et ont établi des documentations clandestines . . ."

" . . . Le soir, après le couvre-feu, circulaient dans les rues des camions frigorifiques qui normalement servent à transporter la viande, le poisson ou les fruits. Ces camions ramassaient les cadavres qui se trouvaient dans les rues et les places. On identifiait les morts d'après leurs papiers, et on les amenait dans leurs logements. Les policiers présents ordonnaient de les enterrer immédiatement. Seuls les membres de la famille étaient autorisés à assister à l'enterrement : deux personnes à GDANSK et GDYNIA, cinq à SOPOT".

Un lycéen, parent du médecin, qui n'avait pas participé aux manifestations a été arrêté pendant 24 heures, ensuite relâché.

"Dans la cour du poste de police, des agents en uniforme ont formé une haie. Le jeune homme a dû passer par le milieu et se faire matraquer par les policiers. Toutes les dents de la mâchoire supérieure lui ont été cassées. D'autres qui avaient été arrêtés avec lui, ont reçu le même traitement. Plusieurs ont eu des os cassés . . ."

" . . . Un jeune a été amené à l'hôpital, sans blessures causées par des armes à feu, mais avec le crâne brisé et les os cassés . . . Il y a eu trois cents morts dans la seule ville de GDYNIA. On concentrait les arrêtés dans deux camps qu'on avait établis tout de suite après les incidents, dans les environs de la ville . . ."

TIME (27 janvier 1971)

*Les travailleurs de GDYNIA accusent la police secrète de génocide
au cours du jeudi sanglant (17 décembre)*

Le document suivant a été écrit par les travailleurs des chantiers navals "Commune de Paris" de GDYNIA, lors des émeutes qui y avaient

lieu en décembre dernier et qui ont conduit à la destitution de Gomulka.

Le document "Jeudi sanglant à GDYNIA" s'adresse "à tous les pays du monde", et il dit :

"Les travailleurs des chantiers navals "Commune de Paris" à GDYNIA, les dockers et les employés de toutes les entreprises de la côte balte, demandent la condamnation du crime de génocide commis par la N.K.W.D. polonaise, les brutes du général Moczar, entraînés dans des centres spéciaux de SLUPSK, PI LA, et autres villes polonaises, contre la population innocente de notre région.

Nous demandons que cette lettre soit diffusée par tous les moyens d'information massive et nous exigeons le châtement des responsables qui ont donné l'ordre du massacre brutal des femmes (certaines enceintes), d'enfants, de nos mères, pères et fils, lorsqu'en réponse à l'appel de Kociolek (le vice-Premier Ministre) la population était sur le point de reprendre le travail dans le port et dans les entreprises des environs des rues Polska et Marchlewki et du quartier Oksywie.

Le 16 décembre 1970 entre huit heures et neuf heures du soir, Kociolek fit un appel à la population pour qu'elle cesse la grève. En conséquence, les travailleurs concernés, ne se doutant de rien, retournèrent au travail en toute confiance.

Pour atteindre le port, les chantiers navals et d'autres entreprises, il faut traverser le pont de chemin de fer reliant la rue Czerwonych Kosynierow à la rue Polska. La première personne à descendre les marches du pont et conduisant vers la rue Polska, fut une femme enceinte. Juste derrière elle venaient quatre ouvriers, probablement des chantiers navals.

Soudain, sans aucune sommation, partirent des coups de mitraillette. La femme cria "Jesus Maria" (Mon Dieu) et s'écroula du haut des marches. Une autre raffale partit et un des ouvriers s'écrasa sur les rails, tandis que les trois autres s'écroulèrent sur les marches.

Il y eut un mouvement de panique et de terreur. Certains crièrent : "C'est un meurtre de sang froid !" C'est en ce moment que deux trains électriques arrivèrent à la station GDYNIA-CHANTIER, transportant des travailleurs venant de GDANSK et WEJHEROWO. Quand les gens sortant du train ont vu ce qui se passait, ils ont couru le long des voies jusqu'à la rue Czerwonych Kosynierow.

Deux personnes s'écroulèrent sur les rails, certainement abattus par des tireurs embusqués, car la police de Moczar, installée de l'autre côté du train ne pouvait pas les atteindre. Une foule nombreuse s'est réunie dans la rue Czerwonych Kosynierow et se mit à crier : "Assassins Gestapo !". Il y eut un mouvement général et la colère est montée contre les soi-disant "Autorités du Peuple", qui avaient donné l'ordre de ce massacre. Cela continua ainsi jusqu'à l'aube. Lorsque le jour se fut levé, les hélicoptères vinrent appuyer les policiers, lâchant les gaz lacrymogènes et mitraillant la foule. Les gens s'enfuirent dans toutes les directions, essayant de se mettre hors de portée des hélicoptères. Malgré les risques, des jeunes

gens ont arraché une porte sur laquelle ils ont allongé le corps d'un garçon qui avait été tué en allant à l'école.

Ils ont trempé un drapeau polonais dans son sang et se mirent en marche en direction de la ville. Au moins deux mille personnes se sont jointes à eux, et tous défilèrent jusqu'à la mairie pour exiger des explications. Lorsqu'ils sont arrivés sur la rue Swietojanska, les disciples de Moczar les attendaient déjà."

EXPRESSEN (22 décembre)

A GDYNIA, les chars ont enfoncé la foule de 2.000 manifestants. Tout d'abord, les travailleurs se sont écartés, mais ensuite ils ont formé une haie humaine. C'est alors qu'un officier a soulevé le capot de son char et a tiré sur un garçon de 15 ans, puis l'a achevé d'un autre coup de revolver. Les ouvriers ont pris d'assaut le char, ont sorti l'officier et l'ont littéralement déchiqueté.

EXPRESSEN (19 décembre)

Durant toute la journée de jeudi (17 décembre), la police tirait sauvagement. Un garçon, tué quand il revenait de l'école, était porté par 6 ouvriers sur une porte recouverte du drapeau polonais. "Regardez votre oeuvre" criaient les ouvriers aux policiers. Tous les six ont été littéralement massacrés par une rafale des armes automatiques. Vers une heure et demie, cinq ouvriers sont sortis des chantiers navals occupés, pour parler avec les soldats. Un capitaine qui se trouvait là a ordonné aux soldats de tirer. Ceux-ci l'ont fait mais sous la menace du revolver du capitaine qui menaçait de tuer ceux qui n'ouvriraient pas le feu contre les ouvriers.

EXPRESSEN (19 décembre)

Les témoins oculaires racontent qu'après qu'une manifestation des ouvriers et des étudiants ait été dispersée par les armes et qu'ensuite trois ouvriers aient été cyniquement tués, la foule s'est jetée avec une fureur inouïe contre la police. Les policiers ont été désarmés et plus d'une dizaine d'entre eux pendus sur les arbres.

AFTONBLADET (journal suédois - 18 décembre)

Le journaliste danois Ustron Buch téléphone de SLUPSK :

"Nous nous trouvions à la gare de GDYNIA quand les détachements de ORMO (réserves spéciales de milice), la milice et l'armée ont attaqué

de nouveau. Quelques instants avant, la gare était encore comblée par la foule criant des slogans contre les soldats. On criait "Gestapo" ! Simultanément les hauts-parleurs donnaient des ordres aux soldats. La fusillade a commencé. La milice utilisait des gaz lacrymogènes. Un hélicoptère survolait le champ des combats. Il dirigeait les opérations sur terre. Un homme qui se trouvait à côté de nous a été tué."

AFTONBLADET (16 décembre)

Le consulat suédois à GDANSK annonce qu'à GDANSK les premières manifestations ont eu lieu lundi 14 décembre, lorsque 500-600 étudiants et ouvriers du port se sont rassemblés dans le port et sont partis vers le centre de la ville. Pas loin du consulat, les manifestants se sont assis par terre. Les pompiers sont entrés en action avec les lance-incendies. Mardi matin, une manifestation des ménagères a eu lieu contre la hausse des prix.

Annonces des agences UPI, AP et AFP

Dans le port de GDYNIA l'armée et la police ont occupé en force les chantiers navals "Commune de Paris" qui employent des dizaines de milliers d'ouvriers. Selon la radio polonaise cette occupation a été rendue nécessaire par les "menaces de destruction pesant sur la propriété nationale".

"Quelques 300 personnes ont été tuées à GDANSK au cours des affrontements entre la police et les manifestants." (Kurt Karlsson, journaliste suédois à GDANSK).

L'épave d'un navire marchand soviétique git dans le port de GDANSK incendié par les grévistes.

Dans le centre de GDYNIA les chars ont pris position tous les 50 mètres.

ARBETARBLADET (journal suédois, 21 décembre)

Le journaliste danois Jacob Andersen raconte ce qu'il a pu voir à SLUPSK.

"C'était la plus terrible terreur policière que j'ai vu dans ma vie. Les policiers se sont formés en groupes de 15 à 20 personnes et se sont dispersés dans la ville. Ils sortaient de leurs voitures et se précipitaient sur les passants. Ceux-ci n'étaient pas des manifestants, mais des simples passants. Personne parmi les policiers ne pouvait avoir des doutes là-dessus. Ils les frappaient pourtant sans ménagement, ils battaient tout le monde selon une méthode conçue d'avance. Nos souvenirs sont fragmentaires, car tout le temps, nous devions fuir. Nous courions par des petites rues, nous cachant derrière les portes et aidant des vieilles femmes à se sauver.

ASSOCIATED PRESS (20 décembre)

Kociolek, membre du Bureau Politique du parti disait, mercredi 16 décembre, aux travailleurs des chantiers : "Je peux dire tout-à-fait ouvertement que la majorité des revendications sont irréalisables. Il est impossible d'annuler la mesure une fois décrétée."

EXPRESSEN (18 décembre)

Les grèves de SZCZECIN ont débuté jeudi matin. Vers midi, environ 5.000 ouvriers se sont rassemblés au bord de l'Oder. Ils étaient prêts à marcher sur l'immeuble du Comité régional du parti. La manifestation a été arrêtée par d'importantes forces de milice. Des heurts violents se sont produits. Les ouvriers ont renversé un grand nombre de voitures de milice et, tandis que de tous les côtés arrivaient des renforts de milice, les travailleurs se sont dirigés vers le centre de la ville.

SZCZECIN est en feu. Encore aujourd'hui, les autorités n'ont pas réussi à rétablir l'ordre. La radio lance constamment des appels à la population pour qu'elle respecte le couvre-feu, mais ces appels ne rencontrent pas d'écho et la population proteste toujours, en dépit du fait que dans tout le pays la police a reçu l'ordre de tirer.

Des combats d'envergure ont éclaté à SLUPSK. La population de la ville a construit des barricades. "J'ai vu la milice attaquer les gens dans la rue sans distinction. Les adolescents et les ménagères faisaient des courses, et tous étaient battus avec brutalité" rapporte Jacob Anderson, journaliste suédois.

SZCZECIN est bouclé par des blindés, qui ont écrasé plusieurs personnes au moment où la foule, prise de panique, cherchait refuge. On entend les tirs et les explosions des cocktails Molotov. Le port est entouré par un nombre impressionnant de chars. Beaucoup occupent les lieux stratégiques du centre de la ville. Sur les cuirassés des chars les ouvriers avaient inscrit à la craie : "Nous ne sommes pas des voyous, nous voulons du pain, la liberté de parole et l'augmentation des salaires.

DAGENS NYHETER (journal suédois) (22 décembre)

A SZCZECIN la radio locale lance des appels répétés, exhortant la population à arrêter l'anarchie : "Chaque ouvrier doit retourner à sa place. Voilà le devoir patriotique qu'exige le moment.

RADIO EUROPE LIBRE

● De nombreux groupes scandaient : "Du pain, du pain !" et "A bas Gomulka !".

- Les premiers coups de feu (selon plusieurs sources) sont partis contre la foule des ouvriers manifestants devant l'immeuble du Parti. Il y a eu des morts et des blessés. C'est alors que la fureur de la foule prit des dimensions terrifiantes.
- Les témoins oculaires des événements à GDANSK soulignent la participation massive des femmes dans les manifestations.
- A GDANSK un groupe de cinq ouvriers s'est approché de soldats entourant les chantiers. "Allez, les gars. Contre qui voulez-vous tirer ? Contre vos propres pères ? Le capitaine dirigeant le groupe a donné l'ordre d'ouvrir le feu, menaçant de fusiller ceux qui n'exécuteraient pas ses ordres. Les ouvriers ont été tués.
- A SZCZECIN on pouvait lire sur les murs et sur les tanks : "Nous sommes des ouvriers et non pas des hooligans", "Nous voulons des salaires plus hauts". Des groupes de jeunes gens s'arrêtaient devant les tanks en chantant. Beaucoup d'entre eux grimpaient sur les chars et engageaient des discussions avec les soldats.

L'après midi du jeudi 17 des foules de travailleurs affluaient dans le centre de la ville. Ni la police ni l'armée ne contrôlaient la situation. Le soir, le ciel était déchiré par des fusées éclairantes.

Soudain sont arrivés quatre chars. Derrière eux avançait la police, armes à la main. La foule, surtout les femmes, criait : "Assassins, vous voulez tirer sur vos mères et pères". Les chars se sont arrêtés. Les soldats ont enlevé leurs casques et ont supplié les manifestants de se disperser, expliquant qu'ils doivent exécuter les ordres.

- Jacob Andersen de *Extrabladet* - SLUPSK (17 décembre) : "Quand la terreur durait déjà plus d'une demi-heure, on ne pouvait pas voir quelle est la situation dans la ville. Les gaz piquaient les yeux et des milliers de gens couraient dans toutes les directions. La police attaquait sans cesse. J'ai vu quand quatre ou cinq hommes ont été massacrés avec des matraques dans un café. Ailleurs j'ai vu un ouragan de coups tomber sur deux jeunes filles, hurlant de douleur. Au coin d'une rue une femme de 40 ans a été arrêtée avec brutalité par des policiers. Ils la traînaient sur le trottoir, puis ont commencé à la battre avec un acharnement sauvage. Deux traînaient la femme et le troisième la battait avec une matraque. Enfin la tête de la femme tombe sur la poitrine. On l'a jeté dans la voiture de police, sans cesser de la matraquer. Tout le monde dans la rue n'avait qu'une seule pensée : où se cacher. Les gens s'enfuyaient dans toutes les directions, dans les cafés, dans les magasins, se pressant tous dans les portes, se jetant sous les tables. Tous avaient les yeux en larmes."

ARBETARBLADET (21 décembre)

Bent Magnusson de Goteborg raconte : "J'ai pu à peine sauver ma vie. Moi et ma copine nous étions à SZCZECIN quand tout à coup la ville s'est remplie de soldats et de blindés. Ils tiraient dans la foule".

Annnonce de l'AFP

Le dimanche 20 décembre, les travailleurs ont proclamé une grève générale dans toute la ville de SZCZECIN.

LE MONDE (2 janvier 1971)

“La ville polonaise de SZCZECIN, durant les émeutes de décembre, s’est transformée en une véritable république ouvrière, où tous les pouvoirs étaient exercés par le comité de grève - a révélé jeudi l’envoyé spécial de *Politika* à VARSOVIE, Risto Bajalski. La ville a été entièrement paralysée par une grève générale déclenchée le jeudi 17 décembre.

On institua un comité de grève qui prit en main tout le pouvoir dans la ville, toutes les compétences des organes du parti et de la municipalité . Une milice ouvrière munie de brassards fut constituée pour empêcher notamment les destructions de machines dans les usines.”

AFTONBLADET (16 décembre)

Dans une situation normale, les radios de SZCZECIN et de GDANSK émettent leurs programmes sur les mêmes ondes, mais pas simultanément. Or, dans la nuit du mardi 15 au mercredi 16 décembre quand RADIO-GDANSK donnait des communiqués, au même moment, RADIO-SZCZECIN, sur la même onde, émettait de la musique. De sorte que les habitants de GDANSK ou de SZCZECIN ne pouvaient capter que l’émetteur local.

EXPRESSEN (22 décembre)

Les radios de GDANSK et de SZCZECIN lancent constamment des appels à la population pour donner du sang aux blessés.

DER SPIEGEL (18 janvier 1971)

Le P.O.U.P. est mis en cause par les travailleurs, 5 semaines après l’insurrection des villes de la Baltique. Les conseils ouvriers et les comités de grève, constitués spontanément dans les usines, dictent aux dirigeants du parti leurs conditions. Le mercredi précédent, se sont réunis à SZCZECIN les fonctionnaires du parti afin d’examiner les revendications des ouvriers des chantiers et des docks en grève. Anntoni Walaszek, chef du parti de SZCZECIN depuis 10 ans, a perdu son poste. Avec lui, le responsable pour la propagande, Huber, a été également limogé. Comme on le sait maintenant, les ouvriers de chantiers de SZCZECIN ont élu un conseil ouvrier. Celui-ci devait négocier avec Walaszek sur des mesures à prendre immédiates, mais les fonctionnaires se sont mis en fureur et ont mis en prison la délégation

librement élue. Walaszek s'est réfugié dans une caserne. Les manifestants ont démolé la villa de Walaszek, et ont mis le feu au bâtiment du parti. Les tanks de l'armée ont jugulé cette révolte prolétarienne. Mais trois jours plus tard, la direction du parti devait encore négocier avec les conseils ouvriers.

Toujours selon *DER SPIEGEL*, à 18 h 45, la radio-Szczecin annonce : "Les négociations de la direction de voivodie et du parti de SZCZECIN avec les représentants de la collectivité des chantiers navals de SZCZECIN "Adolf Warski" et de Chantiers de Réparation, sont terminées. Les collectifs arrêteront leur grève, ils retourneront à leurs maisons. Un peu plus tard, dans le programme du soir de 21 h 15, la même radio devait démentir ce retour à l'ordre. Les accords annoncés dans le communiqué précédent "n'ont pas encore été acceptés par toutes les parties. De la part du comité de grève des chantiers navals de SZCZECIN et d'autres usines on nous fait savoir que les discussions sur la solidarité avec les travailleurs des chantiers navals, continueront."

Dans les usines de SZCZECIN les travailleurs ont pris le pouvoir. Ils ne s'attendaient pas à ce que le parti rende le pouvoir sans conditions. Le quotidien de SZCZECIN "Kurier Szczecinski" dit dans son article : "Les territoires des chantiers navals sont sous le contrôle des travailleurs. Les discussions leur servent à rendre claire la véritable signification des derniers événements. Les travailleurs des chantiers patrouillent également le long du fleuve Oder. Des ouvriers avec des armes montent la garde devant l'immeuble de la direction des chantiers navals."

Le 20 décembre 1970, la rédaction de "Kurier Szczecinski" annonce : "Hier, les travailleurs de notre imprimerie avaient cessé le travail, par solidarité avec les travailleurs des chantiers navals. Et ce, bien qu'ils savent combien il est important et juste que le lecteur soit informé actuellement. Aussi ont-ils décidé d'imprimer encore le numéro d'aujourd'hui. Nous les remercions pour cela."

*Témoignage de Norbert Dienes, ingénieur de la Lloyds
(rapporté par le correspondant de l'Agence UPI)
2 janvier 1971*

"J'ai été frappé par la discipline qui régnait sur les chantiers navals pendant leur occupation par quelques 10.000 ouvriers. Les grévistes bénéficiaient d'un large soutien dans la population. Les cuisines des restaurants leur faisaient parvenir des repas chauds. Les médecins et les infirmières des chantiers étaient restés à leurs postes. Tout le monde a fait la grève, jusqu'au directeur, qui devait faire patte blanche pour pouvoir entrer. La grève a duré du 17 décembre jusqu'à la veille de Noël."

DER SPIEGEL (18 janvier 1971)

"Dans les villes portuaires de GDANSK et de GDYNIA, après les sanglants combats, le parti a retiré aux travailleurs les cartes de présence, pour les rendre ensuite, afin de pouvoir sélectionner les travailleurs absents. RADIO-GDANSK a donné l'information que tous les travailleurs qui ne possèdent pas cette nouvelle carte doivent se présenter dans le bureau du personnel.

EXPRESSEN (22 décembre 1970)

Un des mots d'ordre des ouvriers de chantiers au cours des premiers jours des combats : "A BAS LA BOURGEOISIE ROUGE, NOUS VOULONS DU PAIN ET NON PAS DES TELEVISEURS." Nombreux ont déchiré leurs cartes du parti.

SVENSKA DAGBLADET (journal suédois, 23 décembre)

Au cours des combats à GDYNIA, on a lancé en action des réservistes de la milice, composée en majorité par des ouvriers qui ont refusé de tirer sur la foule et ont donné aux manifestants leurs armes.

DER SPIEGEL (28 décembre)

"Dans les villes polonaises, et notamment à VARSOVIE, CRACOVIE et WROCLAW, des soldats et des policiers patrouillent en empêchant tout regroupement et en vérifiant les cartes d'identité."

AFP, AP, REUTER, UPI (19 décembre)

Le couvre-feu est maintenu de 18 heures à 6 heures à SZCZECIN, les tanks quadrillent toujours GDANSK, la police a été discrètement renforcée à VARSOVIE, où des autopompes stationnent dans les rues. Des mouvements de grève perlées sont signalées à VARSOVIE dans les usines automobiles Zeran, dans l'aciérie Huta Warszawa et dans l'imprimerie centrale Dom Slowa. A CRACOVIE et à WROCLAW, des rassemblements silencieux ont eu lieu en signe de solidarité avec les manifestants de la Baltique.

TT (agence de presse suédoise, 16 décembre)

fait part des grèves dans toute la Pologne, entre autres à Zeran. Des combats de rues à SZCZECIN. Des grèves à l'usine Cegelski de P OZNAN et aussi à KATOWICE.

DAGENS NYHETER (20 décembre)

Des grèves ont lieu aussi dans d'autres villes, dont VARSOVIE. Selon l'agence *UPI*, une grève a éclaté dans la rédaction de l'organe central du parti, *Trybuna Ludu*. Le gouvernement a mobilisé des détachements spéciaux de police (*ORMO*), destinés à surveiller la production dans de nombreuses usines de VARSOVIE.

A KATOWICE, capitale de la Silésie, des dizaines de blindés patrouillent les rues.

EXPRESSEN (19 décembre)

Toutes les liaisons avec KATOWICE, WROCLAW et POZNAN ont été interrompues. Les ouvriers de Zeran sont en grève. La police et l'armée occupent les radios dans toutes les villes de Pologne. A KATOWICE ont eu lieu des grèves et des actions de protestation.

Agence suédoise TT (24 janvier)

Au cours des émeutes à GDYNIA, l'armée a fait utiliser des hélicoptères qui volaient au-dessus des manifestants, et tirait des rafales de mitraillettes. Les morts étaient chargés sur des camions et enterrés pendant la nuit.

RADIO EUROPE LIBRE

● VARSOVIE - A partir de mercredi 16 décembre, la vague des grèves s'étend de plus en plus, embrassant plusieurs grandes usines de la capitale. La grève a lieu dans les établissements mécaniques "Marceli Nowotko", dans l'usine des lampes électriques "Rosa Luxembourg", à l'usine d'automobiles "Zeran", l'aciérie "Huta Warszawa" (deuxième aciérie dans le pays), l'usine des appareils de précision "Karol Swierczewski", l'usine de radios "Kasprzak", la fabrique de ciment "Warszwa" et dans beaucoup d'autres entreprises. Egalement se sont mis en grève les travailleurs de l'imprimerie centrale "Dom Słowa Polskiego", où on imprime entre autres l'organe du Comité Central du parti "Trybuna Ludu".

Ces mouvements vont depuis le ralentissement systématique du travail jusqu'aux grèves avec occupation. On ne les voit pas de l'extérieur, mais leur force demeure dans leur caractère de masse. La capitale se trouve à un pas d'une grève générale.

● Aux élèves des écoles primaires et secondaires et aux étudiants, on a dit de partir en vacances une semaine plus tôt que d'habitude : jeudi 17 décembre. Le même jour, les autorités ont fermé l'Ecole Polytechnique où étudient 15.000 étudiants. Personne ne pouvait pénétrer à l'intérieur.

- Le comité de grève de la plus grande usine de VARSOVIE "Marceli Nowotko" a envoyé une résolution aux membres du gouvernement. Une des revendications centrales était celle du limogeage de Cyrankiewicz du poste de premier ministre. Formellement, Cyrankiewicz est le membre de l'organisation du parti de cette usine.
- Les comités de grève des ouvriers de VARSOVIE annoncent pour lundi 21 décembre des meetings de masse, dans de nombreux points de la capitale.
- A POZNAN, le travail a cessé, entre autres, dans trois grandes usines : "Pomet", "Cegielski" (d'où partirent les événements de 1956), et l'usine des roulements à bille.

RADIO EUROPE LIBRE

- Depuis plusieurs jours, la ville de NOWA HUTA est coupée de CRACOVIE par les forces de police et de sécurité. Néanmoins, on sait que les ouvriers de NOWA HUTA se sont déclarés solidaires avec ceux de la côte balte. Dans certaines sections de la plus grande usine métallurgique du pays, les travailleurs ont proclamé des grèves avec occupation. Ils menaçaient d'éteindre les hauts fourneaux.

Vendredi 18 décembre, les longues queues devant les magasins d'alimentation se sont spontanément transformées en manifestations. On exigeait du pain. La police a utilisé des matraques et des gaz lacrymogènes. On a entendu des coups de feu, mais - du moins jusqu'à aujourd'hui - il n'y a pas eu de victimes.

- A KATOWICE, capitale de la Silésie, des manifestations sporadiques ont eu lieu. La grève menaçait d'éclater d'un moment à l'autre. Les liaisons ont été coupées avec le reste du pays. A CHORZOW, ville de la Silésie de 300.000 habitants, la grève a paralysé l'usine fabriquant des engrais nitriques et employant plusieurs milliers d'ouvriers.
- A WROCLAW, la grève a éclaté dans l'industrie métallurgique et dans les établissements de réparation de l'équipement ferroviaires.
- A GLIWICE, autre grande ville de la Silésie, les rues étaient sillonnées par des chars. A ZABRZE (400.000 habitants) le travail s'est arrêté dans les mines, notamment la mine "Makoszowy".
- Dans une autre mine de la Silésie, "Zofiowka" (connue pour ses traditions historiques de luttes ouvrières), les mineurs se sont affrontés avec les autorités.
- La ville de ZYWIEC, près de la frontière tchécoslovaque, a été paralysée presque entièrement par des grèves massives des travailleurs.

RADIO EUROPE LIBRE (20 janvier 1971)

- Pendant trois jours, les 17-18-19 décembre, les étudiants avaient manifesté en masse sur la place centrale de Cracovie, malgré un dispositif impressionnant de police, d'armée et de tanks, stationnés au centre de la ville, aux cris : "A BAS LA HAUSSE DES PRIX". Les étudiants se sont violemment heurtés aux forces de l'ordre qui ont utilisé les matraques, le gaz lacrymogène et les tanks. (Ces derniers, selon le journal suédois *Aftonbladet*). Toutes les résidences universitaires de la ville ont été encerclées par l'armée et par la police."
- A VARSOVIE, un meeting étudiant a été convoqué pour le 18 décembre à l'Université. Les organes de sécurité ont fait courir les bruits que c'est une provocation, et les étudiants ont préféré être prudents en annulant le meeting. Dans une des écoles supérieures, les étudiants ont brûlé les effigies des dirigeants du parti. Une grande quantité de brochures et de tracts clandestins a été diffusée.

LE FIGARO (18 décembre)

A VARSOVIE . . . la situation est extrêmement tendue. Le service de la milice a été renforcé et des brigades spéciales ont été créées pour le cas d'urgence.

NEWSWEEK (hebdomadaire américain, 28 décembre)

A WROCLAW, la place centrale a été encerclée par les forces de police afin de prévenir des manifestations. Des journalistes font état de grèves et de protestations à CRACOVIE. Des brochures anti-gouvernementales et des tracts ont été distribués à VARSOVIE, où des bruits courent sur les manifestations dans les usines à côté de la capitale.

TIME (hebdomadaire américain, 28 décembre)

Les chars de l'armée sont entrés pour juguler l'émeute, et le couvre-feu fut décrété à GDANSK, mais c'était trop tard. En quelques heures, des explosions populaires similaires et également violentes ont éclaté dans les villes proches de GDYNIA et SOPOT. Comme un éclair, la vague de résistance contre la hausse des prix et contre la politique gouvernementale a déferlé à travers les villes de Pologne : WROCLAW, POZNAN, KATOWICE, SLUPSK, LODZ, CRACOVIE et VARSOVIE. A VARSOVIE, après que les ouvriers de l'usine d'automobiles Zeran avaient organisé une grève de solidarité, des unités spéciales de la police (ORMO) ont investi l'usine pour empêcher de telles manifestations.

Bien qu'on ne dispose pas d'informations officielles concernant les diverses usines en grève dans toute la Pologne, il est néanmoins assez facile de reconstituer un tel mouvement dans un grand nombre d'usines. Ceci moyennant . . . la lecture de "Trybuna Ludu", organe du parti polonais . . . ! En effet, dès le 20 décembre, date de la chute de Gomulka, "Trybuna Ludu" donne dans chaque numéro des longs reportages sur "les engagements de production et de dépassement du plan et de leur "soutien au parti" pris par les travailleurs des différentes entreprises-clés de la Pologne. Jamais, depuis 1956, l'organe central du parti n'avait consacré autant de place aux "messages des entreprises industrielles". Dans ces "reportages" on trouve nombre d'usines dont on sait pertinemment qu'elles ont fait grève, comme par exemple les divers chantiers navals de GDANSK, GDYNIA et SZCZECIN. Mais, également, on y trouve un chiffre impressionnant d'autres usines. Ainsi, dans 4 numéros seulement de "Trybuna Ludu", à partir du 22 décembre, on peut relever des courts reportages en provenance de . . . 80 grandes entreprises de Pologne. On y trouve par exemple les plus importantes mines de charbon, de cuivre, d'usines de coke et de mines de métaux non ferreux - chacune employant plusieurs milliers d'ouvriers. Il en est de même pour les plus grandes aciéries et les ensembles sidérurgiques, pour les centrales électriques les plus importantes, pour l'industrie pétrochimique, pour les cheminots (40.000 de la région de Wroclaw), pour le transport routier, et beaucoup d'autres usines les plus connues.

Les choses sont claires. Toutes ces usines et entreprises (et combien d'autres encore . . .) ont fait grève en décembre 1970 ! (note des rédacteurs).

* * *

Selon la radio Europe Libre, le 18 décembre un groupe d'officiers et de soldats sous le commandement direct de l'actuel ministre de l'Intérieur Szlachcic a arrêté et isolé Gomulka, ainsi que ses proches collaborateurs, Kliszko, Spychalski, Jaszczuk et Strzelecki.

LA BUREAUCRATIE
A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION

EXTRAITS DU DISCOURS DE EDWARD GIEREK
20 décembre 1970

“Il est de notre devoir - du devoir du parti et de la direction du gouvernement - d'apporter une réponse à ces questions au Parti et à la Nation. Ce sera une réponse difficile et critique, mais qui sera claire et vraie, car la situation actuelle dans notre pays provient de causes qui sont le résultat de difficultés réelles. Nous avons le droit de penser que la classe ouvrière et la communauté toute entière comprendront ces difficultés.

Mais il existe également des causes qui proviennent de conceptions irréflechies en matière de politique économique ; nous allons entreprendre de les éliminer. La règle de fer de notre politique économique et de notre politique en général doit toujours être de tenir compte des réalités, de consulter largement la classe ouvrière et l'intelligentsia, de respecter le principe de la collégialité et de la démocratie dans la vie du Parti et l'activité des autorités suprêmes.

Les récents événements nous ont rappelé douloureusement cette vérité fondamentale que le Parti doit toujours maintenir un lien étroit avec la classe ouvrière et la nation tout entière, et qu'il ne doit pas perdre le contact avec les travailleurs...

Il existe également de nombreux autres problèmes qui concernent les travailleurs et qui doivent être réglés. Parmi eux figurent la situation des femmes qui travaillent, le problème du logement, et celui de la jeunesse.

Nous devrions réexaminer soigneusement les problèmes du plan économique national pour l'année prochaine et pour l'ensemble de la période de cinq ans. Nous devrions y travailler en consultant la classe ouvrière et tous les travailleurs. Cela exige une discussion créatrice ainsi qu'un sens élevé des responsabilités.

Nous nous adressons aux ouvriers, aux intellectuels, aux hommes de science, à tous les milieux, en leur demandant de participer à la solution de ces problèmes importants. Nous assurerons les conditions politiques et organisationnelles à une telle participation, tout en respectant les normes de la démocratie socialiste dans tous les domaines... .

Au nom du comité central, je m'adresse également aux travailleurs qui ont laissé leurs émotions les emporter et qui ont cessé le travail. Les responsabilités qui m'incombent et qui incombent à la direction du Parti m'obligent à dire en toute franchise que ces actions ont entraîné un grand danger pour le pays, même si nous comprenons que leurs motifs étaient, dans la plupart des cas, légitimes, car elles ont été exploitées par les ennemis du socialisme, par des éléments criminels et antisociaux. Ce n'est pas la protestation des travailleurs, mais l'action de ces éléments qui devait entraîner une ferme réaction des forces du maintien de l'ordre, car il y allait de ce qui est le plus important : de la sécurité et de l'ordre social dans notre pays...

J'adresse un chaleureux appel à tous les ouvriers polonais, à tous les travailleurs : tirons ensemble les conclusions des événements douloureux de la semaine dernière. Je m'adresse particulièrement à vous, métallurgistes et mineurs, ouvriers du textile, du bâtiment, cheminots et imprimeurs et surtout à vous ouvriers des chantiers navals et dockers. Dans tout le pays l'ordre, le travail et le calme, compréhension et confiance mutuelles sont indispensables. Que travaillent normalement toutes les usines, les entreprises et les institutions, que tous les services publics fonctionnent sans aucune interruption. Que rien ne trouble le calme et la sécurité dans les rues de nos villes. C'est une nécessité absolue, elle concerne les intérêts les plus vitaux de toute la nation et de l'Etat, de chacun de nous ...

Au nom du comité central, j'invite tous les membres du parti, ses activistes et ses comités à tous les échelons, à faire hardiment tout ce qui est nécessaire pour rétablir l'ordre et la paix, condition essentielle pour que nous puissions accomplir notre tâche".

*EXTRAITS DU DISCOURS DE GIEREK DEVANT LA DIETE**(23 décembre 1970)*

“ . . . Le gouvernement, nous tous avons devant nous la tâche de reconstruire, fortifier ce lien indispensable de confiance mutuelle qui devrait nous attacher toujours à la classe ouvrière, à tous les travailleurs . . .

Il y a des problèmes durement ressentis qui doivent trouver leur solution dans l'immédiat - d'autres exigent un temps plus long, des mois et même des années . . .

. . . L'analyse de nos réserves et de la situation économique montre qu'à présent l'Etat est en mesure d'assigner à cette fin une "augmentation des salaires pour les plus défavorisés" pour une somme ne dépassant pas 7 milliards de zlotys. L'accroissement des revenus de la population au-delà de cette limite pourrait entraîner des phénomènes inflationnistes. Ce n'est pas une petite somme, mais elle ne peut pas suffire à améliorer sensiblement la situation de l'ensemble des travailleurs . . .

. . . Ces mesures et d'autres encore . . . sont des mesures provisoires. D'ailleurs il est nécessaire que, parallèlement, le gouvernement développe des travaux énergiques sur des conceptions à long terme de notre politique économique et sociale . . .”

*EXTRAITS DU DISCOURS DU PREMIER MINISTRE**PIOTR JAROSZEWICZ DEVANT LA DIETE**(23 décembre 1970)*

“ . . . Je ne peux pas présenter, dès aujourd'hui, un programme détaillé du gouvernement ni le plan de ses travaux pour l'avenir immédiat. Car un tel plan doit prendre en considération plusieurs problèmes, très sérieux, dont la solution devra attirer l'attention du gouvernement au cours de la période qui vient . . .

. . . Les indices du plan en ce qui concerne la production de biens de consommation et les services, seront exécutés avec résolution, et augmentés dans les limites des possibilités, au moyen de la recherche et la mise à profit des réserves accessibles . . .

Avec le même soin, nous allons traiter les problèmes de la construction des logements. Nous envisageons d'utiliser toutes les possibilités réelles, afin d'accroître cette construction. En 1971, ceci ne sera possible qu'à une échelle modeste. Mais nous nous efforcerons de faire en sorte qu'en 1972, et au cours des années suivantes, on puisse aboutir à un accroissement sensible de nouveaux logements, particulièrement dans les centres où leur manque est le plus senti . . .”

“Les exigences de la révolution scientifique et technique et les besoins de développement des pays européens justifient pleinement la nécessité d’envisager - à côté des formes traditionnelles d’échange commercial - des formes plus évoluées de la collaboration économique, et tout particulièrement la coopération industrielle . . .

J’ai aussi conscience des défauts de fonctionnement de notre appareil administratif et économique. Sans trop nous presser, d’une manière systématique et raisonnable, nous allons perfectionner et améliorer l’organisation et les méthodes de gestion de notre économie, en utilisant aussi les meilleures expériences des pays socialistes frères . . .”

ZYCIE WARSZAWY (Editorial, 22 décembre)

“ . . . Dans les derniers jours, notre pays s'est trouvé dans une crise profonde. La cause directe en était les dernières décisions économiques. Mais il y a des causes plus profondes, à savoir la rupture, depuis un certain temps du dialogue entre la direction du Parti et la classe ouvrière, et aussi, toute la société . . .

. . . Les effroyables événements de GDANSK, GDYNIA, SOPOT, SZCZECIN, ELBLAG et SLUPSK en étaient la dramatique conséquence ; ils ont mis notre Nation dans une situation de grand danger. La situation dans laquelle nous nous sommes trouvés tous, a abouti à des changements immédiats et radicaux au sein de la direction du parti . . .

. . . Les derniers événements tragiques dont le fond fut le mécontentement de la classe ouvrière, sont un sérieux avertissement pour l'avenir. Il faut en tirer jusqu'au bout des conclusions de longue portée.

Le processus de changement doit être durable, mais il ne peut pas être rapide. En ce moment, le parti a pris des décisions immédiates, afin de réparer les injustices causées aux couches les moins rémunérées par la réforme des prix. Cette réforme, bien qu'indispensable, a été décidée d'une manière irréfléchie. D'autres changements économiques, qui peuvent apporter une amélioration générale de la situation dans le pays, exigent beaucoup plus de temps. Le problème central qui se pose à notre pays est de trouver une place digne de la Pologne dans le monde de la révolution scientifique et technique . . .

Il faut se tourner vers l'avenir en refusant le conservatisme et la routine, phénomènes contraires au socialisme.

Afin d'obtenir tout cela, nous avons besoin du calme et d'esprit de responsabilité. Nous avons besoin du sérieux . . . La liberté de discussion ne peut pas signifier l'aventurisme et des menées irresponsables, même si les intentions sont des plus honnêtes. Celui qui veut dire son mot sur les affaires de l'Etat, doit s'efforcer de comprendre pleinement les intérêts fondamentaux de l'Etat . . .

. . . Les intérêts d'Etat c'est le bien suprême, car nous ne pouvons pas exister sans notre Etat populaire polonais.

On a souvent abusé de cette expression. Néanmoins, elle reste toujours valable. Mais pour pouvoir exiger que les gens se soucient de l'Etat, il faut leur dire la vérité sur cet Etat. La vérité n'est pas un luxe. C'est une nécessité sociale . . .

Néanmoins, sans oublier un instant les leçons des derniers jours, il faut que nous continuions à remplir toutes nos tâches . . .”

ZOLNIERZ WOLNOSCI

“Le soldat de la liberté” organe de l'armée polonaise (23 décembre)

“C'était douloureux mais nécessaire pour notre armée que d'entrer en action dans les villes polonaises pour la raison que justement la côte baltique,

en tant que frontière maritime, est particulièrement exposée aux dangers et qu'elle constitue le front direct contre l'éventuel ennemi. C'est pourquoi, toute tentative visant à affaiblir la structure sociale ou le sens civique doit être considérée comme un acte directement dirigé contre la défense de notre pays".

RADIO SZCZECIN (20 décembre)

"Les ouvriers de deux chantiers navals de SZCZECIN, "Warski et Gryfia" ont accepté de cesser la grève et de regagner leur domicile. Ils reprendront le travail lundi matin . . .

. . . Les problèmes des salaires et des prix, les causes et les circonstances des incidents, l'activité des syndicats, l'information permanente de la population et également la nécessité de rétablir la paix et l'ordre dans la ville ont été discutés. Ces problèmes ont également été soulevés par les travailleurs d'autres entreprises".

Radio GDANSK et VARSOVIE (Jeudi 17 décembre)

"La population s'est rendue normalement à son travail. Tous les transports municipaux fonctionnent normalement. Bien que le conseil municipal ait fixé à 7 h l'ouverture des magasins, les commerçants ont volontairement ouvert leurs portes à 6 h, afin de permettre aux gens d'acheter du ravitaillement. Les rues sont presque dégagées des débris. Seules les glaces de quelques vitrines n'ont pas été remplacées".

**"LES MANIFESTATIONS OUVRIERES CONSTITUENT
UNE CRITIQUE DE L'ACTIVITE DES SYNDICATS"
déclare LOGA-SOWINSKI**

Au cours d'une réunion du 24 décembre 1970, du Presidium et du Comité exécutif du conseil central des syndicats à VARSOVIE, consacrée à l'analyse des événements de GDANSK, GDYNIA et SOPOT, Ignacy Loga-Sowinski, président des syndicats et membre du bureau politique du Parti a déclaré :

"Les manifestations ouvrières doivent être considérées comme une réaction publique aigüe à l'égard de l'activité des syndicats, et cela du haut en bas de l'échelle. De nombreuses instances et des conseils d'entreprises n'ont pas su défendre efficacement les droits ouvriers garantis par la nation. Ils n'ont pas fait les efforts nécessaires pour comprendre et tirer parti des réclamations des ouvriers. On n'a pas le droit de mettre la classe ouvrière devant le fait accompli en ce qui concerne ses intérêts économiques les plus vitaux".

LE MONDE (25 décembre)

A GDANSK et GDYNIA, où débutèrent la semaine dernière les émeutes, les chantiers navals reprennent un rythme normal de travail, selon l'agence PAP, qui ne dit mot, cependant, de la situation à SZCZECIN. Une campagne d'explication a été amorcée dans cette région côtière de la Baltique ; le Comité Régional du parti s'est réuni en session ; il a manifesté "son soutien complet" aux décisions prises à VARSOVIE ; il estime "nécessaire de procéder dans un proche avenir, à une analyse plus approfondie des récents évènements, afin d'assurer des relations justes entre le Parti et la classe ouvrière".

La presse polonaise s'attache pour sa part à freiner l'impatience de la population. Zycie Warszawy explique mardi 22 décembre que "rien ne se fait automatiquement", constate qu'il "faut changer de mode de direction" partout, et affirme qu'il est "nécessaire de rejeter tout conservatisme et toute routine" à l'avenir.

LE MONDE (24 décembre)

La presse polonaise, de son côté commence à critiquer sévèrement la gestion de l'équipe gommulviste . . .

"Le dialogue entre la direction du Parti, la classe ouvrière et l'opinion toute entière s'était rompu", écrit Zycie Warszawy. "Il était remplacé de plus en plus fréquemment, par des décisions unilatérales prises souvent par un cercle restreint de personnes. Ces décisions étaient arrêtées et présentées à l'opinion d'une manière qui conduit à commettre d'importantes erreurs". Dans ces conditions, admet le journal de la capitale, "il est nécessaire de changer le style de gouvernement à VARSOVIE, dans les voïévodies, les cantons, les bourgs, dans l'appareil du Parti et dans l'administration. Ne nous faisons pas d'illusions, l'égoïsme et l'autocratisme se manifestaient souvent". L'opinion polonaise attend, en effet depuis longtemps, à ce qu'un terme soit mis à la crise de confiance entre elle et la direction, que le dialogue soit à nouveau engagé et que la machine de l'Etat soit efficacement réparée". Trybuna Ludu, l'organe du Comité Central, assure mercredi (le 23) que cette "reconstruction des liens entre le Parti et la classe ouvrière et toute la nation" est commencée. Les problèmes seront de nouveau résolus "d'une manière constructive, collégiale et réaliste". Les responsabilités doivent être accrues et décentralisées. "C'est la clef pour la participation réelle des travailleurs à la cogestion et à la prise en commun des décisions" affirme le journal du Parti, tandis que Zycie Warszawy ajoute : "Il faut rejeter le conservatisme et la routine comme phénomènes contraires au socialisme".

LE MONDE (27-28 décembre)

Le cardinal Wyszyński, primat de Pologne, a évoqué dans son sermon prononcé vendredi (25 décembre) à la cathédrale St-Jean le drame que vient de vivre la Pologne . . . Ensuite il a demandé aux fidèles de travailler en paix.

"Nous vous en prions", leur a-t-il dit. "N'accusez pas, manifestez de la compréhension, pardonnez, compatissez, mettez la main à la charrue pour faire sortir des sillons davantage de pain pour la patrie".

D'un autre côté, estime le primat, ces événements ont provoqué un choc de conscience qui peut être bénéfique. "Un tel choc de conscience, s'est-il écrié, a traversé toute la nation polonaise, de ceux qui la dirigent et ont dans le moment présent la responsabilité de son développement à tous ceux qui pensent, travaillent, peinent et souffrent". Le temps est venu où "nous devons partager et l'esprit chrétien et le pain. Et c'est précisément, assura le cardinal Wyszynski, la faute heureuse de ces jours tragiques. Une faute qui fait naître en même temps l'espoir, car "nous polonais, sommes capables de faire en sorte qu'en Pologne soit réalisée une véritable démocratie. Guidés par l'esprit chrétien, nous sommes en état d'établir une coopération plus fructueuse avec tous les enfants de cette terre, avec tous ceux qui ont droit à la liberté, au respect, à l'amour et à la liberté de conscience".

LE MONDE (29 décembre)

De son côté l'agence PAP a apporté des précisions sur les réunions qui se sont déroulées, la semaine dernière, dans cent entreprises pilotes de Pologne et au cours desquelles les représentants du Parti, de l'administration, des syndicats et des travailleurs ont étudié la répartition de la somme de 7 milliards de zlotys (1,5 milliard de francs environ) débloquée par les nouvelles autorités pour venir en aide aux familles les plus défavorisées.

Presque partout, affirme l'agence PAP, il a été convenu que les ouvriers et les retraités dont les salaires ne dépassaient pas 1.000 zlotys (230 F environ) par mois seraient les premiers à bénéficier d'une augmentation de salaires. On rappelle que les travailleurs des chantiers navals de SZCZECIN avaient reçu, la semaine dernière, une prime spéciale de Noël de 450 zlotys.

L'agence PAP indique, d'autre part, qu'au cours de ces réunions les travailleurs "ont critiqué l'activité des syndicats et de l'administration qui ne respectaient pas les lois en vigueur" et ont formulé de nombreuses propositions visant à améliorer le travail, notamment dans l'industrie alimentaire, ainsi qu'à réduire les "cadres pléthoriques" dans l'administration.

Zygie *Warszawy* écrit dimanche à ce propos : "les ouvriers ont fait preuve d'une grande sollicitude envers l'état des finances du pays. Ces exemples ne prouvent-ils pas que beaucoup de choses ont changé en bien peu de temps ? Après les troubles de la semaine dernière, la confiance renait en Pologne. Tout le monde aspire à ce qu'elle s'approfondisse et guide toutes nos pensées et toute notre activité".

LE MONDE (2 janvier 1971)

L'évolution perceptible concerne d'abord l'interprétation des récents événements survenus dans les ports de la Baltique. "Si les difficultés économiques ont pu contribuer à la crise politique, écrivait par exemple

Zycie Warszawy mercredi 30 décembre, c'est avant tout parce que auparavant le dialogue indispensable entre la direction du pays et l'opinion, et surtout les milieux les plus importants de la classe ouvrière, avait été affaibli".

L'hebdomadaire Polityka . . . pousse le plus loin l'analyse dans l'éditorial du numéro daté du 2 janvier. Selon ce journal du Comité Central, " la classe ouvrière a protesté contre nombre d'éléments de la politique économique. L'élan de colère était dirigé contre la régulation des prix sans compensation, mais visait en fait les motifs qui devaient fatalement conduire aux mesures prises... Les éléments de la stagnation se développaient dans l'économie, tandis que le tableau fourni par la propagande était souvent éloigné de la réalité".

Cette situation entraînait notamment, écrit Polityka, une "duplicité de pensée". Les déclarations faites à l'usage des militants ou de l'opinion ne correspondaient pas à ce que l'on pensait ou disait soit en famille soit "à la buvette lors des pauses des réunions et conférences". La classe ouvrière ne pouvait pas accepter de semblables phénomènes. L'étendue des démonstrations nous empêche d'en chercher les raisons dans une seule région du pays ou dans une branche de l'industrie. "Les revendications présentées par les travailleurs durant ces journées tendent nettement à un changement de moeurs dans la vie politique du Parti et du pays".

La première tâche de la nouvelle direction est donc le rétablissement du dialogue entre le Parti et l'opinion. "Un tel dialogue, affirme de son côté Zycie Warszawy, ne peut avoir lieu que dans une atmosphère de calme, de sérieux, de sincérité, de respect mutuel et de confiance totale ; dans une atmosphère de travail et de réalisme que nous dictent particulièrement les besoins d'aujourd'hui, dans une atmosphère de vérité et de présentation claire des problèmes".

La presse polonaise présente toute une série de propositions concrètes. "Le développement de l'économie, déclare Zycie Warszawy, ne saurait se faire au détriment des citoyens ; l'approvisionnement du marché et la consommation doivent progresser au même rythme que l'ensemble de l'économie". La "participation", la "cogestion" doivent devenir une réalité. L'organisation et le rôle des syndicats, qui ont fait faillite, doivent donc être complètement révisés. Les conseils ouvriers doivent cesser de faire de la figuration. En même temps, il faut décentraliser, accroître les pouvoirs et les responsabilités des directeurs d'entreprises, des spécialistes, des ingénieurs et des techniciens.

Le nouveau style a déjà trouvé un commencement d'application. Ainsi, la répartition de 7 milliards de zlotys, (1 million 500.000 francs environ), que l'Etat peut consacrer à l'augmentation des salaires les plus bas, va être décidée en s'appuyant sur les résultats des discussions menées dans cent six grandes usines du pays, entre les représentants du Parti et de la classe ouvrière.

*VISITE DE GIEREK A HUTA WARSZAWA
(Le Monde - 5 Janvier 1971)*

Trybuna Ludu, l'organe central du Parti relève "le fait sans précédent" de la visite rendue le 31 décembre par le nouveau premier secrétaire du Parti, Gierek, aux importantes aciéries Huta Warszawa, situées dans les environs de VARSOVIE.

Accompagné de Monsieur Jozef Kempa, premier secrétaire pour la ville de VARSOVIE et du ministre de l'industrie lourde, Monsieur Wladyslaw Lejczak, Monsieur Gierek avait eu ce jour-là une série d'entrevues avec la direction, représentants des syndicats et les ouvriers de l'aciérie.

*CONFERENCE DES ECONOMISTES AVEC KOCIOLEK
(Le Monde - 10 Janvier 1971)*

Tard dans la soirée de vendredi 9 janvier, radio-VARSOVIE a précisé que de nombreuses réunions avec des représentants du Parti se sont tenues aux chantiers navals, Monsieur Stanislas Kociolek qui avait présidé pendant deux jours une conférence de huit cents économistes à VARSOVIE a participé à l'une de ces réunions.

Monsieur KOCIOLEK, selon la radio polonaise, "a expliqué les raisons fondamentales de l'agitation économique et de la crise politique du pays, les problèmes des hausses de salaires, le blocage des prix des denrées, et les problèmes d'exportation et d'investissement. Il a traité longuement les événements de décembre sur la Côte."

TRYBUNA MAZOWIECKA (6 janvier)

"Les principes léninistes dans la vie sociale et politique et dans le fonctionnement du Parti étaient sérieusement violés. C'était la cause fondamentale de la tragédie des dirigeants du Parti, de la classe ouvrière et de notre peuple . . . Il serait naïf de croire que la hausse des prix était la seule raison des heurts . . . C'était la goutte qui a fait déborder le vase, le détonateur qui déclencha l'explosion. La crise existait depuis longtemps. Au cours de nombreuses années on a pu en apercevoir les symptômes".

*A propos de la prochaine visite de Jedrychowski à Rome
LE MONDE (10-11 janvier 1971)*

L'hebdomadaire Trybuna Mazowiecka, organe du Parti ouvrier polonais pour la région de VARSOVIE, rappelle à ce sujet les récentes déclarations du nouveau premier ministre.

"Les paroles de Monsieur Jaroszewicz, reflètent la volonté sincère des nouvelles autorités de normaliser leurs rapports avec l'église. Il est inutile

d'ajouter que ce désir de la Pologne pourrait constituer un fait important. L'opinion publique polonaise a accueilli avec satisfaction les changements apportés dans l'annuaire pontifical 1971 au sujet de l'administration religieuse sur nos territoires occidentaux. Nous sommes persuadés que cet acte sera suivi par une normalisation religieuse de nos évêchés, ce qui équivaldrait à une reconnaissance de plein droit par le VATICAN de notre frontière occidentale".

NOWE DROGI

(Revue du Comité Central du Parti, N° de janvier 1971)

Il est clair que ce ne sont pas les éléments associaux qui ont déclenché les émeutes de la côte Balte. Le mécontentement des ouvriers ainsi que les décisions erronées des autorités sont à la base de ces événements .

Discussions sur les chantiers navals de GDANSK L'HUMANITE (15 janvier 1971)

Le premier secrétaire des chantiers navals de GDANSK :

● "Quand nous avons reçu le projet de la direction technique de l'administration, nous nous sommes rendus compte qu'il n'était pas possible de l'appliquer. Les sommes prévues n'étaient pas suffisantes pour les investissements nécessaires à la modernisation, qui aurait pu permettre d'atteindre la production demandée. Le conflit a duré trois mois. Nous avons réclamé plus de crédits. La direction du Parti a mis fin à la discussion en disant : organisez la conférence de l'autogestion ouvrière et prenez le plan tel qu'il est. Nous avons donc présenté et défendu devant les ouvriers un plan dont nous étions convaincus qu'il était irréaliste.

Voilà comment nous étions pris entre le marteau et l'enclume, ajoute le premier secrétaire. En effet, il était impossible de dire non, de refuser, autrement on nous reprochait de mettre en cause l'unité et la discipline du Parti.

Accepter le plan, c'était accepter la multiplication des heures supplémentaires sans lesquelles il ne pouvait être accompli.

Quand le comité du Parti et la direction du chantier déclaraient que c'était une situation anormale, on leur répondait que les réserves de productivité étaient si grandes qu'il était possible d'exécuter le projet sans heures supplémentaires.

Les ouvriers nous reprochent de ne pas avoir eu le courage de parler franchement. En fait, nous sommes intervenus auprès de la direction du Parti à qui nous avons expliqué les difficultés rencontrées, mais nous n'en avons rien dit aux ouvriers pour ne pas faire monter encore la température."

● "Depuis le 1er janvier, j'ai travaillé douze heures par jour et pendant deux dimanches. Je ne me suis arrêté que deux jours " dit un ouvrier .

- "Les conditions de travail ont empiré chaque saison. Avant la grève, nous n'avions plus de repas chaud, m'a expliqué Zdzislaw Powalka, un autresoudeur. Les revendications les plus minimales sont restées sans réponse. De 1965 à 1970, aucune n'a été satisfaite."
- "Le dialogue était rompu depuis longtemps, dit un gréviste. Depuis des années on ne nous écoutait plus".

LE MONDE (12 janvier 1971)

- A l'approche du huitième plenum du Comité Central du Parti ouvrier unifié polonais qui doit se réunir avant la fin du mois à VARSOVIE, une "campagne de vérité" a été déclenchée non seulement dans la presse, mais au sein du Parti. De nombreuses réunions présidées par des membres du Bureau Politique et groupant les activistes du Parti dans les voïvodies se déroulent dans le pays tout entier. Les causes des émeutes de décembre, qui ont ensanglanté la côte balte, ainsi que les perspectives du développement économique du pays y sont analysées.
- Josef Tejchma, membre du Bureau Politique a déclaré à Rzeszow : "La crise qui s'est manifestée en Pologne n'a pas été uniquement causée par les difficultés économiques et le manque d'approvisionnement. Bien avant qu'elle ne se déclare ouvertement, l'énergie sociale était étouffée. Les plans étaient mal conçus et les perspectives du développement économique du pays n'étaient pas clairement définies. Les tâches devenaient de plus en plus difficiles, l'activité des gens était paralysée à la suite de décisions unilatérales".

LE MONDE (13 janvier 1971)

Les portraits des dirigeants du Parti ne pourront plus être exposés dans les administrations et les écoles. L'aigle blanc, symbole national polonais, sera la seule décoration admise dans les édifices publics. D'autre part, les nouveaux dirigeants ont pris lundi, une mesure d'une grande importance politique. En effet, pour la première fois depuis 1958, le secrétaire du Comité Central a envoyé une circulaire aux conseils afin de leur expliquer les problèmes sociaux qui se posent au pays.

Les conseils s'étaient formés spontanément au cours de "l'octobre polonais" de 1956, en réaction contre les méthodes staliniennes appliquées en Pologne. Ce sont ces conseils qui avaient porté M. Wladyslaw Gomulka au pouvoir. Deux ans plus tard, les conseils ouvriers étaient mis en sommeil, et depuis lors il n'en était plus question. Il semble que les événements de décembre les ont réveillés et que le pouvoir, renouant la politique du dialogue doit maintenant compter avec eux.

La lettre circulaire du secrétariat du Comité Central, qui s'adresse également aux directions d'entreprises, souligne que de nombreuses questions d'ordre social peuvent être résolues dans une atmosphère favorable par des initiatives prises en commun par les directions d'entreprises et les conseils ouvriers. Les problèmes à régler, indique le document, se rapportent aux salaires, aux primes de rendement, aux aménagements sociaux, — à la protection de la femme et de la jeunesse au travail. Le rôle des directions d'entreprises et des conseils ouvriers, précise-t-il, est de veiller à une meilleure utilisation des réserves financières accumulées dans les fabriques, afin d'en faire profiter les travailleurs. L'accent est mis sur les améliorations à apporter dans les usines en ce qui concerne les conditions de travail et la sécurité des ouvriers.

Agence UPI (2 janvier 1971)

“Tant d'années se sont écoulées depuis la guerre et les choses ne vont pas mieux. Les ouvriers ne sont pas des imbéciles. Nous savons que nous construisons chaque année de plus en plus de bateaux. Et, au lieu de voir nos salaires augmenter, on nous dit de manger moins”, déclare un ouvrier.

VERS LE POUVOIR DES CONSEILS

AFTONBLADET (7 janvier)

- Une nouvelle révolte des ouvriers de GDANSK a lieu en ce moment. Depuis deux jours, 3.000 ouvriers font grève dans les chantiers navals. Ils font grève en signe de protestation contre l'arrestation par la milice de 200 personnes au cours des journées de décembre.

Les grévistes exigent essentiellement deux choses : la libération de 200 de leurs camarades et la venue chez eux de Gierek en personne. Si ces deux revendications ne sont pas satisfaites, les ouvriers ne reprendront pas le travail. Mercredi 7 janvier, j'ai pu parler avec un des ouvriers. Il a dit : "Il y en avait beaucoup qui sont allés chez eux pour les fêtes de Noël, dans l'espoir que les choses vont marcher mieux qu'avant les fêtes. Mais les choses n'allaient pas mieux. Nous avons tous l'impression qu'à Varsovie on ne nous écoute pas. Certes, les choses ont changé un peu. Subitement, les magasins regorgent de citrons et d'oranges, de viande et d'autres produits. On nous a promis des salaires plus élevés. Mais en même temps, nous sommes encore plus déçus. Gierek a annulé ce qui a été dit par Cyrankiewicz, à savoir que les manifestations étaient l'oeuvre de hooligans et de rebuts de la société. Ils ont été emmenés par la milice et se trouvent actuellement dans des prisons en dehors de GDANSK." "La milice n'aurait jamais osé les tenir enfermés ici, à GDANSK ! — Le bâtiment du parti est en voie de reconstruction. Mais pourquoi nos journaux n'osent-ils pas publier la photo de l'état actuel de cet immeuble - entièrement détruit ! Pourquoi ne joue-t-on pas avec nous cartes sur table, maintenant, après tant de belles paroles ?" demande un jeune étudiant de GDANSK.

- "Nos dirigeants disent que ce ne sont pas les ouvriers qui sont les coupables, et que toutes les erreurs seront réparées. Alors pourquoi utilise-t-on la répression envers les participants aux grèves ?"

- Selon des sources bien informées, la milice et les forces de sécurité ont reçu des renforts à GDANSK et aussi à GDYNIA et SZCZECIN. De hauts fonctionnaires de la sécurité de la préfecture de VARSOVIE ont pris en main la direction des opérations dans les villes côtières, en tant que conseillers.

RADIO EUROPE LIBRE

- On décide l'importation supplémentaire de blé des pays capitalistes.
- Mercredi 13 janvier, a lieu une nouvelle grève des travailleurs des transports publics de GDANSK de GDYNIA et de SOPOT. Une délégation de 29 cheminots de GDYNIA négocie avec la direction. La ville de ELBLAG connaît une situation identique, plusieurs autres établissements sont également en grève.
- A GDANSK et à ELBLAG les mairies ont du mettre sur place un bureau spécial de réception de revendications des travailleurs.

- A SZCZECIN, les étudiants assemblés dans des meetings ont dressé des listes de revendications qu'ils ont transmises aux autorités par l'intermédiaire de l'Union des étudiants polonais.
- La presse locale de toutes les grandes villes fait largement écho des revendications que les travailleurs présentent au cours de leurs réunions. Par contre, la presse centrale garde un silence total, et les habitants de chacune des villes ne peuvent acheter les journaux d'une autre ville, leur vente étant censurée.
- La réunion des activistes de différentes organisations à GDANSK exige le respect de la dignité humaine, le changement de moeurs administratifs et sociaux, au lieu de commander les gens.
- Les militants du Parti de la ville de STARGARD exigent une rotation des postes dans le Parti et dans l'administration. Les travailleurs et les militants du Parti de PIASECZNO demandent que soit changé le mode d'élection dans le Parti. Ils condamnent le mode de vie des dignitaires du Parti et leurs réceptions. L'entreprise de pêche maritime "Gryf" de SZCZECIN : les travailleurs exigent que soit châtiés les responsables de la politique économique du pays, que soit assurée la rotation des cadres politiques du Parti. Ils revendiquent une information totale sur les problèmes politiques et économiques du pays et la réorganisation complète du fonctionnement des syndicats.
- Dans la ville de CIECHANOW, les militants du Parti et des syndicats, ensemble avec les travailleurs, critiquent le rôle du député et discutent sur ses responsabilités : "souvent les députés sont incapables de répondre à nos questions" disent les travailleurs. Ils déclarent, en outre, que le fonctionnement du parlement n'est pas conforme à la constitution, car il n'utilise pas ses prérogatives constitutionnelles. Les syndicats ont fait l'objet d'une sévère critique. On exige le départ de la direction de la Centrale Syndicale Nationale, et la publication des comptes pour vérifier l'utilisation des cotisations des militants.
- Dans l'entreprise d'industrie textile "Odra" de SZCZECIN, les travailleurs revendiquent une pleine démocratisation de la vie intérieure du Parti, une information complète sur tous les aspects du fonctionnement de la société et la refonte de l'appareil syndical.
- Les travailleurs et militants de GOLENIOWO (région de SZCZECIN) s'en prennent aux syndicats et exigent que toute la lumière soit faite dans la radio, dans la presse et à la télévision sur les événements de décembre.
- Les revendications des ouvriers de GDANSK et de GDYNIA sont les suivantes :
 - Libération des 200 ouvriers arrêtés,
 - La venue de Gierk en personne,
 - Le châtiment des policiers et soldats coupables de massacres.
 Les ouvriers de chantiers ont eux-mêmes dressé la liste de leurs camarades disparus. Ils veulent la remettre à Gierk en personne.

Dans la ville règne un calme apparent, dans les usines se déroulent des grèves sur le tas, chaque jour la majorité des ouvriers des chantiers arrivent au travail avec quatre ou cinq heures de retard. Dans les usines on travaille à peine, il ne se passe pas une heure sans qu'une partie des ouvriers ne cesse le travail et ne commence à discuter pendant des heures.

TRYBUNA LUDU (16 janvier)

“Participent à la discussion des voix que caractérisent le manque de pondération et la démagogie sociale. Se font entendre également des gens qui sont intéressés à semer le désordre et le trouble et, en dernière analyse, à freiner le processus de véritable rénovation qui ne peut s’opérer que sous la conduite du Parti”.

LE MONDE (16 janvier)

- On annoncerait incessamment le changement d’une dizaine – sur dix-neuf – des premiers secrétaires du Parti dans les voïvodies.
- M. Gierek et ces amis continuent de se trouver en position délicate ; il leur faut, certes, aller vite et prendre les décisions attendues impatiemment dans l’opinion. En même temps, ils doivent agir avec prudence s’ils veulent éviter de créer dans le Parti des traumatismes . . . En outre, des décisions idéologiques de grande portée sont difficiles à prendre avant que ne soient connus les résultats du congrès du Parti communiste soviétique, qui s’ouvre à la fin de mars. Malgré les désirs affichés, il n’est même pas possible de libéraliser largement l’information.

“Si nous supprimions aujourd’hui la censure de la presse, cela ne pourrait faire le jeu que des démagogues du Parti” - disait un journaliste polonais.

- “Ce plenum sera notre vingtième congrès” - dit-on dans les milieux politiques

LE MONDE (17-18 janvier)

Jan Szydlak, membre du Bureau Politique, a suggéré dans un discours prononcé lundi à SZCZECIN que la durée des mandats des responsables du Parti soit limitée à l’avance. Le Parti doit envisager l’établissement d’un système “dans lequel les gens prendront et quitteront leurs fonctions normalement et non uniquement en cas de crise. Il est nécessaire de fixer la durée des fonctions attribuées”.

LE MONDE (10-11 janvier)

Selon l'agence Associated Press, des arrêts de travail sporadiques seraient organisés dans les chantiers navals de GDANSK. Les débrayages se feraient par section "pour examiner les revendications". Entre autres, les ouvriers exigent l'éviction de Loga-Sowinski de son poste de Président des syndicats.

Tard dans la nuit de vendredi 8 janvier, Radio-VARSOVIE a précisé que de nombreuses réunions avec des représentants du Parti se sont tenues aux chantiers navals.

LE MONDE (17-18 janvier)

M. Loga-Sowinski a donné vendredi sa démission de la présidence des syndicats, qu'il occupait depuis 1956. Ainsi se trouve réalisée l'une des revendications de la classe ouvrière, qui avait violemment critiqué, ces dernières semaines, l'action des syndicats.

L'HUMANITE (18 janvier)

"Pour reconquérir la confiance, il nous faudra du temps et de la patience. Les conséquences de la tragédie de décembre restent vives" - disait Eugeniusz Olobek, nouveau premier secrétaire du Parti de SZCZECIN.

On veut faire porter l'essentiel du débat sur les méthodes et non sur les hommes. Il ne s'agit pas d'ouvrir des procès, de bouleverser de fond en comble les comités du Parti aux différents échelons.

"La société polonaise en saluant avec satisfaction les changements intervenus, fait dépendre aujourd'hui son crédit de confiance de la réalisation des nouvelles intentions exprimées par le Parti".

LE MONDE (19 janvier)

Les travailleurs de GDANSK réclament la publication de la liste complète de leurs camarades morts pendant les émeutes. Les familles demandent l'autorisation d'organiser des obsèques. Les ouvriers exigent que toute la lumière soit immédiatement faite sur ce qui s'est passé en décembre et que les responsables de la répression sanglante soient désignés et punis. Certains travailleurs voudraient créer leurs propres organisations syndicales, qui seraient l'émanation des comités formés spontanément à la fin de 1970. Le pouvoir promet de démocratiser et de décentraliser les organisations syndicales existantes, de redonner vie aux conseils d'autogestion dans les entreprises, mais refuse catégoriquement la création de nouvelles institutions.

LE MONDE (16 janvier)

Dans un discours prononcé lundi 11 janvier, au cours du plenum du Comité régional du Parti, à SZCZECIN, Jan Szydlak, membre du Bureau Politique, a déclaré qu'un certain nombre d'ouvriers des chantiers navals "Warski", avaient tenté ce jour-là d'organiser une grève. "Ces éléments n'ont pas réussi à entraîner leurs camarades. D'autre part, le personnel des chantiers a réduit à néant l'activité destructrice d'autres meneurs et a réussi à maintenir l'ordre. Il en ressort, - a déclaré Szydlak - que le personnel des chantiers est divisé, mais que l'attitude de la majorité des ouvriers est celle de la pondération. La crise, a-t-il ajouté, a jeté le désarroi dans les rangs du Parti."

"Il faut dire toute la vérité sur les erreurs commises par l'ancienne direction du Parti afin d'en éviter le retour. La crise de décembre 1970 a été plus grave encore que celle de 1956. Pour en sortir, il faut approfondir la démocratie socialiste, renouveler les cadres du Parti sans attendre des explosions telles que celles que nous venons de connaître."

DAGENS NYHETER (19 janvier)

Stanislaw Celichowski, rédacteur en chef du journal du Parti de GDANSK, "Glos Wyrzeza", a confirmé le fait que des grèves ont eu lieu dans les chantiers. Selon lui, les ouvriers ont exigé la publication de leurs revendications dans la presse. Dans le cas contraire ils ont menacé de déclencher de nouvelles grèves. Les revendications sont résumées en cinq points :

1. Kociolk et Moczar doivent quitter le Bureau Politique.
2. Gierek ou Jaroszewicz doivent venir chez les ouvriers pour s'entretenir personnellement avec eux.
3. Les normes de production accrues à l'extrême doivent être abolies.
4. Les ouvriers arrêtés au cours des événements doivent être libérés.
5. Une liberté plus grande doit être accordée à la presse.

Celichowski a déclaré au journaliste de l'Associated Press, Nicholas Lillitos, qu'au moins son journal "Glos Wyrzeza" va publier les revendications des ouvriers. Lundi 18 janvier, le journal a publié les noms des 28 tués à GDYNIA, GDANSK et ELBLAG selon les données officielles. Le nombre de morts à SZCZECIN n'est pas connu. C'était une des exigences des ouvriers. Celichowski dit : "Nous devons nous demander combien de temps encore le gouvernement pourra supporter ces menaces, car chaque jour apporte de nouvelles revendications. C'est fondamentalement une véritable crise de confiance entre les deux parties. Lorsque les dirigeants du Parti ont déclaré que la hausse des salaires est impossible, Gierek a trouvé des fonds pour les plus défavorisés. Mais, certains croient que par des pressions encore plus fortes, il sera possible d'arracher encore plus".

SVENSKA DAGBLADET (19 janvier)

“Les ouvriers n’ont pas de confiance en Kociolek qui, au cours de sa visite la semaine dernière, les a traités de rebuts de la société. De même, Moczar ne jouit d’aucune confiance auprès des travailleurs” - a dit Celichowski.

AFTONBLADET (19 janvier)

Les ouvriers des chantiers navals de GDANSK sont obligés de travailler à des cadences accélérées. Ils ont reçu 45 à 155 francs d’augmentation des salaires. Un des ouvriers a dit au correspondant de l’Associated Press : “Maintenant, je dois faire en un mois ce que je faisais normalement en deux. C’est cela qui nous révolte le plus”.

“Les arrêtés ne sont toujours pas libérés. Ils sont coupables des meurtres. Un meurtre c’est un meurtre. Là où la milice a violé ses droits, les coupables seront châtiés. Mais seront châtiés aussi ceux qui avaient pris la loi dans leurs mains et avaient lynché les miliciens . . . Nous avons proposé une résolution commune des 16.000 ouvriers des chantiers. C’était, il y a 20 jours. Depuis, nous avons reçu plus de 100 résolutions votées au cours d’une centaine de meetings, indépendants les uns des autres”. (Propos d’un journaliste de l’organe du Parti de GDANSK “Glos Wybrzeza” recueillis par “Expressen”, le 20 janvier).

GLOS WYBRZEZA (19 janvier)

“Une partie des équipes des chantiers navals ont de nouveau cessé le travail, hier. Tandis que la majorité des équipes faisaient leur devoir, des groupes de travailleurs, principalement des jeunes, d’âge et d’expérience, se sont rassemblés, ont discuté, et même dans certains cas, ont essayé d’entraîner les autres à cesser le travail”.

DAGENS NYHETER (20 janvier)

- Les ouvriers du port de GDANSK et ceux des transports publics interrompent continuellement leur travail pour discuter. La presse locale informe sur des nouvelles grèves, mais la presse de VARSOVIE et des autres villes, gardent un silence complet.
- Le Comité régional du Parti de GDANSK a déclaré que les grèves des transports en commun n’ont aucun rapport avec celles des chantiers. Les revendications des travailleurs des transports sont les suivantes : une participation plus juste dans la distribution des bénéfices, la rationalisation du système des transports, plus de toilettes dans les ateliers et plus de temps pour les repas.

Un des grévistes a déclaré au correspondant de l'Associated Press : "Si la direction ne vient pas à une de nos réunions et refusera de discuter de nos revendications légitimes, nous allons paralyser tous les transports publics. L'action d'aujourd'hui n'a été qu'une démonstration de force".

LE FIGARO (19 janvier)

- La situation est de nouveau explosive dans la région de GDANSK où les ouvriers des chantiers navals "Lénine" se sont remis en grève, lundi 18 janvier matin pour appuyer les revendications économiques et, cette fois, pour des revendications politiques.

Egalement, selon les informations données par des témoins et, notamment, par l'un des rédacteurs en chef du journal "Glos Wybrzeza" de GDANSK, la grève a été déclenchée par les équipes de nuit. Le débrayage a duré une heure. 3.000 ouvriers ont tenu une assemblée et ont manifesté ensuite bruyamment devant l'immeuble de la direction. Les représentants de celle-ci se sont efforcés d'engager le dialogue, en dépit des cris hostiles et ils ont promis qu'une délégation commune se rendrait prochainement à VARSOVIE pour discuter des revendications avec les autorités. Ils auraient ensuite ajouté que, si le travail ne reprenait pas immédiatement, la délégation partirait sans représentants des ouvriers.

- Deux membres de la direction du chantier "Lénine" ont quitté la ville dans la nuit de lundi à mardi. Ils ont été immédiatement reçus par M. Gierek. Toutefois aucun ouvrier ne les accompagne.

DAGENS NYHETER (20 janvier)

- Le journal du soir de GDANSK écrit mardi 19 janvier, que les ouvriers des chantiers avancent 2.000 revendications diverses, politiques et économiques. Le journal ajoute ensuite que la visite de GIEREK ne peut avoir lieu que "dans une atmosphère de travail".

- Slawomir Brall, le porte-parole des autorités locales de GDANSK, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, mardi 19 janvier, que les magasins seront mieux approvisionnés en viande et que les autorités vont faire attention à ce qu'il n'y ait pas des "hausse cachées". Il a dit ensuite que beaucoup des revendications ouvrières sont justifiées, mais il s'est opposé résolument à la libération des arrêtés, en disant : "Ils ont été surpris au moment des pillages et ne seront pas libérés avant que le tribunal ne se prononce. Aucun gouvernement dans le monde ne serait pas entré en négociation avec des bandits et des pillards". A propos de la situation dans les chantiers, Brall a dit : "Il y avait un peu de troubles car les gens interrompaient le travail pour bavarder entre eux".

TRYBUNA LUDU (18 janvier)

"Les ouvriers des chantiers de GDANSK, GDYNIA et SZCZECIN travaillent pour dépasser les objectifs des plans de production, répondant ainsi à l'appel des mineurs".

LE FIGARO (19 janvier)

Des ouvriers des chantiers navals auraient affirmé à un représentant de l'Associated Press qu'ils avaient obtenu la promesse que la situation aux chantiers serait exposée dans les journaux du Parti. "Autrement pas un de nous ne travaillera demain".

Le rédacteur en chef de "Glos Wybrzeza", Celichowski a déclaré : "Leurs revendications sont si variées qu'aucun ministère ne pourrait les examiner seul. Il faudrait une session de tout le gouvernement pour les traiter. Les revendications se développent si rapidement que je ne serais pas surpris de me trouver sur la prochaine liste des hommes à éliminer".

LE FIGARO (20 janvier)

L'agitation ouvrière se poursuit à GDANSK. Après les chantiers navals "Lénine", hier, ce sont les tramways et les autobus qui ont été aujourd'hui paralysés par des arrêts de travail. Les traminots et les employés d'autobus ont tenu des réunions afin de dresser une liste des revendications à présenter aux autorités.

Un responsable régional a indiqué que 2.000 demandes portant sur des revendications ouvrières avaient été déjà reçues par les autorités. "C'est de la folie. Nous nous efforçons, actuellement, d'inviter les travailleurs à s'organiser et à présenter en commun leurs revendications". Ce qui signifierait que les syndicats ont perdu tout crédit auprès des ouvriers qui agissent de leur propre chef.

LE FIGARO (19 janvier)

Selon l'agence France-Presse et Associated Press, les revendications des ouvriers sont les suivantes :

- limogeage de Stanislas Kociolek et du général Moczar, membres du Bureau Politique et responsables pour l'économie et la sécurité ;
- une visite de Gierek et de Jaroszewicz, premier ministre, à GDANSK pour se rendre compte de la situation ;
- élections des délégués des syndicats et élimination des leaders discrédités
- publication de renseignements sur les lieux où ont été enterrés les victimes des émeutes de décembre, le bruit courant à GDANSK que les corps ont été enfouis dans une fosse commune ;

- libération des ouvriers arrêtés avant Noël et réintégration des ouvriers licenciés ;
- liberté de la presse ;
- augmentation générale des salaires et amélioration des conditions de travail ;
- suppression des normes de production les plus élevées ;
- nouvelle répartition du revenu national entre les diverses branches de production ; qu'une part plus importante des crédits soit allouée à la fabrication des biens de consommation.

AGENCE TT (21 janvier)

Les travailleurs des transports publics de GDYNIA et de GDANSK ont centralisé leurs comités de grève pour donner plus de force à leurs revendications . . . La direction des transports publics a reçu la délégation des travailleurs. La conversation a été interrompue pendant plusieurs heures car les travailleurs sont allés au meeting.

GLOS WYBRZEZA (21 janvier)

“ Les arrêts de travail dans les différents endroits et particulièrement dans les chantiers navals, ont causé des ralentissements dramatiques du rythme du travail”.

SVENSKA DAGBLADET (23 janvier)

- Les problèmes essentiels du conflit entre les travailleurs et les autorités de GDANSK n'ont pas été résolus. Les ouvriers ont été informés que leurs salaires diminueraient si les grèves ne cessent pas et si la production continue à stagner.
- Glos Wybrzeza déclare que, suite à la grève des cheminots, 10 wagons seulement sur 40 ont été déchargés du ciment nécessaire pour l'industrie du bâtiment.

Une délégation des ouvriers de GDANSK à l'étranger EXPRESSEN (19 janvier 1971)

Une délégation des ouvriers de GDANSK est arrivée récemment à VIENNE et qui ensuite se dirigera vers ROME et PARIS afin d'informer les partis frères. Les ouvriers disent qu'ils ont les pleins pouvoirs du Conseil Ouvrier pour diffuser les informations sur les événements de la Pologne. Ils disent que le Conseil Ouvrier a obligé le Parti à leur fournir des passeports en bonne et due forme, permettant d'aller en Occident. Vers la fin de cette semaine ils retourneront tous à leur travail . . .

Beaucoup des apparatchiks locaux du Parti ont été obligés par les revendications ouvrières à renoncer à leurs postes.

"Pour la première fois le Parti écoute les ouvriers" - dit un des délégués "Nos revendications sont justes. Nous n'exigeons pas que tout change au cours d'une nuit mais nous exigeons que le programme de la politique économique du Parti prenne en considération le fait que les ouvriers polonais vivent avec des salaires correspondants à peine au minimum vital".

Dans les chantiers navals de GDANSK travaillent 17.000 ouvriers. 1.000 d'entre eux participent activement aux travaux du nouveau Conseil ouvrier. Les ouvriers tiennent la situation dans le nord du pays à tel point qu'ils patrouillent les rues des villes ensemble avec la milice et assurent leur propre service d'ordre dans les meetings.

Les délégués ouvriers de passage à Vienne informent qu'au moins 100 Conseils Ouvriers fonctionnent dans le nord de la Pologne (...)

SVENSKA DAGBLADET (19 janvier)

Le ministre de la Marine a visité les ouvriers des chantiers et du port de SZCZECIN. Il a été contraint par les ouvriers de manger de la "Kaszanka", mélange de tripes et de sang sans le moindre morceau de viande. C'est une nourriture de la pire espèce et que les statistiques officielles polonaises classent parmi les "produits traditionnellement consommés par les ouvriers". "Mange ça et essaye ensuite de travailler durement" lui disaient les ouvriers. Ils ont obtenu déjà satisfaction sur plusieurs points de moindre importance. Ainsi par exemple il est d'ores et déjà possible d'avoir de nouveaux gants de travail sans qu'on doive remplir des centaines de formulaires cherchant à établir exactement le sort de l'ancienne paire.

EXPRESSEN (20 janvier)

Selon les sources bien informées Gierek avait déclaré : "Le Parti n'a aucune raison de négocier avec un quelconque groupe spécial de citoyens et moins encore - sous contrainte".

Extraits de la circulaire du premier ministre Jaroszewicz aux directeurs de toutes les entreprises du pays (23 janvier)

"Ces dernières semaines, une partie des directeurs et de l'administration font preuve d'indifférence quant à la réalisation des directives du gouvernement, n'adoptent pas de mesures énergiques pour assurer le rythme normal du travail et tolèrent le relâchement de la discipline au travail dans les entreprises. Dans ces conditions le renforcement des responsabilités personnelles est indispensable. Les directeurs d'entreprises sont responsables pour les décisions qu'ils adoptent, ainsi que pour l'ensemble de la situation dans

dans les entreprises. Les directeurs et l'administration doivent dans leurs rapports avec les ouvriers adopter une attitude réaliste et s'opposer aux revendications irréelles et démagogiques".

LE MONDE (29 janvier)

Depuis les derniers événements, les ouvriers ont le sentiment de leur puissance. "Pour la première fois dans un pays socialiste une grève s'est terminée par un succès". Le processus de rénovation doit partir de la base vers le sommet" disent les membres de la commission ouvrière des chantiers de SZCZECIN. "Nous y parviendrons".

FIGARO (26 janvier)

A la tête d'une importante délégation, le premier secrétaire a entrepris une tournée dans les villes du Nord. Dans la délégation se trouvent notamment le chef du gouvernement Jaroszewicz, ministre de la défense et membre suppléant du Bureau Politique Jaruzelski, Barcikowski, l'un des nouveaux secrétaires du Comité Central, Kaim, nouveau vice-président du Conseil chargé de l'industrie lourde et Szlachcic qui remplit depuis samedi 23 janvier les fonctions de ministre de l'Intérieur.

LE MONDE (29 janvier)

La rencontre de Gierek avec les ouvriers des chantiers navals, les neuf heures de discussion qui se sont achevées à 2 heures du matin, lundi 25 janvier, font encore l'objet de toutes les conversations. La population s'arrache les journaux locaux, qui, depuis la visite du premier secrétaire, disent les ouvriers, donnent enfin des informations correctes.

"Il était temps qu'ils viennent. Les autorités avaient à nouveau fait venir d'autres villes des forces de milice qui cernaient les chantiers navals. On ne sait pas ce qui aurait pu se passer".

Gierek à SZCZECIN dans les chantiers navals

"Nous reconnaissons qu'il est indispensable de régler bien des questions, mais nous nous adressons à vous une fois de plus pour vous demander de comprendre que les négligences dans ce domaine sont si grandes qu'il est impossible d'y remédier dans les plus brefs délais, suivant vos désirs et suivant nos propres désirs les plus fervents. Il n'y a qu'un moyen d'y remédier - il faut tout simplement se mettre calmement et courageusement au travail . . .

Le parti doit se consacrer aux directives générales et à la formation de meilleurs cadres, le gouvernement à la restauration de l'économie. Syndicats,

conseils ouvriers et organisations de jeunesse devront faire une place plus grande aux activistes et aux sans-parti faisant preuve d'initiative et de sincérité. Nous encouragerons la critique et l'autocritique, veillerons à une meilleure information et surtout à de meilleures conditions de vie de la population .

Aujourd'hui notre pays n'a aucune réserve qui pourrait permettre à la nouvelle direction de faire quelque manoeuvre que ce soit. Nous sommes dans une impasse dont il est difficile de faire sortir le véhicule. Dans la situation de la patrie chaque pas irréflecti peut servir ceux qui l'ont conduite à cette situation." Le premier secrétaire confirmait ainsi que la persistance de l'agitation pourrait avoir des conséquences au sein du Parti. Les travailleurs s'en rendent d'ailleurs parfaitement compte. Certains d'entre eux nous ont dit : "Gierek est notre homme, mais nous ne voulons ni de Gomulka ni de Moczar".

LE MONDE (29 janvier)

Une des revendications ouvrières dit : "Nous exigeons que les organes de sécurité cessent immédiatement les chicanes, intimidations et arrestations des travailleurs participant à la grève ; la grève n'est pas un délit, car elle n'est pas interdite par aucun texte".

LE MONDE (29 et 30 janvier)

Franciszek Szlachcic - nouveau ministre de l'intérieur devant les ouvriers de GDANSK le 25 janvier : "L'emploi des armes pouvait être évité en décembre au cours des troubles de la Baltique. La tragédie est arrivée et maintenant tout doit être fait pour éviter la répétition d'incidents semblables. La milice doit être traitée convenablement si elle sert honnêtement le peuple, la classe ouvrière. Si des lacunes sont constatées dans son travail il nous faut les éliminer. Vos critiques à vous, ouvriers, vont m'aider dans ma tâche. Je puis vous assurer que les forces dépendant de mon ministère respecteront désormais la légalité. Elles se feront un devoir d'agir équitablement. Les abus de pouvoir vont cesser, mais je puis vous dire aussi que les délits et les agissements subversifs seront punis sans ménagement. Les menées contre le pouvoir populaire, le vandalisme et le pillage doivent être fermement réprimés".

Le ministre a, d'autre part, précisé que 2.300 personnes avaient été arrêtées au cours de la semaine tragique et que 81 d'entre elles restent encore détenues sous l'accusation de pillage, de port d'arme, d'incendie volontaire ou d'agression contre les forces de l'ordre.

LE FIGARO (29 janvier)

Ces déclarations de ministre de l'Intérieur désavouant pratiquement les forces de l'ordre constituent une ouvelle "victoire" pour les ouvriers de GDANSK

LE MONDE (29 janvier)

Lundi soir toutes les forces de police ont quitté la ville.

Les habitants de SZCZECIN ne sont d'ailleurs pas tendres pour les miliciens y compris ceux de SZCZECIN, qui sont l'objet dans les tramways ou les autobus de vexations ou de brimades. "Là aussi il faudra tout changer", nous disent les ouvriers devant la porte des chantiers navals. "Nous n'oublierons pas que ce sont eux qui ont tiré".

L'AURORE (27 janvier)

Gierek a accepté que des élections libres se déroulent . . . dans les comités provinciaux du Parti et de l'administration locale. Il a promis . . . qu'aucune sanction ne serait prise contre les meneurs grévistes et que les ouvriers encore détenus à la suite des émeutes seraient relâchés.

LE MONDE (29 janvier)

- Les ouvriers, à propos du nouveau chef du Parti à SZCZECIN : "On ne le connaît pas, encore un parachuté ! Il paraît que c'est un ami de Gierek. Il faudrait en finir aussi avec ces pratiques".
- En parlant de Gierek : "Nous souhaitons qu'il prenne devant nous des engagements que nous saurons lui rappeler le cas échéant".
- Aujourd'hui les ouvriers se félicitent que le premier secrétaire du parti, répondant à la lettre ouverte de leur comité de grève, soit venu les voir.
- Les ouvriers des chantiers navals sont fiers de l'action menée par le comité de grève qu'ils ont élu. Après la visite de Gierek et la reprise du travail, ce comité s'est transformé en commission ouvrière ; celle-ci exerce ses pouvoirs dans les chantiers, car le conseil d'entreprise et le conseil ouvrier qui existaient auparavant sont pratiquement suspendus. Elle dispose de la radio des chantiers et diffuse régulièrement ses communiqués retransmis par haut-parleurs. La commission comprend 38 personnes dont sept membres du Parti et trois ingénieurs.

Aujourd'hui la commission ouvrière a surtout pour rôle . . . de préparer des élections, d'assurer la remise en ordre et de veiller à l'exécution des demandes du comité de grève. Mardi par exemple . . . la commission s'est entretenue, avec les journalistes locaux. La presse avait en effet annoncé, le 21 janvier, que les travailleurs de l'atelier W-4 des chantiers navals avaient pris un "engagement de production" pour soutenir la politique des nouveaux dirigeants. Furieux, les ouvriers firent savoir qu'ils n'en avaient jamais entendu parler ; ils s'étaient seulement engagés à réaliser le plan. Les grévistes réclament la rectification de cette information.

- Lors de la réunion de dimanche avec Gierek, à la demande d'un ouvrier les responsables du Parti et du gouvernement et les travailleurs ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes des émeutes de décembre.

- Gierek a promis que des élections démocratiques auraient lieu dans les chantiers pour le conseil ouvrier, le conseil d'entreprise, le Parti et les organisations de jeunesse. Il a indiqué aussi que les jours de grève seraient payés à conditions que le plan mensuel soit réalisé.

*Lettre de GDANSK (Extraits)
POLITIQUE-HEBDO (28 janvier)*

"A SZCZECIN un tramway circule avec une inscription faite à la peinture : "Le Parti ment ! "".

A l'intérieur des chantiers navals "Warski" de SZCZECIN, on fait bien attention. Les ouvriers veillent à la discipline, à la sécurité, car le sabotage peut venir de l'extérieur comme une provocation. Au début de la révolte, le pouvoir avait envoyé un commando d'hommes-grenouilles avec mission de faire sauter quelque chose dans les chantiers. On voulait sans doute trouver un prétexte pour attaquer les ouvriers et pouvoir dire aux soldats - qui n'étaient pas chauds pour jouer ce rôle : "Vous voyez bien qu'il s'agit de bandits, ils détruisent les richesses de la nation". Mais les hommes-grenouilles se sont fait capturer par des ouvriers et la provocation a échoué.

Un soldat m'avait dit : "On nous avait annoncé qu'un commando impérialiste avait débarqué et que les ennemis s'étaient déguisés en ouvriers...". Un Comité Central de grève siège en permanence aux chantiers navals "Adolf Warski", et les autres comités de grève étaient nombreux. Dans la ville des émissaires allaient et venaient. Des voitures avec des haut-parleurs capturés aux forces de police, informaient les gens. Il y avait même une liaison organisée avec les comités de grève de GDANSK . . .

Les décisions du Comité Central de grève étaient très réfléchies. Par exemple, il y a toujours eu de l'électricité, du gaz et de l'eau à SZCZECIN. On avait demandé aux ouvriers de ces secteurs de rester à leurs postes alors qu'ils voulaient, eux aussi, rejoindre la grève".

LE MONDE (27 janvier)

Le 26 janvier, dans les chantiers navals de GDANSK, Gierek a rencontré successivement les représentants de diverses équipes de travail. Tous les ateliers avaient élu, le matin, les délégués appelés à participer aux réunions avec les dirigeants. Les travailleurs ont présenté leurs revendications sociales, économiques et politiques. Ils ont condamné sévèrement les conditions qui avaient conduit à l'explosion de décembre et la manière dont les manifestations furent réprimées. Les ouvriers ont exigé que toute la lumière soit faite sur ces événements et que les responsables soient punis.

En répondant aux délégués, Gierek fit les remarques suivantes :

- des instructions précises ont été données aux directeurs pour améliorer de toute urgence les conditions de travail dans les entreprises ;

- la nouvelle politique économique tiendra largement compte des intérêts des travailleurs ;
- un "programme de rénovation" est en voie de réalisation. Il implique notamment la décentralisation, le rôle accru des conseils ouvriers, la démocratisation interne des syndicats et du Parti lui-même.
- ce programme ne peut être réalisé rapidement, il faut du temps ;
- tout cela ne peut être réalisé qu'avec la confiance de la classe ouvrière. "Le pays a besoin de vous ; demandez-vous ce que vous pouvez faire pour lui" - a dit Gierek.
- une augmentation générale de salaires est impossible dans les conditions économiques difficiles que connaît actuellement la Pologne. Elle serait dangereuse pour tous.

LE MONDE (24-25 janvier)

Au cours des réunions dans les usines, de très nombreuses critiques concernent le mode de vie des dignitaires du Parti. "Des villas, des voitures, et ensuite, dans ces limousines, on amène les gosses recevoir la communion dans un canton éloigné. Des camarades avec leurs cartes ! ". On proteste contre l'attribution incontrôlée de logements de fonction gratuits. On condamne la corruption et la malhonnêteté qui se font sentir dans certaines administrations.

LE MONDE (21 janvier)

Le journal du Parti de GDANSK "Glos Wybrzeza" du 15 janvier indique que de nombreux militants du Parti réclament avec force, depuis les événements de décembre, une modification des statuts du Parti.

Petite révolution ouvrière à SZCZECIN L'AURORE (28 janvier)

Une petite révolution ouvrière se déroule à SZCZECIN où les dirigeants polonais se sont rendus inopinément dimanche 24 janvier, afin de faire cesser une grève quasi-générale - AFP -

Les ouvriers des chantiers navals avaient pris une part déterminante dans les événements du mois de décembre. Ils avaient alors constitué un puissant comité de grève. C'est ce comité qui s'est reconstitué la semaine dernière à la suite d'élections dans les ateliers. De vendredi à dimanche les ouvriers ont occupé les lieux de travail et personne ne pouvait pénétrer dans l'enceinte des chantiers sans leur consentement.

Ils réclament une augmentation de salaire de 30 %.

Gierek a refusé d'accepter toute nouvelle augmentation de salaires, expliquant qu'après des années de politique désastreuse, notamment les trois

dernières, l'Etat ne disposait plus d'aucune réserve et que l'on se trouvait sur le plan financier dans une impasse totale.

C'est ce refus qui semble avoir suscité la petite révolution actuelle.

LE MONDE (29 janvier)

- "On nous a dit d'abord que nous devons travailler dur pour que nos enfants puissent vivre mieux, et nous avons accepté. Puis on nous a dit que les temps meilleurs ne seraient pas non plus pour nos enfants. Alors c'était trop" - un ouvrier au correspondant.
- Les ouvriers espèrent disposer après les élections prévues en février, d'un pouvoir démocratique. Ils sont décidés à en faire usage. Ils font confiance à Gierk, mais ne lui accordent pas un chèque en blanc.
- Inscription sur les murs de SZCZECIN : "La Gestapo se porte bien. A bas les Hitlériens. Pouvoir ouvrier".

LE MONDE (24-25 janvier)

C'est maintenant seulement que les problèmes sérieux vont se poser, c'est maintenant que commencent les vraies difficultés. - propos d'un membre du comité central.

LE MONDE (28 janvier)

Les dirigeants polonais ont abandonné le système des "stimulants économiques" dont l'application anticipée dans les grands ports polonais de la Baltique avait été, avec la hausse des prix sur les denrées alimentaires, l'une des sources des troubles de décembre.

*Gierk devant les ouvriers de SZCZECIN et GDANSK
(24 - 26 janvier 1971)*

"Aujourd'hui notre pays n'a aucune réserve qui pourrait permettre à la nouvelle direction de faire quelque manoeuvre que ce soit. L'augmentation des salaires est impossible dans les conditions actuelles".

IIe PARTIE

LES REACTIONS ...

LA BUREAUCRATIE

TRYBUNA LUDU (18 décembre)

“Une existence indépendante de la Pologne est indissolublement liée à l'ordre social socialiste et à l'unité morale et politique du peuple. La Pologne est un maillon très important de la communauté socialiste des peuples et elle le demeurera”.

LE FIGARO (19-20 décembre)

Une grande agitation règne dans les organismes responsables et dans les états-majors. Des consignes particulières ont été données dans les P.C. du Parti des villes proches de la Pologne, aussi bien en Bielorussie, dont les territoires frontaliers sont d'anciens territoires polonais, qu'en Ukraine ou dans l'enclave de la R.S.F.S.R. de de Kaliningrad. Les troupes des deux grosses divisions soviétiques qui stationnent en Pologne, auraient reçu l'ordre d'éviter de se montrer et de rester en alerte dans leurs cantonnements.

FRANCE-SOIR (21 décembre)

Les dirigeants soviétiques auraient décidé d'envoyer un émissaire à VARSOVIE pour jauger la nouvelle équipe au pouvoir. Telle était la rumeur qui circulait la nuit dernière à MOSCOU. Les responsables du bureau politique du P.C. soviétique se sont réunis trois fois depuis jeudi dernier pour discuter la question polonaise. La dernière réunion aurait lieu, soit dans la nuit de samedi à dimanche, soit hier matin.

DAGENS NYHETER (22 décembre)

Selon les sources bien informées, un des hauts fonctionnaires du PCUS fut présent à la session extraordinaire du plenum du POUP, dimanche 20 décembre. Selon les rumeurs ce serait Brejnev lui-même.

L'AGENCE REUTER (21 décembre)

Un grand nombre de camions militaires soviétiques ont pris position le long de la frontière polonaise - a raconté un homme d'affaires suédois qui venait de traverser la Pologne en voiture en venant de Tchécoslovaquie.

LE FIGARO (21 décembre)

Un cameraman hongrois Michael Pothors a dit avoir vu une cinquantaine de chars russes circuler sur une route d'Allemagne Orientale proche de la frontière polonaise.

THE OBSERVER
(20 décembre) - source diplomatique

On fait état de mouvements de chars russes et de camions pleins de soldats en Allemagne de l'Est, se dirigeant vers la Pologne . . .

Message de Brejnev à Gierek - extraits
(22 décembre)

" . . . Nous sommes fermement persuadés que le Parti des communistes polonais . . . saura surmonter avec succès les difficultés qui se sont présentées ces derniers temps dans la vie du pays, et réalisera la cohésion de tous les travailleurs dans la lutte pour les idéaux du socialisme, pour le bien de l'homme et au nom de l'homme. Nous souhaitons au comité central du Parti unifié ouvrier polonais et à vous personnellement beaucoup de succès dans cette oeuvre bénéfique et de responsabilité."

* * *

Selon l'agence DPA le communiqué de la PAP a provoqué un profond émoi chez les habitants de MOSCOU et fut discuté dans les rues.

RADIO EUROPE LIBRE (26 janvier 1971)

- Le quotidien moscovite "Izvestia" rapporte les propos du ministre du commerce extérieur Szymanski, qui a démenti les nouvelles sur une prochaine hausse des prix sur les produits de base. Selon les correspondants occidentaux à MOSCOU cette hausse était effectivement prévue par les dirigeants politiques. Ce démenti signifie donc un recul de la direction du PCUS qui craignait des conséquences similaires à celles de Pologne.
- La presse officielle fourmille de critiques à l'égard des syndicats. La "Pravda" accuse les militants syndicaux "d'esprit bureaucratique" et "d'affaiblissement du lien avec la classe ouvrière". Le journal parle de "l'accroissement de l'influence des ouvriers sur la gestion de l'Etat". Simultanément la "Pravda" déplore le fait que l'approvisionnement de la population urbaine en produits laitiers, légumes et en viande est un goulot d'étranglement de l'économie soviétique.
- Dernièrement on parle beaucoup de très nombreuses grèves dans les usines de MOSCOU et de la région.

POLITYKA (30 janvier).
Hebdomadaire du Parti polonais

Les moyens d'information soviétiques consacrent dernièrement une place de choix aux problèmes d'accroissement du niveau de vie de la population . . . On traite largement des sujets tels que : revenus de la population, fond social de consommation, commerce et services, construction des logements.

C'est la "Pravda", le quotidien du PCUS qui a attiré l'attention sur ces questions par la publication de deux éditoriaux - le 23 décembre 1970 - "Pour le bien des hommes" et le 13 janvier 1971 "Les fonds sociaux de consommation".

LE FIGARO (26 janvier)

Il reste que le slogan du "printemps de PRAGUE" : "*des paroles aux actes*" est devenu celui des ouvriers polonais. La même ardeur, le même enthousiasme, la même soif de démocratisation règnent aujourd'hui dans les assemblées où les travailleurs tentent de définir leurs aspirations. Cheminement délicat, alors que la tendance est au durcissement au Kremlin et que l'énigme du 24ème congrès du PC soviétique qui se tiendra fin mars à MOSCOU, pèse sur le monde de l'Est.

LE MONDE (26 janvier)

L'Union Soviétique, qui suit de près l'évolution de la situation en Pologne, ne peut accepter de voir l'agitation se perpétuer à l'ouest de ses frontières. En outre, elle craindrait de voir la vague de revendications ouvrières gagner son propre territoire . . . La situation est d'autant plus compliquée qu'il est difficile d'entreprendre en Pologne des réformes profondes, alors que les tendances au durcissement paraissent l'emporter en Union Soviétique, à la veille du congrès du Parti.

* * *

La manière dont la presse soviétique informait ses lecteurs avant la chute de Gomulka, montre à quel point les événements de Pologne avaient dépassé les dirigeants du Kremlin. On ne trouve aucun commentaire propre, et ceci jusqu'au 30 janvier 1971. Même les sources polonaises étaient soigneusement filtrées. Des textes comme l'article de Trybuna Ludu du 17 décembre faisant état de la confrontation directe du pouvoir polonais avec la classe ouvrière et le discours de Cyrankiewicz poussant beaucoup plus loin cet aveu, bien que diffusés par l'agence Tass, n'ont pas été communiqués aux lecteurs.

Par contre étaient publiés ces textes ou extraits des textes qui soulignaient "l'activité des forces hostiles et impérialistes", et le "retour à l'ordre". Cette "prudence" de la bureaucratie du Kremlin continue après la venue au pouvoir de Gierk. La population soviétique ne pouvait apprendre que les "engagements de production" prétendument pris par les travailleurs et leurs "motions de soutien". Vers la fin du mois de janvier, après la confrontation de Gierk avec les ouvriers de GDANSK et SZCZECIN, quand la presse polonaise avait commencé à présenter les échos des revendications ouvrières, la "Pravda" mettait dans la bouche des "ouvriers polonais dans leur ensemble" des propos tels : "soutien au Parti", "lutte contre les éléments anarchistes et démagogiques, contre les impérialistes et ses valets se cachant derrière la classe ouvrière", etc...

La croissance du nombre de telles "interviews" avec les ouvriers polonais rappelle la façon similaire de la presse soviétique de commenter les développements du "printemps de Prague". (note des rédacteurs).

* * *

La "Pravda" du 30 janvier publie, pour la première fois un commentaire propre sur les événements en Pologne. On y dément formellement les bruits d'une éventuelle intervention soviétique en Pologne et des mouvements des troupes en direction de la frontière polonaise.

Le commentaire par contre accuse la "Radio Europe Libre" de fomenter des troubles en Pologne

NEWSWEEK (28 décembre 1970)

En Allemagne de l'Est on s'est précipité à augmenter les salaires de plus d'un million de travailleurs, tandis qu'en Tchécoslovaquie et en Hongrie on a procédé à rassembler des stocks de provisions de produits alimentaires pour le Noël. Dans la plupart des pays communistes, la presse filtre les nouvelles venant de Pologne avec une extrême précaution. Dernièrement dans plusieurs capitales des pays de l'Est, des renforts de police ont été placés autour des ambassades soviétiques.

Communiqué sur les entretiens Husak-Gierek à PRAGUE (16 janvier) - Extraits

"... Les représentants des deux Partis se sont informés mutuellement sur l'activité et les tâches du PCT et du POUP, sur des questions et problèmes concernant le développement de la construction du socialisme en Tchécoslovaquie et en Pologne.

Les deux partis ont réaffirmé leur détermination commune d'oeuvrer à la consolidation de l'unité du mouvement communiste international, s'appuyant sur les idées du marxisme-léninisme et sur l'internationalisme prolétarien ...".

* * *

La réaction la plus significative de la bureaucratie de Husak est la publication, le 14 janvier, du document intitulé : "La leçon de l'évolution de la crise dans le parti et la société après le XIIIe congrès". Ce document dénonce le "complot des forces révisionnistes et de droite" et justifie pleinement l'intervention des troupes du Pacte de VARSOVIE en Tchécoslovaquie en août 1968. Rendu public au même moment que l'annonce de l'ouverture du procès, préparé depuis plus d'un an, du "groupe trotskyste", le document du comité central du PCT doit être considéré comme la prise de position de l'appareil normalisateur de Husak devant les développements de la révolution politique en Pologne. Simultanément, le mouvement des travailleurs polonais

et la pression qu'ils exercent sur l'équipe Gierek favorise, en Tchécoslovaquie la montée des "gauchistes" qui trouvent en Pologne la confirmation de ce que l'intervention armée était nécessaire et juste.

La presse tchécoslovaque se garde de donner des commentaires. Elle reproduit certains des textes officiels polonais, soulignant tous les passages qui parlent des "forces ennemies et démagogiques" mettant en danger le règlement dans le calme des problèmes de la société polonaise". Malgré certaines évidences, on veut donner l'impression au lecteur tchécoslovaque que les "forces de droite" sont en plein développement en Pologne, ainsi que ce fut le cas en Tchécoslovaquie. (*Note des rédacteurs*).

POLITYKA (30 janvier)

En Allemagne de l'Est, la pleine réalisation, dans les délais prévus, des plans de la construction des logements a été considérée comme la question de première importance dans la politique sociale pour 1971 et au-delà.

A partir du mois de mars 1971 les salaires les plus bas seront augmentés en Allemagne de l'Est de 300 à 350 marks par mois. Des hausses des salaires ont été annoncées également pour les éboueurs, les employés de crèches et jardins d'enfants, employés des hôpitaux et enfin pour les postiers et les cheminots.

TIME (28 décembre)

En Allemagne de l'Est, la radio a donné l'information sur les événements de Pologne avant même que ne le fasse VARSOVIE. Des troupes ont été dépêchées aux villes allemandes de la Baltique pour prévenir des émeutes.

LE MONDE (10-11 janvier)

M. Jedrychowski, ministre des affaires étrangères, vient de passer trois jours en Allemagne de l'Est. Le communiqué sur ses entretiens avec Ulbricht Stoph et Winzer, fait état de "l'identité de vues la plus complète sur toutes les questions abordées". Les signataires se prononcent "pour un accroissement des efforts en vue de la convocation rapide d'une conférence européenne de sécurité, qui est une très importante étape pour le renforcement de la paix".

* * *

Lundi 11 janvier Gierek débarque subitement à BERLIN-EST pour une visite éclair de quelques heures. C'est déjà la troisième visite officielle entre les dirigeants polonais et est-allemands. La première fut celle de Tejchma, membre du bureau politique, la deuxième de Jedrychowski, ministre des affaires étrangères. Une quatrième visite a eu lieu fin janvier, celle du ministre de commerce extérieur Burakiewicz.

"NIN" journal yougoslave (27 décembre 1970)

"D'ici jusqu'à GDANSK"

"Le moment est inopportun pour donner des leçons. Surtout aux autres. Nous avons, nous aussi, suffisamment de difficultés que nous ne pouvons pas toujours résoudre, pour apprendre aux autres comment devraient-ils résoudre les leurs. Mais s'il ne faut pas distribuer des leçons, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas en apprendre nous-mêmes. Bref, il nous faut tirer les conclusions des difficultés des autres. Pour cette raison, à cette place d'introduction, où **toujours nous écrivons sur nos propres thèmes et difficultés**, nous allons parler maintenant de la Pologne.

L'essentiel n'est pas l'élimination des manifestations négatives du développement, mais la construction des éléments positifs afin que ceux-ci deviennent dominants dans la société. Autrement dit : il faut éviter que le développement du système et de la société socialistes se fasse de crise en crise. La règle est aussi bien valable pour nous que pour les autres.

... Mais la question encore plus difficile pour tous, non seulement pour les Polonais, est la suivante : comment était-il possible qu'après 14 ans, Gomulka puisse se trouver dans une situation telle où il qualifie les manifestations des ouvriers de GDANSK - qui sont les mêmes que celles de POZNAN - d'oeuvre des "hooligans et des agents", et comment pouvait-il arriver au point de démissionner à cause de crimes tels que "l'imposition des clichés" et l'interdiction des "courants sains ?". C'est-à-dire, comment était-il possible qu'il abandonne les principes de l'Octobre polonais alors que ces principes étaient marqués par son nom ?

... Personne n'a le droit de douter de l'inspiration initiale et antibureaucratique de Gomulka. Mais l'exemple montre que le bureaucratisme et l'antibureaucratisme ne dépendent pas uniquement des intentions, bonnes ou mauvaises, des personnes, des détenteurs du pouvoir. Le bureaucratisme est dans le système lui-même qui produit et reproduit la bureaucratie, même si les membres de cette bureaucratie déclarent sans cesse leur conviction antibureaucratique. Quelqu'un peut accepter et prendre en main le pouvoir avec l'intention la plus pure et la plus sincère, comme Gomulka l'avait fait, et pourtant aussi bien les décisions que les intentions restent sans effet : s'il ne change pas le système dans son action politique, alors celui-ci le changera. Ou bien il rejette ce système, ou bien celui-ci le changera en bureaucrate - en négation de sa propre conviction et inspiration initiales. Indépendamment du fait qu'il continue à croire qu'il n'est point un bureaucrate, au moment où il commence à affirmer, en niant soi-même, que GDANSK et POZNAN ce n'est pas la même chose - d'autres gens doivent le contredire avec la sagesse de ses propres mots d'il y a 14 ans.

... La politique qui apparait comme nouvelle et qui se dit nouvelle, essaie de résoudre ses crises et ses difficultés rencontrées sur son chemin par des méthodes anciennes connues et éprouvées. On "liquide" les difficultés qui apparaissent suite à la décentralisation, par des centralisations

de "temps en temps". Et si une multitude des problèmes apparaît comme maintenant en Pologne, alors ce qui est provisoire, est répété et prend un caractère d'un "temps en temps" constant. Le but de la nouvelle politique devient de plus en plus lointain, cette nouvelle politique devient exactement comme l'ancienne, et les aspirations vers le nouveau qui naturellement n'ont pas disparu, se regroupent et font leurs effets en dehors de la politique. Visiblement il s'agit d'une expérience qui est valable non pas pour la seule Pologne. Elle est valable pour nous aussi. Elle est valable non pas parce que nous avons transformé l'écart momentané de la réforme en un écart constant, mais valable aussi pour que nous voyions le danger que tout arrêt renferme, sans parler du recul, sur le chemin de la réforme de notre économie et de notre société. Aucune politique pratiquée au nom de la classe ouvrière ne peut se faire sans conflits, malgré les proclamations de la libéralisation et des réformes, si elle ne réussit pas à pousser le centre du pouvoir vers la classe ouvrière . . ."

* * *

Depuis 1968 la Yougoslavie vit sur un volcan. Des grèves et manifestations se succèdent. La classe ouvrière organise grève après grève tandis que la situation à l'université reste toujours explosive. Aucune question soulevée par les travailleurs, les étudiants et les intellectuels n'est réglée. D'où les commentaires "francs" et craintifs en même temps, de la presse yougoslave.

NEPSZABADSEG (7 janvier)
Organe du Parti Communiste Hongrois

Les jeunes Polonais

"En cherchant les causes des événements des dernières semaines en Pologne, je me suis heurté à un des plus grands problèmes de la Société Polonaise : l'explosion démographique de l'après-guerre . . .

Il est remarquable qu'au début des événements qui ont eu lieu mi-décembre aux chantiers navals de GDANSK, la moyenne d'âge des travailleurs fut de moins de 24 ans.

La seule connaissance de ces chiffres nous montre que la majeure partie des travailleurs à réellement peu d'expérience politique "car 60 % d'entre eux ont moins de 30 ans". De plus il faut prendre en considération le fait que les changements économiques de ces derniers mois . . . ont eu un effet défavorable, surtout pour des travailleurs avec des salaires modestes. Cela veut dire en fin de compte que surtout les jeunes travailleurs ont été défavorisés, dont la majorité - à cause du manque d'expérience professionnelle - se situe en bas de l'échelle des salaires . . . Nos amis sont aussi conscients d'un fait : il faut beaucoup pour freiner le hooliganisme qui se développe surtout parmi les jeunes dans les villes portuaires.

Il y a 600 jeunes travailleurs des chantiers navals de GDANSK qui ont été condamnés au travail correctif pour leur activité contre la loi et qui pour des raisons humanitaires, ont été placés non pas dans des camps de travail mais dans des usines. Ceci a contribué aux dégradations commises à GDANSK. Et quand le mécontentement a dégénéré en manifestations de rues, ces criminels, se déplaçant librement et profitant de l'occasion, ont commencé à piller les magasins et à incendier. Il est intéressant de noter également que dans l'entreprise il y avait un autre groupe de jeunes criminels qui ayant terminé leurs études primaires et appris un métier, avaient fait ensuite leur service militaire. Ce groupe qui, contrairement à l'autre groupe des 600, n'était pas soumis à la dure discipline militaire, a participé à la sauvegarde de l'ordre public et à l'arrestation des criminels. Ceci attire l'attention des dirigeants actuels sur les problèmes de la jeune génération ouvrière et montre qu'il faut s'occuper davantage des gens, des jeunes et de leurs conditions d'existence . . .

Par conséquent, les dirigeants de jeunesses socialistes procèdent à une analyse profonde des causes des événements de la Baltique. Cette tâche est facilitée par le fait que chez l'écrasante majorité des membres de l'organisation, regroupant une fraction considérable de la jeunesse ouvrière polonaise, règne une atmosphère optimiste et parmi les activistes on peut voir une détermination à l'action ainsi qu'une volonté de changer les méthodes de travail. Une base est fournie à cet optimisme : dans ces difficiles journées la partie décisive de la jeunesse avait une attitude disciplinée. Les efforts des organisations et des membres des Jeunesses Socialistes visent à garder l'ordre et le calme et là où il y a des désordres, à empêcher au côté des activistes et des travailleurs la destruction de la propriété collective.

Afin de défendre l'ordre public des centaines de milliers de gens avaient accepté un service auxiliaire des policiers . . .

Cette détermination produira son fruit et aidera à rendre la foi aux jeunes, à ceux qui pour un certain temps avaient perdu leur but ou à ceux qui ont été d'une manière transitoire ébranlés par les événements. Il est certain que si des activistes des Jeunesses Socialistes agissent d'une manière décidée et circonspecte, ils seront capables d'entraîner une grande partie de la jeunesse et contribuer ainsi à la création des bases nécessaires à la satisfaction des besoins.

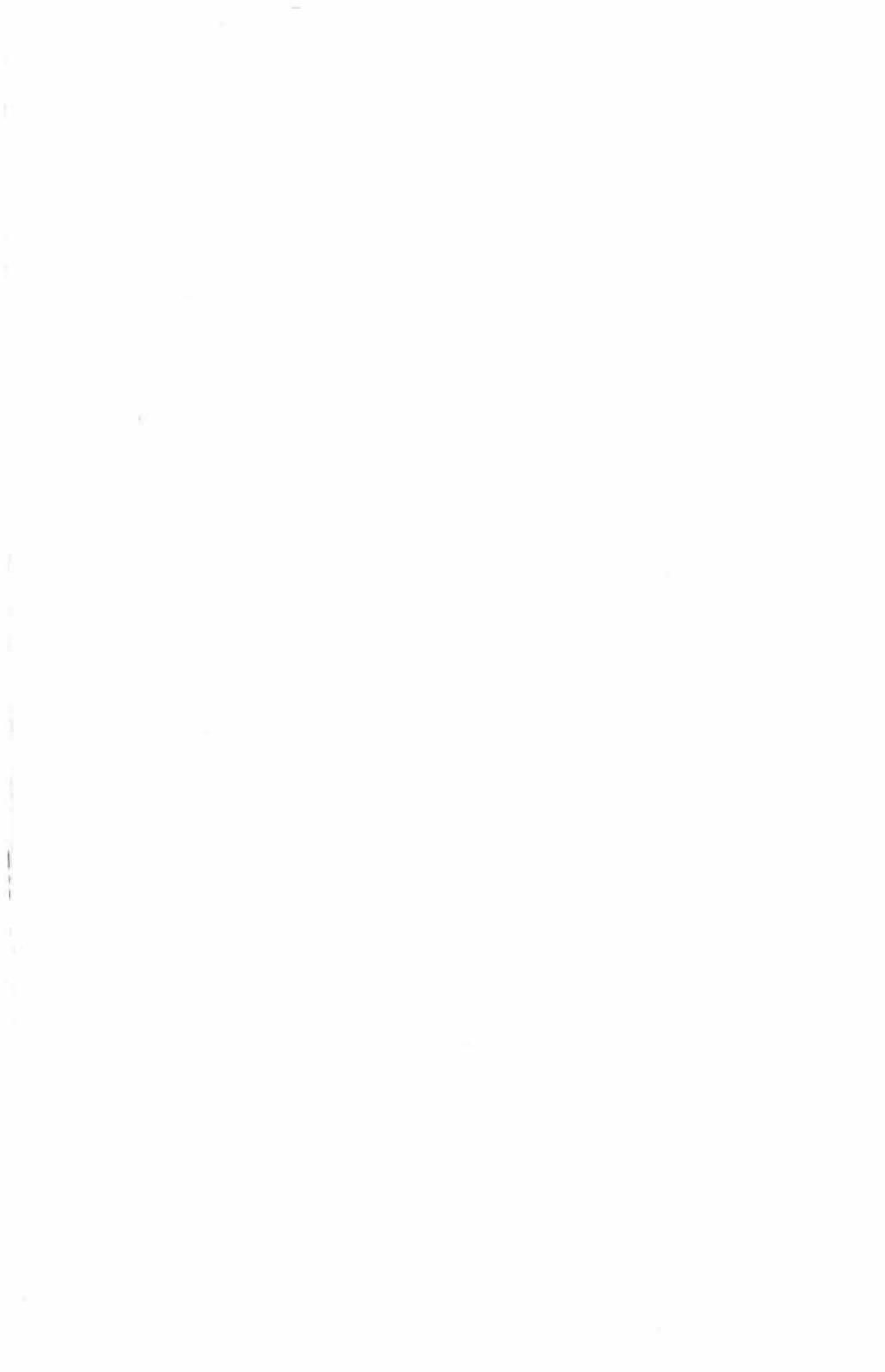
* * *

A Budapest, un étudiant hongrois - qui, avec plusieurs autres, fait ses études à GDANSK - a raconté, à la fin du mois de décembre 1970, qu'avec des camarades, il a participé aux manifestations et aux bagarres de rues à GDANSK. Les autorités polonaises (avec les hongroises) les avaient, ensuite, rapatriés tous. Cet étudiant portait encore les traces (blessures, etc...) des bagarres.

TIME (28 décembre)

- Nicolas Ceausescu souligne devant son comité central que la ville de BUCAREST est largement approvisionnée en viande, beurre, poisson et pain pour tout l'hiver.
- L'hebdomadaire du Parti bulgare a insisté sur le fait que le gouvernement n'a pas l'intention d'augmenter les prix.

*L'APPAREIL INTERNATIONAL
DE LA BUREAUCRATIE*



*Etienne Fajon - Ce que nous souhaitons
L'HUMANITE (19 décembre)*

“Les événements de Pologne, qui ont fait des morts et de nombreux blessés, sont pour nous un sujet de tristesse et d'inquiétude.

Que, dans un pays socialiste, des aventuriers ou des nostalgiques de l'ancien régime d'exploitation rêvent de provoquer le désordre et l'émeute, cela serait, si l'on ose dire, dans la nature des choses.

Bien plus grave et préoccupant, en revanche, est le fait que nombre de travailleurs honnêtes, dans plusieurs villes polonaises, aient été conduits à participer aux manifestations de ces dernières jours. Il s'agit alors de difficultés politiques et sociales réelles.

Certes, ces difficultés peuvent tenir pour une part à des facteurs qui appartiennent au passé. Le socialisme polonais a hérité au départ d'une économie extrêmement arriérée et la Pologne a été, plus que tout autre pays, décimée et ravagée par la Seconde Guerre mondiale.

Il n'est pas moins vrai qu'un quart de siècle après l'élimination du système capitaliste et des vestiges féodaux, ce qui vient de se passer serait inexplicable pour qui voudrait nier toute erreur ou insuffisance dans la direction de l'économie, dans les liens du Parti et de l'Etat avec les masses populaires et dans le fonctionnement de la démocratie socialiste.

Il ne nous appartient pas de porter ici jugement ou critique sur la politique, l'action et les méthodes d'un autre Parti Communiste. Fidèles aux principes de l'internationalisme prolétarien et de la non-ingérence, nous ne saurions pour autant ne pas donner notre avis sur une tragédie dont les répercussions dépassent les frontières de la Pologne. Nous souhaitons vivement que les difficultés qu'elle traverse à cette heure soient surmontées par l'effort d'analyse et de correction conjugué de la classe ouvrière polonaise, de son Parti et de l'ensemble des masses populaires intéressées au socialisme.

Cela dit, nous sommes en France et le Parti Communiste Français ne propose pas de copier ici l'expérience de la Pologne mais d'aller au socialisme en appliquant ses principes généraux et en tenant compte des conditions nationales, par la lutte commune de l'ensemble des travailleurs et l'entente sur une base claire des partis et formations qui se réclament du socialisme dans notre pays.”

*Déclaration de Georges Marchais
devant le Comité Central du PCF (22 janvier)*

“... Nous comprenons très bien que la Pologne populaire, qui a hérité d'une économie arriérée et qui a subi les terribles dévastations de la guerre hitlérienne, se heurte à des difficultés objectives dans le développement de l'économie socialiste. Mais cela ne saurait tout expliquer. Et, de toute façon, cela ne saurait justifier ce qui s'est passé ces derniers jours.

... De telles erreurs, ne peuvent que porter, comme on le voit aujourd'hui, le plus grand tort au socialisme.

Le Parti Ouvrier Unifié polonais annonce sa volonté de les corriger en consultant la classe ouvrière, tous les travailleurs, membres du Parti ... et en procédant avec tous à la discussion constructive des problèmes qui se trouvent posés.

... Une telle correction est en effet nécessaire car - comme l'avait souligné la déclaration adoptée par la Conférence des Partis Communistes et Ouvriers en juin 1969 - la construction et le développement du socialisme reposent sur le soutien, la participation et l'initiative des plus larges masses populaires ..."

L'HUMANITE (11 janvier)

... Ainsi se poursuit le débat. Il va déboucher sur une session de Comité Central qui aura la grande responsabilité de réanimer la vie démocratique et de corriger l'orientation économique dans une situation délicate, avec les moyens du bord, sans avoir à sa disposition de réserves. Personne ne cache combien la tâche sera difficile.

Quand G. Séguy exaltait la prospérité polonaise L'AURORE (21 décembre)

C'était trois mois avant les révoltes ouvrières de GDANSK, GDYNIA, SZCZECIN. A la tête d'une délégation de la CGT, G. Séguy visitait la Pologne, ses usines. Dans un discours enthousiaste, reproduit par Trybuna Ludu, l'organe du PC polonais, le 27 septembre 1970, il déclarait notamment :

"L'opinion est largement répandue en France que ce qui se passe actuellement dans votre pays donne à peu près l'image de ce que nous avons l'intention de faire à l'avenir chez nous. C'est une vue logique et dans le principe justifiée ...

C'est une véritable miracle que vous ayez réussi à parcourir en 26 ans le même chemin de développement économique que la bourgeoisie française en près de 200 ans. Si l'établissement du socialisme en France se fait trop tard, alors viendra le jour, et c'est dans un avenir proche, où votre pays rattrapera et dépassera notre niveau de vie".

Déclaration de la CGT (21 décembre)

"Le Bureau Confédéral de la CGT exprime l'émotion profonde ressentie par les travailleurs français devant les événements de Pologne. Il constate que des mesures économiques réduisant le pouvoir d'achat des travailleurs ont entraîné des réactions dont la nature traduit la détérioration des rapports entre les masses populaires et le pouvoir politique. Il déplore que, dans ces

circonstances qui ont sans doute permis l'action d'éléments hostiles au socialisme, les méthodes répressives aient fait de nombreuses victimes parmi les travailleurs . . .".

Georges Marchais (20 janvier 1971)

" Nous savons bien que le chemin du socialisme est difficile. Nous savons que dans la Pologne populaire, des progrès réels ont été accomplis. Mais nous ne comprenons pas, et nous ne pouvons pas comprendre, que, après cinq ans, des erreurs aussi importantes aient pu être commises. Il s'agit là d'un problème politique sérieux, qui prouve un manque de liaison avec les masses . "

LA BOURGEOISIE

La presse bourgeoise a déformé sciemment les faits et la nature des événements en Pologne. Le champion de cette désinformation est le journal "objectif" Le Monde. Il a découvert subitement que la meilleure source d'informations était la bureaucratie de VARSOVIE, ses déclarations officielles et ses articles de presse. Malgré les évidences la presse bourgeoise essayait constamment de faire croire que "le calme règne en Pologne" et que "l'ordre a été rétabli". Simultanément le soutien inconditionnel de la bourgeoisie à l'équipe de Gierek, c'est-à-dire à la bureaucratie, ressort de tous les articles et commentaires, dont nous donnons ci-dessous un court échantillon. (*note des rédacteurs*).

LE MONDE (23 décembre 1970)

Aux Etats-Unis, la Maison Blanche s'est refusée à tout commentaire sur les changements intervenus à la tête du régime polonais. Le porte-parole du département d'Etat a indiqué qu'il préférerait "s'abstenir de tout jugement dans les circonstances actuelles". C'est également un "non comment" que l'on formule dans les milieux officiels britanniques.

*Herbert Wehner - Président du groupe parlementaire
social-démocrate au Bundestag*

"Il n'y a aucune raison de penser que les changements qui se sont produits à VARSOVIE pourraient - comme certains le craignent ou même l'espèrent - avoir un effet sur le traité germano-polonais."

LE MONDE (18 décembre 1970)

. . . si "la jeunesse dorée" était responsable des manifestations d'étudiants en 1968, cette fois les troubles de GDANSK sont le fait d'une partie privilégiée de la classe ouvrière.

LE MONDE (19 décembre)

Les émeutes de Pologne ébranlent brusquement l'idée selon laquelle la détente européenne, matérialisée par les accords de MOSCOU et de VARSOVIE, annonce des deux côtés du rideau de fer, une longue période de tranquillité et de coopération sans nuages. Ces traités étaient nécessaires, mais, on le voit aujourd'hui, ils contribuent à libérer des forces longtemps retenues prisonnières, de même que la destalinisation que M. Khrouchtchev proclama en février 1956, provoqua le 28 juin suivant la révolte de POZNAN.

*TRYBUNA LUDU - Organe du Parti Polonais
(19 décembre 1970)*

... Les évènements ont été utilisés cyniquement et à froid, par des forces vraiment hostiles à la Pologne et aux relations normales et pacifiques en Europe. Ce dur coup est arrivé au moment, où, riche en conséquences positives, s'était renforcé le processus de détente européenne et où, grâce dans une large mesure à l'activité dynamique de la Pologne, des nouvelles perspectives s'étaient ouvertes.

LE MONDE (22 décembre)

● Pour les milieux officiels de Bonn, il est réconfortant que dans sa première déclaration, M. Gierek, le successeur de M. Gomulka, ait rappelé non seulement la volonté de son pays de demeurer solidaire de l'Union Soviétique, mais aussi son désir de coopérer comme par le passé avec des pays dont le système social est différent. A BONN, on veut espérer - sans en être trop certain jusqu'à présent - que, malgré les changements intervenus à la direction du pays, la Pologne maintiendra la "continuité" dans sa politique étrangère.

● M. Gierek est en tout cas un partisan convaincu de réformes économiques profondes, radicales, menées avec la participation et le soutien de l'opinion. Pour que ces réformes aient une chance de succès, il est indispensable cependant qu'elles s'accompagnent de réformes politiques. Il faut également provoquer un choc psychologique pour essayer de regagner la confiance de l'opinion.

La population en effet ne pouvait croire que les dirigeants responsables des vieilles erreurs pouvaient tout à coup être les mieux placés pour mener à bien de profondes réformes économiques. M. Gierek doit d'abord s'efforcer de créer un nouveau style politique, nouveau climat au sein du Parti, ainsi d'ailleurs qu'entre le parti et la nation.

M. Gierek attache une grande importance au développement des relations avec les pays de l'Ouest, spécialement dans le domaine économique.

● ... Mais qu'est-ce que la démocratie pour M. Gierek ? Sans doute une certaine manière de bien expliquer à la population les décisions du pouvoir. Il n'est évidemment pas question d'inviter les citoyens à participer activement à la gestion des affaires, comme cela se fit à Prague il y a trois ans. La situation économique de la Tchécoslovaquie n'était pas meilleure que celle de la Pologne. Il n'y a eu pourtant aucun conflit violent entre les gouvernants et les gouvernés pendant la brève période du "socialisme à visage humain".

● ... M. Gierek ... est accessible à tout et il accepte d'intervenir personnellement dans de nombreuses questions d'intérêt privé. En outre, il est également connu comme un supporter acharné de l'équipe de football de ZAGLEBIE, ce qui, dans le pays minier, lui vaut la sympathie de la foule.

- . . . M. Edward Gierek va sans doute ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de la Pologne socialiste. Il compte faire sa place à la génération de l'après-guerre du Parti, qui souhaite plus de réalisme, qui recherche un nouveau style de vie politique. M. Gierek bénéficie d'un crédit certain parce qu'il a réussi en Silesie. Il doit maintenant faire ses preuves au poste suprême.

- Le Monde parlant de Gomulka : "C'est une triste fin de carrière pour un homme qui était arrivé au premier plan parce qu'il avait du caractère".

L'EXPRESS (28 décembre 1970 - 3 janvier 1971)

- Le nouveau patron du Parti, M. Edouard Gierek, visage carré aux traits profonds, est, lui un ancien mineur. Je l'ai entendu parler français avec l'accent de Jacques Brel. Au plat pays, dans le coron de Laforest, dans le Pas-de-Calais, on se souvient qu'il travaillait à la fosse 10, comme hercheur. Qu'il diffusait, le soir, le journal "L'enchaîné", et qu'il était inscrit à l'école sportive, au club de boxe. On l'expulsa, en 1934, pour faits de grève. . . . Les trois mots clefs de son catéchisme sont : ordre, efficacité, technique. Il fut de ceux qui firent traduire en polonais, à usage interne, les passages clefs du "Děfi américain" de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

LE MONDE (14 janvier)

- Avant la fin de janvier le comité central du Parti ouvrier doit tirer les leçons politiques de la crise qui, en décembre, a secoué la Pologne. A cette occasion M. Gierek analysera les erreurs de son prédécesseur.

. . . En décembre la population manifestait son exaspération. Le changement de dirigeants a mis fin aux troubles sanglants mais n'a pas arrêté le mouvement de contestation. On a même l'impression que les ouvriers commencent à ordonner leurs revendications. La presse indique que les débats dans les sections du Parti sont souvent houleux. Des militants veulent savoir pourquoi le pays a connu la catastrophe. Ils ne se bornent pas à dénoncer les défauts de M. Gomulka et de ses amis, mais demandent une réorganisation complète du Parti.

- . . . Instruits par l'expérience Gomulka, qui avait suscité tant d'espoir à ses débuts, les Polonais attendent la nouvelle équipe à ses actes. M. Gierek doit donc manoeuvrer avec d'infinies précautions.

- . . . Le nouveau chef du P.C. avait une réputation, confirmée en Silesie, d'administrateur efficace. Il saisissait à bras-le-corps les difficultés. Maintenant qu'il exerce les responsabilités suprêmes, il se voit obligé de composer. Il a conquis la direction du Parti. Il lui reste à faire le plus difficile : rétablir dans le pays l'autorité de ce Parti.

LE MONDE (16 janvier)

... M. Gierek et ses amis continuent de se trouver en position délicate ; il leur faut certes aller vite et prendre les décisions attendues impatiemment dans l'opinion. En même temps ils doivent agir avec prudence s'ils veulent éviter de créer dans le Parti des traumatismes qui pourraient être utilisés par certaines forces politiques toutes prêtes à profiter des circonstances . . . Très habilement, elles jouent aujourd'hui la carte du libéralisme le plus large et s'emploient à montrer que les décisions prises jusqu'à maintenant par les nouveaux dirigeants sont insuffisantes. Ces personnalités, au nombre desquelles se trouvent de nombreux membres du Parti, dressent devant les correspondants de presse occidentaux un tableau noirci à dessin, critiquant les attermoissements de la direction actuelle et l'insuffisance de liberté d'expression dans la presse. Elles ont attiré l'attention, ces jours derniers encore, sur l'agitation qui continuait à se faire sentir dans les ports de la Baltique. M. Gierek et les "jeunes Turcs" conduits par M. Kociolek, doivent donc agir avec prudence. Il leur faut asseoir leur position . . . Le huitième plenum . . . se réunira vraisemblablement le 29 janvier. "Ce plenum, dit-on dans les milieux politiques varsoviens, sera notre vingtième congrès". Espérons que ses résultats seront plus durables.

LE MONDE (20 janvier)

Le second danger - de la politique de détente entre l'Est et l'Ouest - vient des difficultés internes des pays communistes, débouchant parfois, comme on l'a vu récemment en Tchécoslovaquie et en Pologne, sur des crises de régime ou au moins de gouvernement.

LE MONDE (27 janvier)

Le succès que vient de remporter M. Gierek dans les ports de la Baltique devrait permettre aux nouveaux dirigeants de préparer plus calmement le huitième plenum du Comité Central.

L'EXPRESS (1 au 7 février)

Quelque chose d'absolument nouveau vient peut-être de se passer à l'Est : la première contestation "totale" restant dans le cadre du système. Certains diraient la première opposition de "gauche".

La révolution dans la révolution, en quelque sorte.

Phénomène spécifiquement polonais ?

Peut-être . . . En 1956, l'explosion hongroise, née au sein du Parti, avait pris une dimension réactionnaire au sens propre du terme. En 1968, le printemps de Prague était porté par une vague idéologie social-démocrate et humaniste. Ce Décembre polonais, profondément prolétarien, est peut-être

à long terme, plus dangereux. Car il pourrait facilement gagner la réalité soviétique ou est-allemande. Un test significatif : les revendications tchèques ou hongroises concernaient des avantages ou des libertés satisfaits dans les démocraties occidentales. Certaines revendications des ouvriers polonais au contraire, pourraient fort bien être reprises par les salariés de Tours ou de Nantes.

Les responsables du Parti dégringolent un peu partout, remplacés par des militants de base. Deux pouvoirs se font face et se cherchent. Ils se trouveront ... ou l'ordre ne régnera plus à VARSOVIE.

TRYBUNA LUDU (19 décembre)

... Il faut reconnaître qu'une grande partie de la presse capitaliste a gardé, jusqu'à présent, une certaine modération dans ses commentaires et opinions, faisant, toutefois, un grand tapage autour des événements eux-mêmes. On décrivait le déroulement des événements, leur dégénérescence en pillages, destructions et violences, mais également on citait largement les informations et commentaires polonais...

... Certainement une des raisons de cette modération, jusqu'alors inhabituelle fut le fait que justement dans les pays capitalistes on connaît, on ne peut mieux, le mécanisme, le drame et les conséquences sanglantes des manifestations de rue et des excès anarchistes, tout cela par leurs propres expériences . . .

... L'exigence du moment est de rétablir pleinement l'équilibre, le calme et l'ordre ainsi que d'isoler les voix ennemies, aventuristes et irresponsables. C'est alors seulement que des conditions seront créées pour une discussion ouverte et sincère entre citoyens sur les problèmes de notre pays dans l'année 1971 et dans tout le quinquennat ouvrant la décennie des années 70. C'est une décennie où la tâche essentielle sera celle d'assurer à l'Europe un système de sécurité durable . . .

L'AVANT-GARDE

DECLARATION DU COMITE D'ORGANISATION DES COMMUNISTES DE L'EUROPE DE L'EST (20 décembre 1970)

Chantant "L'Internationale", les ouvriers des chantiers navals, les dockers, de GDANSK, de GDYNIA et de SZCZECIN sont sortis dans la rue.

C'est la réponse de toute la classe ouvrière polonaise au défi de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire organisée par l'impérialisme et la bureaucratie. Le régime de Gomulka est précisément celui qui a soutenu Franco, lui livrant du charbon pour briser la grève des mineurs des Asturies. Celui qui effrayé par la montée révolutionnaire du prolétariat, surtout depuis 1968, a envoyé son armée contre les travailleurs et la jeunesse tchécoslovaques. **Peut-on douter un instant que le magnifique combat engagé par la classe ouvrière et la jeunesse polonaise soit celui de toute la classe ouvrière d'Europe, à l'Est comme à l'Ouest ?**

La bureaucratie du Kremlin et son appareil international s'appuient de plus en plus ouvertement sur l'impérialisme, afin de contenir les masses laborieuses marchant vers la révolution. C'est le contenu de l'accord Moscou-Bonn, que suit immédiatement l'accord Varsovie-Bonn.

Cette union a été scellée pour briser le prolétariat en organisant la guerre civile contre lui, l'invasion de la Tchécoslovaquie et la "normalisation" en sont les signes avant-coureurs. C'est à cette "sécurité européenne" qu'impérialisme et bureaucratie veulent aboutir.

Mais lorsque les ouvriers de Pologne descendent dans la rue, affrontent la police et les représentants d'un régime "socialiste" avec pour mots d'ordre : "Nous voulons du pain, nous voulons nous exprimer librement !", ils se dressent contre cette Sainte-Alliance.

La bureaucratie elle-même est obligée de reconnaître qu'il s'agit de la classe ouvrière et non de "voyous". Les grèves et les manifestations dans toutes les grandes villes de Pologne, préparées depuis longtemps au sein des masses laborieuses et de la jeunesse de Pologne, éclatent au moment même où s'amorce un formidable mouvement de la classe ouvrière d'Espagne contre l'assassin Franco, allié de Gomulka. Ce n'est pas un hasard.

Il y a un lien d'une profonde signification pour toute la classe ouvrière européenne entre le combat du prolétariat espagnol et celui de la classe ouvrière polonaise. C'est leur contenu. La bureaucratie et son appareil international s'efforcent de contenir la révolution, qui depuis 1968, est imminente. Ils resserrent leurs liens avec l'impérialisme par l'accord MOSCOU-BONN et VARSOVIE-BONN, comme par leurs accords avec les colonels grecs et le bourreau Franco.

Le combat des classes ouvrières espagnole et polonaise est la réponse du prolétariat de l'Europe entière !

Elle ouvre une nouvelle étape dans la lutte des classes à l'échelle du monde et en particulier, de l'Europe.

Elle est annonciatrice de combats gigantesques !

Malgré la normalisation, la révolution politique n'est pas morte en Tchécoslovaquie. En URSS, les rangs de la nouvelle opposition communiste se renforcent en dépit de la persécution. Au lieu de parvenir à normaliser les masses, la bureaucratie se trouve au bord du précipice.

Travailleurs, militants du mouvement ouvrier et de la jeunesse ! Quelle réponse peuvent donner les dirigeants du Kremlin et leurs appareils à ces combats de la classe ouvrière ? Aucune ! Ses rangs se déchirent, l'heure de la dislocation approche. La nouvelle étape marquée par l'irruption simultanée du prolétariat espagnol et polonais est le début de la riposte ouvrière à l'organisation de la guerre civile contre les travailleurs, entamée par l'impérialisme et la bureaucratie.

Les tanks et les mitraillettes contre les ouvriers, les femmes et les enfants, à GDANSK, à GDYNIA, à SZCZECIN, révèlent le contenu véritable de l'accord MOSCOU-BONN, de l'accord VARSOVIE-BONN. Et la magnifique action des prolétariats d'Espagne et de Pologne affirme la réponse ouvrière à Cette Sainte-Alliance : **Etats-Unis Socialistes d'Europe !**

Face à cette nouvelle étape dont l'importance est profondément ressentie par les ouvriers de toute l'Europe, en Italie et en France comme partout ailleurs, aucun ouvrier conscient, aucun militant ne peut manquer de se poser la question : "Où allons-nous et par quels moyens ?".

Plus que jamais le problème fondamental à résoudre est celui de la direction politique de la classe. La bureaucratie stalinienne est, une fois de plus, démasquée. Son appareil cherche désespérément à trouver une "explication". Il se disloquera ! Il est encore plus incapable de donner une perspective claire, des mots d'ordre précis unissant consciemment les plus grandes luttes du prolétariat européen, dont le combat des travailleurs polonais et espagnols est la première expression.

Travailleurs, seul le programme et l'organisation de la IVème Internationale sont capables d'ouvrir l'unique perspective positive, celle des Etats-Unis Socialistes d'Europe et de regrouper l'avant-garde nécessaire pour unifier le combat de classe contre la bourgeoisie et la bureaucratie.

Car si une nouvelle étape de la lutte des classes est commencée, marquée par des combats encore plus grands que ceux de 1968, la principale leçon de cette année-là est précisément qu'il faut forger l'instrument capable de conduire la classe à la victoire, contre les briseurs de grève et les "normalisateurs", contre le capitalisme aux abois.

- **Vive la classe ouvrière et son combat !**
- **Vive la magnifique réponse des ouvriers espagnols et polonais à l'infâme alliance de Franco et de Gomulka !**
- **A bas les accords contre-révolutionnaires de MOSCOU-BONN et de VARSOVIE-BONN !**
- **Vive les Etats-Unis Socialistes d'Europe !**
- **En avant pour construire l'instrument et la direction de notre lutte, l'Internationale et ses partis !**

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DE L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE (extraits)

... Tous, nous constatons que la perpétuation de la domination de la bourgeoisie signifie les chômages, les bas salaires, la vie chère, l'expulsion des jeunes des écoles, des lycées et des universités, qu'elle signifie la misère et la violence, la répression et la guerre.

Mais alors une question se pose.

En URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, dans les pays de l'Est de l'Europe, la propriété privée des moyens de production a été abolie. La classe ouvrière a exproprié le capital et abattu l'Etat bourgeois.

Mais en Pologne, brutalement, Gomulka et son gouvernement décident une augmentation des prix des produits de première nécessité de l'ordre de 15 à 30 %.

Est-ce là le socialisme ? Non, non et encore non !

De même le "socialisme", ce n'est pas l'intervention en Tchécoslovaquie des troupes polonaises avec les autres armées du Pacte de VARSOVIE, pas plus que la livraison du charbon polonais à Franco lorsqu'il y a un an les mineurs des Asturies engageaient la grève !

Le socialisme ce n'est pas la répression contre les défenseurs des conquêtes d'Octobre, contre ceux qui luttent pour la démocratie prolétarienne, le véritable retour à Lenina, comme le vieux bolchévique Grigorenko, l'ouvrier Martchenko, les intellectuels Pavel Litvinov, Larissa Daniel, le kolkhosien Jakimovitch.

... Non, cela n'est pas le socialisme. ... C'est l'anticommuniste d'une bureaucratie qui ne peut régler aucun des problèmes posés par la défense et l'approfondissement des conquêtes socialistes, car elle est l'ennemie du prolétariat international et se heurte aux travailleurs d'Union Soviétique et des pays arrachés à la domination du capital.

C'est l'anticommunisme d'une bureaucratie qui pour échapper aux difficultés que crée la pression de l'impérialisme, ne voit d'autre recours que de marcher aveuglement vers le retour à la propriété privée, de composer avec l'impérialisme contre les travailleurs, en imposant des "réformes économiques" dont l'une des conséquences a été la monstrueuse hausse des prix que la bureaucratie polonaise voulait imposer aux travailleurs.

Le socialisme, ce n'est pas la sanglante répression déchainée contre les ouvriers de GDANSK, GDYNIA, de SZCZECIN.

Le socialisme c'est l'ordre démocratique de la classe ouvrière !

Le socialisme, c'est la grève générale qui a pris le pouvoir à SZCZECIN, y instaurant, comme l'écrit l'organe du parti communiste yougoslave "Politika", "une véritable république ouvrière où le pouvoir était exercé par les comités de grève". Le comité de grève qui prit en main toutes les compétences du parti et de la municipalité.

Le socialisme, c'est "la milice ouvrière, munie de brassards, armée", consitutéé notamment pour "empêcher la destruction des machines dans les usines".

Le socialisme, c'est l'ordre démocratique de la classe ouvrière au travers des comités de grève et de la milice qu'ils contrôlent, imposant ses revendications avec soutien de toutes les couches travailleuses, manuelles et intellectuelles.

Celà c'est le socialisme que ne représente pas la bureaucratie stalinienne passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois.

C'est le Soviet d'IRBID, ce sont les conseils Ouvriers tchécoslovaques, c'est l'Etat-Commune, c'est la république internationale des Soviets.

Travailleurs, jeunes, intellectuels !

Ils mentent ceux qui disent qu'en Pologne la grève générale, les combats de rue visaient à rétablir la propriété privée.

A GDANSK, c'est au chant de "L'Internationale" et non "L'Ave Maria" aux lèvres que les ouvriers polonais affrontèrent les chars de la bureaucratie.

En Pologne, c'est Gierek, qui cherche la protection des autorités ecclésiastiques, acceptant de négocier avec le cardinal Wyszynski le rétablissement des privilèges et des domaines de l'Eglise.

Aujourd'hui, en Espagne, Franco, après avoir dû reculer, frappe les militants ouvriers. Des arrestations ont eu lieu, par centaines de nouvelles victimes de la répression rejoignent dans les géôles les milliers de prisonniers politiques du régime franquiste. Les seize de BURGOS restent enfermés dans des conditions de détention inhumaines.

Ne laissons pas seuls face à la dictature les militants ouvriers de toutes tendances, les jeunes et les intellectuels qui luttent pour la révolution socialiste et les libertés.

Protégeons nos camarades !

En Tchécoslovaquie, en URSS, en Pologne, par centaines et milliers les combattants les plus valeureux du communisme sont jetés en prison ou enfermés dans des bagnes baptisés "hôpitaux psychiatriques".

Protégeons nos camarades !

Pour la défense des libertés !

Contre la dictature franquiste !

Pour la libération de tous les emprisonnés politiques en URSS, et dans les pays de l'Est de l'Europe !

Pour la constitution de la Commission Ouvrière d'Enquête sur les conditions de détention en Tchécoslovaquie, en URSS, en Europe de l'Est ! ...

Souscrivez au fonds international Lénine-Trotsky :
C.C.P. Gérard Bloch — La Source — 30.500.79

LISEZ :

- “Conférence des étudiants des pays de l’Europe de l’Est”
Résolutions et autres documents adoptés par la Conférence.
- “Les militants des Pays de l’Est et la IV^{ème} Internationale”
(Supp. à la Vérité N^o 549)
Documents de la Conférence de Constitution du Comité
d’Organisation des Pays de l’Est

LISEZ :

- Интернациональная Корреспонденция
Continuateur du Bulletin d’Opposition de Léon Trotsky
- Walka Klas
Bulletin de discussion édité par le groupe polonais du Comité
d’Organisation
- Proletár
Bulletin de discussion édité par le groupe tchécoslovaque du
Comité d’Organisation
- Proleterska Avangarda
Bulletin de discussion édité par le groupe yougoslave du Comité
d’Organisation
- Szocialista Forradalomért
Organe de la Ligue Hongroise des Révolutionnaires Socialistes

Tous ces ouvrages sont en vente :
à la Librairie S.E.L.I.O., 87, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris 10e

